

# Assises de lutte contre les violences sexistes

25 et 26 novembre 2022

Retombées presse

Presse nationale



LE MONDE ÉVÉNEMENTS • VIOLENCES SEXUELLES

# Citad'elles, un lieu pour accueillir, aider et informer les femmes victimes de violences

Par Elise Karlin

Publié hier à 06h30, mis à jour à 00h59

**REPORTAGE | A Nantes, des professionnels accueillent les victimes de violences dans un lieu dédié et les accompagne dans leurs démarches essentielles. Tout est conçu pour rassurer ces femmes, dont la plupart arrivent dans un état de grand désarroi.**

Lundi 7 novembre, 19 h 30. Au dernier étage d'un immeuble moderne aux baies vitrées donnant sur l'île de Nantes, Khadija (les prénoms des victimes ont été anonymisés pour des raisons de sécurité) vient d'arriver, son fils de 18 mois dans les bras. Le petit est épuisé, il chouine, il se frotte les yeux, il voudrait son biberon mais sa mère n'a pas pensé à l'emporter, ce matin, avant de claquer la porte du domicile conjugal pour échapper à un mari qui venait encore de la rouer de coups devant leur enfant.

Elle a glissé des couches dans la poussette, a attrapé son sac à main et a pris la fuite, direction l'hôpital où elle a fait constater les traces d'hématomes. Ensuite, Khadija a essayé en vain de joindre le 115 pour obtenir un hébergement. Désespérée, désargentée, elle a fini par demander à l'infirmière de l'aider à trouver l'adresse de Citad'elles, un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violences dont elle avait noté le nom au hasard d'une visite médicale : *« Je ne suis pas douée en français mais j'avais bien compris ce que c'était ! »*

A présent, elle tente de calmer son bébé affamé en attendant que Marie, coordinatrice de parcours chez Citad'elles, valide le processus de « mise en sécurité » (MES) dans l'un des trois appartements réservés aux accueils d'urgence. Cette nuit, Khadija et le petit seront à l'abri.



L'un des appartements qui sert pour les mises à l'abri des femmes par l'association Citad'elles, à Nantes, le 8 novembre 2022. ADELINÉ PRAUD POUR « LE MONDE »

Demain, lui explique Marie, elles examineront ensemble sa situation pour l'orienter rapidement vers les interlocuteurs compétents. Accompagner les femmes victimes de violences, c'est l'une des missions de Citad'elles.

Ce lieu ouvert sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis trois ans est financé, notamment, par la ville de Nantes, Nantes Métropole et le département de Loire-Atlantique. Son dernier rapport d'activité précise que ces femmes sont « *soutenues par l'équipe et par les structures partenaires intervenantes qui se coordonnent dans les démarches essentielles – droits, aide sociale et psychologique, santé, dépôt de plainte...* »

## Vie en vase clos

« *Pas la police !* » Khadija est terrifiée. Il y a quelques mois, cette toute jeune femme a appelé le commissariat pour dire que son mari la battait. Il a arraché son téléphone : « *Tu n'es pas Française, si tu vas à la police ils te prendront ton fils !* » Comme souvent dans ces situations, Khadija dépend complètement de son mari. Elle ne sort pas, ou très peu ; elle n'a pas d'ami, pas de travail, pas de carte bleue. Elle n'a aucune idée de ses droits, aucune idée des lois.

---

### « Il faudra désactiver la localisation de votre téléphone. Personne ne doit savoir où vous êtes. »

Mariée en Algérie à 17 ans, Khadija est arrivée en France au titre du regroupement familial. Depuis, elle vit en vase clos avec un homme contre lequel elle refuse de porter plainte : « *Il perdrait son travail, ce serait pire.* » Marie prend le temps de la rassurer. Elle lui résume plusieurs fois la situation avant de lui faire signer le contrat qui engage Khadija à ne pas divulguer l'adresse de l'appartement où elle va passer la nuit : « *Il faudra aussi désactiver la localisation de votre téléphone. Personne ne doit savoir où vous êtes.* »

« *S'il vous plaît, merci de ne pas décrire précisément la vue depuis les fenêtres* », nous a d'ailleurs précisé un peu plus tôt la directrice de Citad'elles, Caroline Godard, dans l'un des appartements. Malgré toutes ces précautions, elle en cherche un nouveau – récemment, un adolescent déchiré par un conflit de loyauté entre ses parents a répondu à son père qui exigeait de savoir où s'était réfugiée sa famille.

Citad'elles pourtant porte bien son nom. Personne n'y entre sans y avoir été autorisé par les agents de sécurité du rez-de-chaussée. « *Sécurité pour Citad'elles !* » Ils préviennent par talkie-walkie, actionnent eux-mêmes l'ascenseur pour qu'il monte directement au 7<sup>e</sup> étage. A l'entrée, Floriane, « *agente d'écoute et d'information* », reçoit les images de quatorze caméras qui filment en permanence l'ensemble des lieux, de la rue devant l'entrée de l'immeuble aux couloirs du centre. Elle doit actionner son badge de l'intérieur pour que la porte s'ouvre, opération qui prend encore quelques secondes...

## **Exsangues ou terrifiées**

Tout est conçu pour rassurer les femmes, dont la plupart arrivent dans un état de grand désarroi. Elles sont souvent à bout de ressources, désespérées par la violence d'un parent, la brutalité d'un compagnon, le harcèlement d'un collègue.

Celles qui ont rendez-vous patientent dans la salle d'attente. Celles qui arrivent pour la première fois, exsangues ou terrifiées, sont dirigées vers l'espace de ressourcement, où des poufs à mémoire de forme et les coussins moelleux des balancelles les invitent à souffler avant la prise de contact avec l'une des onze coordinatrices de parcours.

---

## Citad'elles a reçu en moyenne 1 750 appels téléphoniques par mois, un chiffre en augmentation constante depuis l'ouverture, en novembre 2019

Ce jour-là, Mathilde a apporté des papiers – avis d'imposition, relevés de banque, bulletins de salaire... Une vie rassemblée dans différentes chemises cartonnées, jetées à la hâte dans une petite valise cabine qu'elle n'a pas réussi à fermer. Les cheveux tirés, droite dans son caban cintré, pantalon noir parfaitement repassé, elle ravale ses larmes pour raconter douze ans d'humiliations, de

brimades, de vexations. *« Il m'avait convaincue que je n'étais qu'une conne qui ne faisait jamais rien de bien. Je lui ai toujours trouvé des excuses, jusqu'au jour où il m'a giflée. C'est comme si je m'étais réveillée. »* Elle a porté plainte, il a été entendu par les gendarmes.



La moitié des femmes accueillies sont mères et trouvent à Citad'elles un ensemble de ressources, d'espaces et de professionnels dédiés à l'accompagnement spécifiques des mères et des enfants, à Nantes, le 8 novembre 2022. ADELIN PRAUD POUR « LE MONDE »

Depuis, elle vit dans la terreur qu'il obtienne la garde de leur fils, ce dont il la menace. *« J'en ai discuté avec le DRH de mon entreprise, il m'a parlé de Citad'elles. Je suis arrivée la semaine dernière complètement perdue, démunie, je ne savais pas du tout par quel bout commencer. On m'a pris rendez-vous avec un juriste, que je viens de voir aujourd'hui. Je sais que je n'en suis qu'au début mais je suis prête à n'importe quoi pour qu'on s'en sorte, mon fils et moi. »*

Comme 78 % des femmes accueillies ici, Mathilde a moins de 45 ans, et comme 57 % d'entre elles, elle s'est présentée spontanément au centre – elle a préféré se déplacer plutôt qu'appeler. En 2021, Citad'elles a reçu en moyenne 1 750 appels téléphoniques par mois, un chiffre en augmentation constante depuis l'ouverture, en novembre 2019.

## Une prise en charge au cas par cas

Tous les lundis, la réunion de situation permet aux coordinatrices de parcours de faire le point autour de celle qui dirige l'équipe, Emmanuelle, travailleuse sociale depuis vingt ans.

Alizée évoque le cas d'une femme qui a fait plus d'une heure et demie de route pour être reçue à Citad'elles, et avec laquelle elle a longuement discuté : *« Il faut la réorienter vers son département »*, tranche Emmanuelle.

Alizée, 24 ans, arrivée début juillet, parle d'une femme victime de violences intrafamiliales que Citad'elles accompagne depuis mai 2021 : *« J'ai eu sa psy au téléphone. On pense que les agressions n'ont pas cessé et qu'il faut l'extraire du domicile parental, mais cette jeune femme a du mal. Alors que son sac est ouvert dans sa chambre, elle est incapable d'y mettre ses affaires. En plus son père a caché ses papiers... »* *« Rappelle-la et donne-lui rendez-vous demain, pour voir, avec elle, quel est l'interlocuteur le mieux à même de l'aider dans l'urgence »*, conseille Emmanuelle.

**Lire aussi :**  [Dans l'intention de rabaisser et de contrôler les femmes, un « continuum » de violences](#)

Ensuite c'est Marie, 24 ans elle aussi, qui exprime ses inquiétudes à propos d'une femme dont elle n'a plus de nouvelles depuis qu'elle est retournée à son domicile malgré un mari qui l'a poignardée à deux reprises, dont une devant témoin. *« Elle ne répond plus à mes mails. C'est une femme qu'on ne peut pas appeler, ni contacter par SMS parce que son mari surveille son téléphone. Je ne sais pas quoi faire... »* *« Mais la police n'a rien fait, malgré la présence d'un témoin ? »*, s'étonne Emmanuelle. *« Cette dame refuse de porter plainte, alors c'est compliqué... »*



Transmission quotidienne entre les coordinatrices de parcours de l'équipe du matin et de l'équipe de l'après-midi, à Nantes, le 8 novembre. ADELINE PRAUD POUR « LE MONDE »

Plus tard, avant de quitter le centre, Alizée et Marie transmettent les informations de la journée à Nina et Mohammed, coordinateurs de nuit, qui vont accompagner Khadija et son fils à l'appartement. C'est leur première « MES » à tous les deux – Mohammed, 25 ans, fraîchement diplômé en psychologie, et Nina, 33 ans, infirmière de métier, sont arrivés il y a seulement quelques semaines. Un passage par la réserve, où Khadija peut choisir quelques plats préparés, des pots pour le bébé. Nina conduit la poussette où elle a posé le kit d'hygiène. Elle supervise l'installation pendant que Mohammed désactive la fonction de géolocalisation de l'iPhone. « *Surtout, vous n'hésitez pas, glisse Nina en rappelant de fermer à clé, vous nous appelez quand vous voulez.* »

### « Une structure qui a du sens »

Cette nuit, Khadija n'appellera pas. Nina et Mohammed répondront à deux appels, deux femmes déjà suivies au sein de Citad'elles que l'angoisse saisit avec l'obscurité. « *Quatre appels en un mois... J'ai passé des entretiens pour travailler de jour, parce que là, franchement, je sers surtout à garder les murs !* », regrette Nina en avalant la salade qu'elle a apportée pour dîner. Une seule chose la fait hésiter, la faiblesse du salaire.

**Lire aussi :** [Associations de lutte contre les violences faites aux femmes :](#)

[« Une revalorisation de nos métiers est urgente »](#)

*« Pourtant, je suis convaincue que Citad'elles est une structure qui a du sens : les femmes victimes de violences sont souvent très surveillées par leur mari, elles ont peu de temps pour un rendez-vous, elles ne peuvent pas aller loin. Ici, elles rencontrent tous les interlocuteurs dont elles ont besoin, et elles sont accompagnées par des coordinatrices qui ajustent leur parcours à leur histoire. »*

## « Je n'aurais jamais réussi à sauver ma peau sans Citad'elles. » Clara, victime de violence dans son couple

Mardi 8 novembre. Clara, enveloppée dans une cape, attend la fin du rendez-vous de sa fille de 12 ans avec la psychologue. *« Prendre soin des enfants, c'est prendre soin de la mère »*, répète cette femme usée par neuf années de violence au sein de son couple. Elle dit qu'elle n'aurait *« jamais, jamais réussi à sauver sa peau »* sans l'accompagnement, l'écoute, l'absence de jugement qu'elle a trouvés à Citad'elles.

Nadia, silhouette menue, visage nu, se met à pleurer quand on lui demande l'autorisation de la photographeur : *« J'ai tellement perdu l'estime de moi ! »* Babeth, 67 ans, fardée avec élégance, a *« rencontré le prince charmant à 17 ans »* et n'a jamais réussi à le quitter malgré toutes ses *« liaisons adultérines »* et la très grande violence de ses colères. Elle se sent *« extrêmement coupable »*. *« Je suis décidée à divorcer mais qu'est-ce qu'il va devenir ? »* Sans Citad'elles, dit-elle, *« je n'aurais pas le courage de continuer. Ce serait si simple, si confortable de rentrer ! »* Marie la reconforte : *« Regardez le chemin parcouru depuis la première fois que vous êtes venue ! »*

Dans la matinée, Marie a aussi rediscuté avec Khadija de sa situation. *« Elle était déjà beaucoup moins déterminée qu'hier. Elle envisageait même de partager son appartement en deux pour y cohabiter avec son mari ! Cela va être difficile. »* Selon les statistiques du centre, il faut en moyenne sept allers-retours avec le domicile conjugal pour réussir à le quitter définitivement.

---

Mise à jour le mardi 22 novembre à 10 h 30 : les prénoms des victimes ont été anonymisés pour des raisons de sécurité.

---

---

Cet article fait partie d'un dossier réalisé à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes organisées par la ville de Nantes et Nantes Métropole. Informations : [Assises-violences-sexistes.fr](http://Assises-violences-sexistes.fr)

---

---

**Elise Karlin**



ACCUEIL > AGENDA > ASSISES NATIONALES DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES (25-26 NOVEMBRE)

## Assises nationales de lutte contre les violences sexistes (25-26 novembre)

Cité des Congrès Nantes

- [CONTACT](#)

### Face aux violences sexistes : Ouvrons la voix, à Nantes !

En cette année 2022, la Cité des Congrès de Nantes accueille les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes autour de la date symbolique du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Dans un contexte où l'urgence sur ce sujet n'est plus à prouver, des citoyennes et citoyens, actrices et acteurs locaux et nationaux engagés sur le sujet de la lutte contre les violences sexistes seront rassemblés, à Nantes.

Nous avons construit cet événement collectivement, dans la continuité des actions menées tous les jours sur notre territoire, à Nantes, Nantes métropole et en Loire-Atlantique, par les acteurs et actrices engagées, notamment aux côtés de Citad'elles, le centre d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violences.

C'est en croisant ensemble nos expériences, nos regards, nos idées, que nous ferons émerger des solutions concrètes, pour agir au plus près des besoins des femmes et de leurs enfants.

Programme et inscriptions : <https://my.weezevent.com/assises-nationales-de-lutte-contre-les-violences-sexistes>

**En savoir plus sur le site de l'organisateur**



## Ces villes qui agissent contre les violences sexistes

Strasbourg, Montreuil, Bordeaux, Sainte-Luce-sur-Loire et Paris pilotent des initiatives innovantes pour accompagner au mieux les femmes victimes.

Par Laetitia Van Eeckhout

Publié aujourd'hui à 06h30, mis à jour à 06h30 · Lecture 4 min.

Près de 213 000 femmes ont été, en 2020, victimes de violences conjugales physiques et/ou sexuelles, selon l'Observatoire national des violences faites aux femmes. Sans compter toutes celles qui sont menacées ou violentées dans l'espace public. Une réalité qui conduit certaines villes à sécuriser davantage les citoyennes lors de déplacements urbains, mais aussi à mieux coordonner et améliorer leur accompagnement. Exemples.

### Strasbourg : 74 vrais logements

Soucieuse d'assurer une réelle prise en charge des victimes de violences sexistes, la municipalité de Strasbourg a développé, à l'été 2020, 74 places d'hébergement pour ces femmes. *« Et leurs enfants, insiste Christelle Wieder, adjointe au maire, chargée des droits des femmes et de l'égalité de genre. Il s'agit pour l'essentiel de places de stabilisation. C'est-à-dire de lieux où elles peuvent se reconstruire, avec l'aide des associations, pendant un temps long, entre six mois et un an. »* C'est *« un tremplin destiné à leur permette ensuite de trouver leur propre logement, un emploi, de se bâtir une nouvelle vie »*, explique-t-elle.

La ville s'est associée à trois structures locales spécialisées dans l'accompagnement des victimes féminines de violences, qui exprimaient un fort besoin de vrais hébergements. Car, *« bien souvent, elles sont orientées vers des chambres d'hôtel excentrées, difficilement accessibles, parfois insalubres, où il leur est difficile de cuisiner, de vivre avec leurs enfants. Et qu'elles n'obtiennent pas toujours, tant s'en faut, du jour au lendemain. Elles sont du coup contraintes de rester chez elles et de faire le dos rond, toujours sous la menace des violences »*, relève Christelle Wieder. *« Une réalité insoutenable »* à laquelle Strasbourg a décidé de mettre un terme, en prenant en charge le loyer de vrais logements ainsi que l'accompagnement social assuré par les associations. Elle y consacre un demi-million d'euros par an.

**Lire aussi :**  [Citad'elles, un lieu pour accueillir, aider et informer les femmes victimes de violences](#)

## **Montreuil : une cellule de coordination spécifique**

Un réseau des acteurs intervenant sur la problématique des violences faites aux femmes s'est constitué à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Au sein de ce regroupement d'associations et de services de la ville, une cellule de coordination des réponses faites aux victimes a été mise en place en 2018 par la ville. *« L'objectif est que l'ensemble des acteurs concernés de notre territoire puisse immédiatement se coordonner »*, relève Patrice Bessac, maire de Montreuil.

Toute femme qui se signale est rapidement contactée par une cellule d'écoute composée d'un psychologue, d'une assistante sociale et de conseillères conjugales et familiales. Cette structure recueille sa parole, l'informe et envoie, avec son accord, son signalement, de façon anonyme, à la cellule de coordination et de traitement. *« Très utile dans les situations complexes, ce dispositif, assure le maire, a permis d'accélérer le relogement pérenne d'un certain nombre de victimes. »*

## **Bordeaux : des bars, restaurants et commerces engagés**

La ville a lancé, il y a un an, le dispositif « demander Angela », inspiré du Royaume-Uni, pour lequel elle a noué des partenariats avec des bars-restaurants et des commerces. *« L'objectif, explique Amine Smihi, adjoint chargé de la prévention, de la délinquance et de la sécurité, est de permettre aux femmes menacées ou victimes d'avoir un lieu de repli, nuit et jour. Et ensuite de l'écouter, de l'accompagner, voire de l'aider dans une procédure de plainte. »*

Identifiables par un sticker mauve collé à l'entrée ou sur leur vitrine, tous les établissements partenaires ont un référent. Celui-ci prend en charge la personne, la conduit en lieu sûr, à l'écart du bruit et du monde, la rassure, l'écoute, en lui proposant de l'eau, un café, et éventuellement une solution pour être accompagnée chez elle en toute sécurité. Il appelle, si nécessaire, la police au numéro spécifiquement consacré à ce dispositif.

**Lire aussi :**  [Les commerçants nîmois, nouveaux remparts au harcèlement de rue](#)

Bars, restaurants, clubs, coiffeurs, magasins de chaussures, musées... le réseau compte déjà quatre-vingts lieux d'accueil. « *Nous souhaitons encore étendre le maillage territorial, afin que ce dispositif devienne un vrai service public* », souligne Claudine Bichet, adjointe au maire, chargée des finances, du défi climatique et de l'égalité femmes-hommes.

## **Sainte-Luce-sur-Loire : une personne repère et accessible**

Dans la Loire-Atlantique, la commune de Sainte-Luce-sur-Loire a fait le choix, en 2020, de nommer une référente violence intrafamiliale. Son rôle consiste non seulement à coordonner les actions à mettre en place, mais surtout à incarner une personne-ressource auprès des victimes. « *L'objectif n'est pas de proposer un accompagnement sur le long terme car nous avons, sur notre territoire, des structures dédiées. La difficulté pour les victimes est souvent de trouver le bon interlocuteur en fonction de son besoin* », explique la référente, Fabienne Riou.

Celle-ci reçoit les femmes, détermine avec elles où elles en sont et quels sont leurs besoins. Elle établit ensuite une passerelle vers les partenaires susceptibles de les accompagner. Et, ce, en appelant elle-même et en aidant à la prise de rendez-vous auprès de l'interlocuteur privilégié qu'elle a dans chaque structure. Fabienne Riou reste disponible si les victimes ne sont pas encore prêtes à engager une démarche lors du premier contact.

**Lire aussi :**  [Laure Murat, historienne : « #metoo, sans même qu'on s'en rende compte, est devenu une évidence, incontournable »](#)

## **Paris : des maisons d'accueil pluridisciplinaires**

Pour améliorer le parcours et la prise en charge des victimes de violences, la mairie de Paris a aidé l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) à créer des Maisons des femmes, lieux d'accueil, d'écoute, de soins, et d'orientation. La première a vu le jour en novembre 2021 à Bichat, la deuxième un mois plus tard à la Pitié-Salpêtrière, la troisième en janvier 2022 à l'Hôtel-Dieu et une quatrième est en projet à Bicêtre.

«L'idée est d'avoir un lieu d'accueil unique où l'équipe, pluridisciplinaire, peut aider les femmes pour tout, explique Anne Souyris, adjointe au maire, chargée de la santé, de la prévention des risques et des relations avec l'AP-HP. Le secteur hospitalier est plutôt rassurant et préserve le secret médical.» Après un entretien d'accueil, la victime peut bénéficier d'un parcours de soins personnalisé, d'un soutien psychologique, juridique et judiciaire, de la possibilité de porter plainte sur place, d'une aide pour trouver un logement et participer à des activités collectives (groupes de parole, ateliers psychocorporels, estime de soi...).

**Lire aussi** |  [Ghada Hatem, celle qui répare les femmes victimes de violences](#)

¶ Ce dossier est réalisé à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes organisées par la ville de Nantes et Nantes Métropole.

¶ Informations : [assises-violences-sexistes.fr](https://assises-violences-sexistes.fr)

**Laetitia Van Eeckhout**

## VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

## Citad'elles, refuge au cœur de Nantes

Dans un lieu spécialisé, des professionnels assurent soutien et accompagnement des femmes violentées

REPORTAGE  
NANTES

**L**undi 7 novembre, 19h30. Au dernier étage d'un immeuble moderne dont les baies vitrées donnent sur l'île de Nantes, Khadija (des prénoms des victimes ont été anonymisés pour des raisons de sécurité) vient d'arriver, son fils de 18 mois dans les bras. Le petit est épuisé, il choute, se frotte les yeux, il voudrait son biberon, mais sa mère n'a pas pensé à l'emporter ce matin, avant de claquer la porte du domicile conjugal pour échapper à un mari qui venait encore de la rosser de coups devant leur enfant.

Elle a glissé des couches dans la poussette, a attrapé son sac à main et pris la fuite, direction l'hôpital, où elle a fait constater des traces d'hématomes. Ensuite, Khadija a essayé en vain de joindre le 115 pour obtenir un hébergement. Désespérée, désarçonnée, elle a fini par demander à l'infirmière de l'aider à trouver l'adresse de Citad'elles, un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violences dont elle avait noté le nom au hasard d'une visite médicale. « Je ne suis pas douée en français mais j'avais bien compris ce que c'était ! »

A présent, elle tente de calmer son bébé affamé en attendant que Marie, coordinatrice de parcours chez Citad'elles (à la demande de l'équipe de famille n'est pas précisée), valide le processus de mise en sécurité (MES) dans l'un des trois appartements réservés aux accueils d'urgence. Cette nuit, Khadija et le petit seront à l'abri. Demain, lui explique Marie, elles examineront ensemble sa situation pour l'orienter rapidement vers les interlocuteurs compétents.

Accompagner les femmes victimes de violences, c'est l'une des missions de Citad'elles. Ce lieu ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 depuis trois ans est financé, notamment, par la ville de Nantes, Nantes Métropole et le département de Loire-Atlantique. Son dernier rapport d'activité précise que ces femmes sont « soutenues par l'équipe et par les structures partenaires intervenantes qui se coordonnent dans les démarches essentielles – droit, aide sociale et psychologique, santé, dépôt de plainte... »

« Pas la police ! » Khadija est terrifiée. Il y a quelques mots, cette toute jeune femme a appelé le commissariat pour dire que son mari la battait. Il lui a arraché son bébé phone : « Tu n'es pas française, si tu vas à la police, ils te prendront ton fils ! » Comme souvent dans ces situations, Khadija dépend complètement de son mari. Elle ne sort pas, ou très peu, elle n'a pas d'amis, pas de travail, pas de carte bleue. Elle n'a aucune idée de ses droits, aucune idée des lois.

Mariée en Algérie à 17 ans, Khadija est arrivée en France au titre du regroupement familial. Depuis, elle vit en vase clos avec un homme contre lequel elle refuse de porter plainte : « Il prendrait son travail, ce serait pire. » Marie prend le temps de la rassurer. Elle lui résume plusieurs fois la situation avant de lui faire signer le contrat qui engage Khadija à ne pas divulguer l'adresse de l'appartement où elle va passer la nuit : « Il faudra aussi désactiver la localisation de votre téléphone. Personne ne doit savoir où vous êtes. »

« Si vous plaît, merci de ne pas décrire précisément la rue depuis les fenêtres », nous a d'ailleurs précisé un peu plus tôt la directrice de Citad'elles, Caroline Godard, dans l'un des appartements. Malgré toutes ces précautions, elle en cherche un nouveau – récemment, un adolescent déshérité par un conflit de loyauté entre ses parents a répondu à son père qui exigeait de savoir où s'était réfugiée sa famille.

## EXSANGUES OU TERRIFIÉES

Citad'elles pourtant porte bien son nom. Personne n'entre sans y avoir été autorisé par les agents de sécurité du rez de chaussée. « Sécurité pour Citad'elles ! » Ils préviennent par talkie-walkie, actionnent eux-mêmes l'ascenseur pour qu'il monte directement au 7<sup>e</sup> étage. A l'entrée, Floriane, « agente d'écoute et d'information », reçoit les images de 14 caméras qui filment en permanence l'ensemble des lieux, de la rue devant l'entrée de l'immeuble aux couloirs du centre. Elle doit actionner son badge de l'intérieur pour que la porte s'ouvre, opération qui prend encore quelques secondes...

Tout est conçu pour rassurer les femmes, dont la plupart arrivent dans un état de grand désarroi. Elles sont souvent à bout de ressources, désespérées par la violence

A gauche, l'un des appartements qui servent pour les mises à l'abri des femmes. En bas à droite, une coordinatrice de l'équipe de jour, au téléphone avec l'une des femmes qu'elle accompagne, à Nantes, le 8 novembre.

PHOTO: AGENCE PHOTO  
NOUR EL MOUJIB

d'un parent, la brutalité d'un compagnon, le harcèlement d'un collègue. Celles qui ont rendez-vous parlent dans la salle d'attente. Celles qui arrivent pour la première fois, exsangues ou terrifiées, sont dirigées vers l'espace de ressourcement, où des poufs à mémoire de forme et les coussins moelleux des balancelles les invitent à souffler avant la prise de contact avec l'une des onze coordinatrices de parcours.

Ce jour-là, Mathilde a apporté des papiers – avis d'imposition, relevés de banque, bulletins de salaire... Une vie rassemblée dans différentes chemises cartonnées, jetées à la hâte dans une petite valise cabine qu'elle n'a pas réussi à fermer. Les cheveux tirés, droite dans son caban cintré, pantalon noir parfaitement repassé, elle ravale ses larmes pour raconter douze ans d'humiliations, de brimades, de vexations. « Il m'avait convaincu que je méritais qu'une femme qui ne faisait jamais rien de bien. Je lui ai toujours trouvé des excuses, jusqu'au jour où il m'a giflée. C'est comme si je méritais rébellion. » Elle a porté plainte, il a été entendu par les gendarmes.

Depuis, elle vit dans la terreur qu'il obtienne la garde de leur fils, ce dont il la menace. « J'en ai discuté avec le DfP de mon entreprise, il m'a parlé de Citad'elles. Je suis arrivée la semaine dernière complètement perdue, démunie, je ne savais pas du tout par quel bout commencer. On m'a pris rendez-vous avec un juriste, que je viens de voir aujourd'hui. Je suis que je n'en suis qu'un début, mais je suis prête à n'importe quel pour qu'on s'en sorte, mon fils et moi. »

Comme 78 % des femmes accueillies ici, Mathilde a moins de 45 ans, et comme 57 % d'entre elles, elle s'est présentée spontanément au centre – elle a préféré se déplacer plutôt qu'appeler. En 2021, Citad'elles a reçu en moyenne 1750 appels téléphoniques par mois, un chiffre en augmentation constante depuis l'ouverture, en novembre 2019.

Tous les lundis, la réunion de situation permet aux coordinatrices de parcours de faire le point autour de celle qui dirige l'équipe, Emmanuelle, travailleuse sociale depuis vingt ans. Stéphanie évoque le cas d'une femme qui a fait plus d'une heure et demie de route pour être reçue à Citad'elles, et avec laquelle elle a longuement discuté. « Il faut la réorienter vers son département », tranche Emmanuelle. Arrivée

début juillet, Allzée, 24 ans, évoque le cas d'une jeune femme victime de violences intrafamiliales que Citad'elles suit depuis mai 2021 : « J'ai eu sa psy au téléphone. On pense que les agressions n'ont pas cessé et qu'il faut l'extraire du domicile parental, mais cette jeune femme a du mal. Alors que son sac est ouvert dans sa chambre, elle est incapable d'y mettre ses affaires. En plus son père a caché ses papiers... » Emmanuelle la conseille : « Rappelle-la et donne-lui rendez-vous demain, pour voir, avec elle, quel est l'interlocuteur le mieux à même de l'aider dans l'urgence », conseille-t-elle.

Insulte c'est Marie, 24 ans elle aussi, qui exprime ses inquiétudes à propos d'une femme dont elle n'a plus de nouvelles depuis qu'elle est retournée à son domicile malgré un mari qui l'a péjoré à deux reprises, dont une devant témoin. « Elle ne répond plus à mes mails. C'est une femme qui ne peut pas appeler, ni contacter par SMS parce que son mari surveille son téléphone. Je ne sais pas quoi faire. » « Mais la police n'a rien fait, malgré la présence d'un témoin », s'étonne Emmanuelle. « Cette dame refuse de porter plainte, alors c'est compliqué... »

## « UNE STRUCTURE QUI A DU SENS »

Plus tard, avant de quitter le centre, Allzée et Marie transmettent les informations de la journée à Nina et Mohammed, coordinateurs de nuit, qui vont accompagner Khadija et son fils à l'appartement. C'est leur première MES à tous les deux – Mohammed, 25 ans, fraîchement diplômé en psychologie, et Nina, 33 ans, infirmière, sont arrivés il y a seulement quelques semaines. Un passage par la réserve, où Khadija peut choisir deux plats préparés, des petits pots pour le bébé. Nina conduit la poussette où elle a posé le kit d'hygiène. Elle supervise l'installation pendant que Mohammed désactive la fonction de géolocalisation de l'iPhone. « Surtout, vous n'hésitez pas, gîte Nina en lui rappelant de fermer à clé, vous nous appelez quand vous voulez. »

Cette nuit, Khadija n'appelle pas. Nina et Mohammed répondront à deux appels, deux femmes déjà suivies au sein de Citad'elles que l'angoisse saisit avec l'obscurité. « Quatre appels en un mois. J'ai passé des entretiens pour travailler de jour, parce que là, franchement, je suis surtout à garder

« JE SUIS ARRIVÉE COMPLÈTEMENT PERDUE, DÉMUNIE, JE NE SAVAIS PAS DU TOUT PAR QUEL BOUT COMMENCER. CITAD'ELLES M'A PRIS RENDEZ-VOUS AVEC UN JURISTE »

MATHILDE

# Des solutions adaptées localement

Des villes mettent en place des initiatives innovantes pour une meilleure prise en charge des victimes

**P**ris de 233000 femmes ont été, en 2020, victimes de violences conjugales physiques et/ou sexuelles, selon l'Observatoire national des violences faites aux femmes. Sans compter toutes celles qui sont menacées ou violentées dans l'espace public. Une réalité qui conduit certaines villes à sécuriser davantage les citoyennes lors de déplacements urbains, mais aussi à mieux coordonner et améliorer leur accompagnement. Exemples.

**Bordeaux Des bars, des restaurants et des commerces engagés**  
La ville a lancé, il y a un an, le dispositif «Demander Angèle», inspiré du Royaume-Uni, pour lequel elle a noué des partenariats avec des bars, restaurants et des commerces. «L'objectif», explique Amine Smith, adjoint chargé de la prévention, de la délinquance et de la sécurité, est de permettre aux femmes menacées ou victimes d'avoir un lieu de repère, nuit et jour. Et ensuite de l'écouter, de l'accompagner, voire de l'aider dans une procédure de plainte. ■  
Identifiables par un sticker mauve collé à l'entrée ou sur

leur vitrine, tous les établissements partenaires ont un référent. Celui-ci prend en charge la personne, la conduit en lieu sûr, à l'écart du bruit et du monde, la rassure, l'écoute, en lui proposant de l'eau, un café, et éventuellement une solution pour être accompagnée chez elle en toute sécurité. Il appelle, si nécessaire, la police au numéro spécifiquement consacré à ce dispositif.

Bars, restaurants, clubs, coffeurs, magasins de chaussures, musées... le réseau compte déjà quatre-vingts lieux d'accueil. «Nous souhaitons encore étendre le maillage territorial, afin que ce dispositif de venue d'un vrai service public», souligne Claudine Fichet, adjointe au maire, chargée des finances, du défi climatique et de l'égalité femmes-hommes.

**Montreuil Une cellule de coordination**  
Un réseau des acteurs intervenant sur la problématique des violences faites aux femmes s'est constitué à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Au sein de ce regroupement d'associations et de services de la ville, une cellule de coordination des réponses faites aux victimes a été mise en place en 2018 par la ville. «L'objectif

est que l'ensemble des acteurs concernés de notre territoire puisse immédiatement se coordonner», précise Patricia Bessac, maire de Montreuil. Toute femme qui se signale est rapidement contactée par une cellule d'écoute composée d'un psychologue, d'une assistante sociale et de conseillères conjugales et familiales. Cette structure recueille sa parole, l'informe et envoie, avec son accord, son signalement, de façon anonyme, à la cellule de coordination et de traitement. «Très utile dans les situations complexes, ce dispositif assure le recensement précoce d'un certain nombre de victimes. ■

**Paris Des maisons d'accueil pluridisciplinaires**  
Pour améliorer le parcours et la prise en charge des victimes de violences, la mairie de Paris a aidé l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) à créer des Maisons des femmes, lieux d'accueil, d'écoute, de soins et d'orientation. La première a vu le jour en novembre 2021 à Bichat, la deuxième un mois plus tard à la Pitié-Salpêtrière, la troisième en janvier 2022 à l'HO-

tel-Dieu et une quatrième est en projet à Bichat. «L'idée est d'avoir un lieu d'accueil unique où l'équipe, pluridisciplinaire, peut aider les femmes pour tout», explique Anne Souyris, adjointe au maire, chargée de la santé, de la prévention des risques et des relations avec l'AP-HP. Le secteur hospitalier est plutôt rassurant et préserve le secret médical. ■ Après un entretien d'accueil, la victime peut bénéficier d'un parcours de soins personnalisés, d'un soutien psychologique, juridique et judiciaire, de la possibilité de porter plainte sur place, d'une aide pour trouver un logement et participer à des ateliers collectifs (groupes de parole, ateliers psychocorporels, estime de soi...). ■

**Sainte-Luce-sur-Loire Une personne repère et accessible**  
En Loire-Atlantique, la commune de Sainte-Luce-sur-Loire a fait le choix, en 2020, de nommer une référente violence intrafamiliale. Son rôle consiste non seulement à coordonner les actions à mettre en place, mais surtout à incarner une personne-ressource auprès des victimes. «L'objectif n'est pas de

proposer un accompagnement sur le long terme car nous avons, sur notre territoire, des structures dédiées. La difficulté pour les victimes est souvent de trouver le bon interlocuteur en fonction de son besoin», explique la référente, Fabienne Riou. Celle-ci reçoit les femmes, détermine avec elles où elles en sont et quels sont leurs besoins. Elle établit ensuite une passerelle vers les partenaires susceptibles de les accompagner. Et, ce, en appelant elle-même et en aidant à la prise de rendez-vous auprès de l'interlocuteur privilégié qu'elle a dans chaque structure. Fabienne Riou reste disponible si les victimes ne sont pas encore prêtes à engager une démarche lors du premier contact.

**Strasbourg 74 vrais hébergements pour se stabiliser**  
Soucieuse d'assurer une réelle prise en charge des victimes de violences sexistes, la municipalité de Strasbourg a développé, à l'été 2020, 74 places d'hébergement pour ces femmes. «Et leurs enfants», insiste Christelle Wiedor, adjointe au maire, chargée des droits des femmes et de l'égalité de

genre. Il s'agit pour l'essentiel de places de stabilisation. C'est-à-dire de lieux où elles peuvent se reconstruire, avec l'aide des associations, pendant un temps long, entre six mois et un an. «C'est un tremplin destiné à leur permettre ensuite de trouver leur propre logement, un emploi, de se bâtir une nouvelle vie», explique-t-elle. Strasbourg s'est associée à trois structures locales spécialisées dans l'accompagnement des victimes féminines de violences, qui expérimentent un fort besoin de vrais hébergements. «Bien souvent, elles sont orientées vers des chambres d'hôtel excentrées, difficilement accessibles, parfois insalubres, où il leur est difficile de cuisiner, de vivre avec leurs enfants. Et qu'elles n'obtiennent pas toujours, tant s'en faut, du jour au lendemain. Elles sont du coup contraintes de rester chez elles et de faire le dos rond, toujours sous la menace des violences», relève Christelle Wiedor. «Une réalité insoutenable» à laquelle Strasbourg a décidé de mettre un terme, en prenant en charge le loyer de vrais logements ainsi que l'accompagnement social assuré par les associations. Elle y consacre un demi-million d'euros par an. ■  
LAETITIA VAN ECKHOUD

les murs», regrette Nina en avalant la salade qu'elle a apportée pour son dîner. Une seule chose la fait hésiter, la faiblesse du salaire. «Pourant, je suis convaincue que Ciudadela est une structure qui a du sens : les femmes victimes de violences sont souvent très surveillées par leur mari, elles n'ont que peu de temps pour se rendre, vous, elles ne peuvent pas aller loin, ici, elles rencontrent tous les interlocuteurs dont elles ont besoin, et elles sont accompagnées par des coordinatrices qui ajustent leur parcours à leur histoire. ■  
Mardi 8 novembre, 10 heures. Clara, enveloppée dans une cape, attend la fin du rendez-vous de sa fille de 12 ans avec la psychologue. «Prendre soin des enfants, c'est prendre soin de la mère», répète cette femme usée par plus de neuf années de violences au sein de son couple. Elle dit qu'elle n'aurait «jamais, jamais réussi à sauver sa peau» sans l'accompagnement, l'écoute, l'absence de jugement qu'elle a trouvés à Ciudadela. Nadia, silhouette menue, visage nu, se met à pleurer quand on lui demande l'autorisation de la photographier : «J'ai tellement perdu l'estime de moi-même, 67 ans, l'âge n'est pas avec élégance, a rencontré le prince charmant à 17 ans et n'a jamais réussi à le quitter malgré toutes ses «raisons adultères» et la très grande violence de ses cultures. Elle se sent «extrêmement coupable». «Je suis déçulée à décevoir mais qu'est ce qu'il va devenir? Sans Ciudadela, dit elle, je n'aurais pas le courage de continuer. Ce serait si simple, si confortable de rentrer». Marie la reconforte : «Regardez le chemin parcouru depuis la première fois que vous êtes venue! ■  
Dans la matinée, Marie a aussi rediscuté avec Khadija de sa situation. «Elle était déjà beaucoup moins déterminée qu'ici. Elle envisageait même de partager son appartement en deux pour y cohabiter avec son mari! Cela va être difficile. ■ Selon les statistiques du centre, il faut en moyenne sept allers-retours avec le domicile conjugal pour réussir à le quitter définitivement. ■  
ELISE KARLIN

Ce dossier a été réalisé à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées par la ville de Nantes et Nantes Métropole.

## PROGRAMME

La ville de Nantes et Nantes Métropole organisent, les 25 et 26 novembre à la Cité des congrès, les premières Assises nationales contre les violences sexistes, dont Le Monde est partenaire. Parmi les temps forts, élus et collectivités lancent un manifeste vendredi 25 novembre pour annoncer des engagements et des mesures, mais aussi demander à l'Etat d'agir dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Parmi les conférences, ateliers et spectacles : «Ecouter, croire et accompagner les victimes», en présence notamment du juge pour enfants Edouard Durand ; «Comment faire un territoire non-sexiste?»; «Prévenir les violences sexistes à l'adolescence» avec l'animateur Dr. Kpote; «Si nous avions 1 milliard contre les violences?» par Caroline de Haas du collectif #NousToutes; «Le nerf de la guerre, l'équité économique» avec Lucile Peytavin et Thibaut Lecoq; Méteo dans le spot avec Sarah Altibou; «Météo 5 ans plus tard, où en est-on?», avec Rose Lamy et Mathilde Viot; «Les bonnes victimes n'existent pas, les monstres non plus: comprendre la systémique des violences», avec Anne-Cécile Maffrey, Axelle Jh Njibé, Sikou Nkakaté et Diarista N'Diaye; «Nous serons réparées» de Lauren Justide et Victoire Thuillon...

Informations :  
Assises-Violences-sexistes.fr

# «Repenser l'aménagement de l'espace public pour les femmes»

La géographe Edith Maruéjols analyse la violence sexiste en ville

## ENTRETIEN

**A**vec son bureau d'études L'Atelier recherche-observatoire égalité (La-robe), Edith Maruéjols accompagne les villes désireuses de mener des politiques plus équitables en aménagement urbain. La démarche est complexe et le travail de longue haleine, explique l'urbaniste, qui intervient lors des premières assises contre les violences sexistes, à Nantes. Comment la prise en compte de la question des violences sexistes par les villes a-t-elle évolué? Depuis une dizaine d'années, la question de la place des femmes dans les espaces publics est un sujet politique pour les villes. Il y a une anomalie statistique: les sentiers des agressions sont des hommes et l'essentiel des victimes sont des filles ou des femmes. D'ailleurs, les filles sont éduquées dès la petite enfance à l'évitement dans l'espace public et à la peur. Elles intègrent très tôt qu'il ne faudrait pas sortir à certaines heures, dans certains endroits... A partir de 12 ans, elles sont abordées, interpellées ou harcelées en toute impunité dans la rue. Leur prise en compte dans l'aménagement des espaces publics fait partie des actions concrètes pour lutter contre les violences. C'est très récent. Les villes ont longtemps pensé «faire du neutre» quand elles faisaient du masculin. Exemple caractéristi-

que: les city stades ou les skate-parks ne produisent pas de mixité, mais des «poches» de masculin, dans lesquelles les femmes de facto ne sont pas les bienvenues. Conséquence de ce déséquilibre, la ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis), a lancé l'opération «Sport dans les parcs»: des activités sportives proposées aux familles. La formule fonctionne: des femmes participent aux activités. Comment accompagnez-vous les collectivités? Nous travaillons, par exemple, avec la ville de Nantes où une équipe importante est dédiée à la question des violences sexistes. Nous parlons de l'usage des espaces publics par les femmes. En général, elles se déplacent d'un lieu à un autre, seules ou pour accompagner un enfant ou un parent. Nous écoutons de quelle manière elles ont envie de s'inscrire dans l'espace public. Nous étudions comment leur permettre de s'y inscrire dans des endroits où elles se sentent bien, peuvent socialiser, faire du sport, faire nombre. C'est une approche globale sur ce qui va être proposé, où, quand, comment et par qui. Nous testons des aménagements provisoires et regardons ce qu'ils produisent en termes de mixité. Il est essentiel d'expérimenter avant de décider. Dans votre dernier essai, intitulé «Paire jéto égal» (Double ponctuation, 126 pages, 16 euros), vous décrivez la

cour de récréation comme un espace public miniature, théâtre des premières inégalités entre filles et garçons... Quel est l'enjeu de votre travail dans les écoles? La cour de récréation est un miroir des mobilités des femmes et de l'occupation de l'espace par les hommes dans la ville. Une poignée de garçons occupent généralement 90 % de l'espace avec un terrain de foot. Comme dans les city stades, tout le monde a le droit d'y aller, mais ce sont les garçons qui décident du droit de jouer ou non, dans cet espace stéréotypé autour de la performance et de la virilité. Pour faire le poids, il faut construire une alternative. L'adulte doit être proactif. Que peut-il faire? Demander aux enfants en quoi il est important, pour la société, que les filles et les garçons, en tant qu'individus, se mélangent et jouent ensemble. Il doit aussi rappeler que les unes et les autres ont une valeur égale, travailler sur la nécessité de s'écouter et de négocier l'occupation de l'espace public. L'école est le seul endroit où filles et garçons ont l'obligation d'être ensemble. Or c'est l'absence de relation qui fait violence. Pour réduire les inégalités et les violences de genre dans la société, il faut commencer par donner l'occasion aux enfants de faire jéto égal à l'école. ■  
PROPOS RECUEILLIS PAR  
KARLIS MAJANAN

# Causette



L'accueil de Citad'Elles, 22 novembre 2022, Nantes. ©A.T.

## COMBATS

### À Citad'Elles, les femmes victimes de violences trouvent un havre de paix

Par Alison Terrien - 25 novembre 2022 - 7 mn de lecture

**À Nantes, une structure unique en France accueille et accompagne nuit et jour et sept jours sur sept des femmes victimes de violences dans un lieu chaleureux qui leur est réservé. Reportage.**

Mardi 22 novembre, 9h30. À notre arrivée sur l'Île de Nantes, la pluie vient seulement d'arrêter de tomber. Devant nous se dresse, dans le ciel maintenant bleu, un immeuble moderne de sept étages complètement vitré. Un immeuble somme toute semblable aux bâtiments d'habitations et de bureaux que l'on trouve dans ce quartier en pleine restructuration. Seule différence, au dernier de celui-ci, se trouve la structure Citad'Elles qui accueille, informe et accompagne les femmes victimes de violences sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis novembre 2019. Un lieu unique en France, financé par la ville de Nantes, Nantes métropole et le département

de Loire-Atlantique. L'État depuis peu lui verse également des subventions, indique à *Causette* Mahaut Bertu, adjointe à la mairie de Nantes en charge de l'Égalité et de la lutte contre les discriminations. Forte de ces trois premières années d'expériences, Citad'Elles présentait d'ailleurs ses résultats, à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, organisées ces 25 et 26 novembre à Nantes.

Citad'Elles porte bien son nom. Selon le dictionnaire Larousse, il s'agit d'une forteresse construite à l'intérieur d'une ville, en vue de la défendre contre les assauts extérieurs. Au pied de la large tour de verre, la définition prend tout son sens. On ne pénètre pas la structure comme dans un moulin. Personne ne passe l'entrée sans l'autorisation des agents de sécurité présents dans le hall. Ils préviennent par talkie-walkie les équipes de Citad'Elles puis actionnent eux-mêmes l'ascenseur pour qu'il monte directement au 7<sup>e</sup> étage. Si les six étages du dessous – occupés principalement par des bureaux d'affaires – cohabitent avec Citad'Elles, ils ne peuvent y accéder, par mesure de sécurité envers les femmes prises en charge.

### **Comblé un trou dans la raquette**

Dans son bureau à l'entrée du septième étage, Floriane, agente d'accueil, d'écoute et d'information, reçoit en direct les images de la trentaine de caméras qui filment en permanence l'ensemble des lieux, du boulevard devant l'entrée de l'immeuble, aux couloirs du centre. C'est elle qui doit actionner son badge de l'intérieur pour que l'ultime digue qui sépare Citad'Elles du monde extérieur, cède. Une sécurité renforcée, nécessaire pour ces femmes qui, en poussant la porte de Citad'Elles, viennent chercher un espace de répit, parfois le premier en plusieurs décennies de violence. Depuis l'ouverture, le 25 novembre 2019, plus de 3 000 femmes ont d'ailleurs poussé la porte. « *En mettant à l'abri des femmes, on évite des drames. Notre accueil vise à combler des ruptures dans les parcours, mais aussi la fermeture des services la nuit, quand le CHU ou les forces de l'ordre sont les seuls autres interlocuteurs joignables* », explique à *Causette*, Caroline Godard, la directrice des lieux.

À l'intérieur, tout l'étage a été pensé pour elles. Les murs sont recouverts de panneaux acoustiques, la décoration se veut chaleureuse et les fauteuils sont nombreux. Un espace fumeur a même été pensé pour leur éviter de devoir descendre dans la rue et d'être potentiellement en danger. Mais surtout, ces femmes à bout de souffle peuvent, si elles le souhaitent, rencontrer un·e psychologue, un·e juriste, un·e sage-femme ou encore un·e psychiatre. Elles peuvent aussi participer à des ateliers d'art-thérapie, de photographie ou encore bénéficier de séances d'ostéopathie.

### **Fenêtres anti-suicide**

L'autre force de Citad'Elles, c'est l'accueil des enfants. En tout, 80 % des femmes qui viennent sont mères. Et la majorité n'imagine pas une seconde se séparer de leurs enfants. « *C'était une condition indispensable lorsqu'on a imaginé le lieu avec les associations* », explique Mahaut Bertu.

À quelques mètres de l'accueil, en cette matinée ensoleillée d'automne, les vitres sans tain laissent entrer une lumière douce dans la salle de jeux, accolée à « l'espace de ressource » où les femmes peuvent se reposer. À cette heure encore matinale, aucune femme ne s'est encore présentée. « *Ce sont des fenêtres anti-suicides* », interrompt Caroline Godard. L'information nous ramène à la froide réalité : les femmes accueillies ici sont pour la plupart dans un état de grand désarroi. Souvent à bout de ressources, elles sont accablées par la violence d'un conjoint ou d'un ex-compagnon, d'un parent ou d'un collègue. Toutes les formes de violences sont prises en charge, même si les violences conjugales représentent 75 % des venues. Ici, elles rencontrent une coordinatrice de parcours qui évalue leurs besoins.

Dans les couloirs de la structure construite en U, se croisent des parcours différents semblables sur un point : Citad'Elles représente l'unique porte de sortie. Les plus jeunes sont à peine majeures, les

plus âgées ont plus de 80 ans et toutes les catégories socioprofessionnelles sont représentées. « 75 % ont moins de 30 ans », précise à *Causette* Caroline Godard. C'est le cas de Coline\*. Du haut de ses 27 ans, la jeune femme est déjà de celles ce qu'on appelle anciennes bénéficiaires. La Nantaise a poussé la porte de Citad'Elles pour la première fois en mars 2021. Deux semaines avant de porter plainte contre son ex-compagnon pour violences conjugales.

---

*« J'étais comme un animal errant qui voit la lumière. »*

Coline\*, 27 ans, ancienne bénéficiaire

---

L'ironie du sort veut qu'elle ait connu la structure par le biais de ce conjoint. Il avait travaillé sur le chantier. C'est en passant devant l'une des nombreuses affiches du centre qui jalonnent le centre-ville de Nantes qu'elle s'en est souvenue. Comme beaucoup d'autres, Coline n'a pas appelé avant de s'y rendre. Elle avait peur qu'il ait mis son téléphone sur écoute. « *On fait face à de plus en plus de femmes victimes de contrôle coercitif* [Il s'agit d'un comportement de contrôle, de contrainte ou de menaces utilisé par un individu sur une partenaire dans le but de la rendre dépendante, ndlr]. *Elles arrivent parfois avec des caméras et des traceurs planqués sur elles par leur compagnon* », affirme Caroline Godard.

Certaines femmes viennent parce qu'elles vivent actuellement une situation d'urgence, d'autres poussent la porte des années après. Toutes sont accueillies avec l'idée que chacune trouve sa place. Y compris pour les situations d'extrême urgence. Dans ce cas, Citad'Elles fait ce qu'on appelle une mesure de mise à l'abri dans l'un des trois appartements à proximité du centre.

### "Millefeuille de violences"

Pour Coline, le cercle des violences a commencé en novembre 2019. À l'époque, elle est enceinte d'un petit garçon. C'est lorsqu'il apprend le sexe du bébé, dit-elle, que son compagnon devient violent. Les insultes et les menaces pleuvent puis rapidement les coups. En mars 2020, comme pour de nombreuses femmes en France, le premier confinement lâche une chape de plomb et de violences sur Coline. Les violences s'accroissent. « *Au début, je n'avais pas vraiment conscience que je me trouvais dans un cycle de violence, bien sûr, j'avais peur pour ma vie, mais j'avais l'espoir qu'il change* », admet Coline. C'est lorsqu'il s'en prend physiquement à son enfant qu'elle décide de partir. « *Là, j'ai compris qu'il n'y aurait jamais de retour* », lâche la jeune femme.

Malgré la rupture, l'homme se maintient au domicile de Coline. Elle ne mange plus qu'un repas par jour, ne dort plus. « *Moi, je m'en fichais de mourir, de toute façon intérieurement, je n'existais plus, j'étais seulement une enveloppe corporelle, une coquille vide*, dit-elle. *Mais j'avais peur pour mon fils. C'était mon seul élan de vie.* » C'est cet élan de vie qui lui fait pousser la porte de Citad'Elles. « *J'étais comme un animal errant qui voit la lumière.* »

Comme toutes les femmes accueillies avec ou sans rendez-vous, Coline a d'abord vu une coordinatrice de parcours du centre. Elles sont onze à se relayer nuit et jour pour écouter, informer et orienter. Le rendez-vous est important : c'est la première et unique fois que les femmes partageront leur histoire. Les coordinatrices rentreront ensuite les récits dans un logiciel propre à Citad'Elles, que les intervenant·es du parcours pourront consulter. Tous les lundis, la réunion de situation permet d'ailleurs aux coordinatrices de parcours de faire le point sur les situations.

---

*« Bien sûr, on aimerait qu'elles portent toute plainte, mais elles n'en sont pas toutes là, il faut le respecter »*

Nadège, 47 ans, coordinatrice

---

Ce mardi, il s'agit de Nadège et Marie. Nous les croisons dans les couloirs, un peu agitées. Et pour cause, l'une des femmes mise à l'abri la nuit dernière ne s'est pas présentée à son rendez-vous. Pour ne rien arranger, les deux coordinatrices reviennent de l'appartement, la femme a disparu.

*« J'espère qu'elle va revenir »*, dit Nadège en s'asseyant autour de la petite table ronde de son bureau. À 47 ans, l'ancienne infirmière travaille ici depuis les débuts de Citad'Elles. Elle a écouté des milliers de récits de vies cabossées, qui sont souvent comme elle dit *« un millefeuille de violences »*. Il faut en effet faire face au continuum des violences. *« Au début, elles sont en état de sidération, elles ne consciencient pas les violences. C'est généralement au fur et à mesure des rendez-vous qu'on se rend compte de l'ampleur des choses »*, dit-elle. C'est pourquoi, selon elle, il est important de rester dans la temporalité des bénéficiaires et non de projeter ses propres désirs. Il y a des femmes que les coordinatrices verront qu'une seule fois, d'autres qui reviendront six mois après pour amorcer un parcours de sortie des violences. *« Bien sûr, on aimerait qu'elles portent toute plainte, mais elles n'en sont pas toutes là, il faut le respecter »*, argue la coordinatrice qui estime qu'aucun parcours n'est un échec.

C'était le cas de Coline par exemple. Petit à petit, elle parle des coups, raconte ces dizaines de fois où, parce qu'elle l'avait contrarié, son compagnon l'avait mise habillée dans la baignoire, sous l'eau froide. Sa priorité à l'époque n'était pas de s'épancher auprès d'une psy ni de porter plainte, mais de protéger son enfant. *« C'est la juriste de Citad'Elles qui m'a fait comprendre qu'il fallait porter plainte pour obtenir la garde exclusive »*, explique la jeune maman.

### Jeux de société & apéros dînatoires

Les femmes peuvent, si elles le souhaitent, porter plainte auprès d'un·e policier·ière au sein des locaux. Les équipes peuvent aussi prendre rendez-vous dans un commissariat et les y accompagner. De son côté, Coline a préféré franchir le pas seule, quelques semaines après son premier rendez-vous. *« C'est la seule chose que je regrette dans mon parcours à Citad'Elles »*, lâche la jeune femme. Le gendarme qui l'accueille lui répond qu'il n'a pas le temps d'intervenir tout de suite pour l'éviction de son conjoint et lui enjoint de rentrer chez elle. *« Sauf que moi, j'étais partie à 8h de chez moi, ma valise et mon fils sous le bras, je ne pouvais pas rentrer »*, raconte la jeune femme qui appellera finalement Citad'Elles pour une mise à l'abri d'une semaine dans l'un des appartements. *« Les logements sont propres, il y a des feuilles et des feutres pour les enfants, c'est bien parce que quand on arrive, on a rien et les journées sont très longues. »*

L'ex-conjoint de Coline est en prison depuis septembre 2021. Il a pris dix-huit mois ferme. *« Une semi-liberté »* pour la jeune femme. *« Je sais que ce n'est pas fini, quand il sortira, le combat reprendra notamment en ce qui concerne le droit de visite médiatisé, mais pour l'instant, j'en profite pour me blinder et me reconstruire »*, dit-elle. Elle en est persuadée, Citad'Elles lui a permis de s'en sortir, et même, *« lui a sauvé la vie »*. Son dernier rendez-vous avec sa coordinatrice remonte à septembre. Pour l'heure, elle ne ressent pas le besoin d'y retourner. *« J'ai besoin de sortir de mon histoire de victime et d'essayer de vivre normalement. Si j'y retourne, ça sera pour raconter mon témoignage »*, souligne Coline en admettant penser parfois à Citad'Elles avec nostalgie. C'est l'endroit, confie-t-elle, où elle s'est sentie le plus en sécurité en deux ans.

Les locaux de Citad'Elles accueillent souvent les larmes, les souffrances et les récits de violences.

Alors que l'on s'apprête à partir, une affiche colorée, collée au mur de l'accueil, nous interpelle : jeudi prochain, une soirée jeux de société avec apéro dînatoire sera organisée pour les femmes et les enfants. Il est certain qu'on entendra alors résonner les rires et la joie.

# Une trentaine d'élus locaux signent un manifeste pour lutter contre les violences sexistes

[femmes](#) | [sexisme](#) | [harcèlement](#) | [droits](#)

Nantes, France | AFP | 25/11/2022 14:50 UTC+1

Une trentaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes, et de présidents de départements ont signé vendredi un manifeste appelant à lutter "contre le caractère systémique" des violences sexistes et à "protéger les femmes victimes".

"Aujourd'hui en France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, en moyenne, près de 100.000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol, 12% d'entre elles qui ont porté plainte seulement, et 1% des auteurs qui sont condamnés. Donc face à cette réalité, aussi effroyable qu'inacceptable, des maires, des responsables de département agissent", a expliqué Johanna Rolland, la maire PS de Nantes.

La signature de ce manifeste a eu lieu dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, dont le slogan est "ouvrons la voix" et qui réunissent quelque 2.500 participants à Nantes vendredi et samedi.

En signant le manifeste, les élus s'engagent à agir via des actions concrètes comme la désignation d'un élu "délégué à la lutte contre les violences sexistes", la mise en place pour les agents des collectivités de "formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intra-familiales", ou encore le fait de "garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes".

Le manifeste vise aussi à réclamer à l'Etat que les "professionnels au contact d'enfants" soient formés "à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l'égalité, au repérage des situations de violences".

Une des demandes principales du manifeste est de réclamer à l'Etat "un budget annuel d'un milliard d'euros" pour financer notamment "la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes".

"Toutes les actrices, tous les acteurs s'accordent sur ce point: il est urgent que l'Etat soit enfin au rendez-vous de cette demande", a insisté Johanna Rolland, qui était accompagnée pour présenter le manifeste du maire PS de Nancy, Mathieu Klein et du président PS du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel.

Parmi les 26 signatures du manifeste, on retrouve la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, ou encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc et le maire de Reims, Arnaud Robinet.

faa/ban/mpm

## « Face aux violences sexistes et sexuelles, nous plaidons pour une transformation systémique d'envergure »

Dans une tribune au « Monde », un collectif d'une trentaine d'élus, parmi lesquels Anne Hidalgo, Grégory Doucet, Johanna Rolland ou François de Mazières, détaille les actions qu'ils entendent mener, en complémentarité avec l'Etat, pour lutter plus efficacement contre les violences faites aux femmes.

Publié le 25 novembre 2022 à 12h30 - Mis à jour le 26 novembre 2022 à 13h53 |  Lecture 6 min.

**E**n France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, près de 100 000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol, 12 % d'entre elles ont porté plainte et seulement 1 % des auteurs de viol sont condamnés. En 2021, en France, 122 femmes ont été tuées par leur compagnon ou ex-compagnon. Compter, c'est rendre visible. Compter, c'est permettre une réelle prise de conscience.

Ces féminicides ne sont pas des drames privés. Ils témoignent de la violence et de l'ampleur d'un phénomène qui doit enfin conduire à une réaction urgente et à la hauteur des enjeux. En 2017, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est engagé à ce que la grande cause du quinquennat soit celle de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Trois priorités d'action ont alors été identifiées : l'éducation et le combat culturel en faveur de l'égalité, un meilleur accompagnement des victimes ainsi qu'un renforcement de l'arsenal répressif. Si des outils sont bien venus renforcer les moyens de réagir face aux violences faites aux femmes, comme le délit d'outrage sexiste, force est de constater qu'ils ne sont que trop peu mis en œuvre et qu'ils n'ont pas permis de diminuer le nombre d'agressions sexistes et sexuelles, ou d'agir durablement contre le fléau des féminicides en France.

## Une mission prioritaire des collectivités

Les associations ainsi que les actrices et acteurs de la société civile sont les premiers engagés sur le terrain auprès des femmes et de leurs enfants, en proposant un accompagnement concret, mais aussi des actions de prévention, de sensibilisation auprès du grand public et des formations de professionnels. Les collectivités s'engagent également pour compléter les dispositifs de l'Etat, dont c'est d'abord le rôle, et en partenariat avec les associations et professionnels spécialisés.

Lutter pour l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est en effet l'une des missions des collectivités, ce qui implique évidemment de lutter « *contre les violences faites aux femmes et les atteintes à leur dignité* », comme le stipule la loi du 4 août 2014. Dans nos villes, nos agglomérations, nos départements, nous avons décidé d'aller au-delà de nos compétences obligatoires en la matière et d'agir, tant dans nos politiques publiques que dans nos modes de fonctionnement.

**Lire aussi :** [!\[\]\(7283d9faf9c88ace5d8a560ea0213e53\_img.jpg\) Violences faites aux femmes : « Les législations des Etats de l'UE sont hétérogènes. Il faut harmoniser nos droits »](#)

Cette action s'est intensifiée depuis 2020, alors que le confinement aggravait et mettait en lumière les violences conjugales et intrafamiliales. Nos collectivités, du fait de leur proximité avec les habitantes et habitants, disposent en effet d'une capacité d'action considérable pour apporter aide et soutien aux victimes. Nombre d'élus se sont ainsi engagés en prenant des engagements de mandat dans cet objectif.

## Un engagement collectif et individuel

Le président de la République a souhaité refaire de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de son second mandat. Pour que ces engagements se concrétisent enfin, il nous semble urgent de tirer le signal d'alarme face à cette situation qui n'a que trop duré et, ensemble, de nous mobiliser, pour agir plus efficacement, plus vite. Face à l'ampleur du sexisme en France et dans le monde, face à la persistance des violences sexistes et sexuelles, nous plaçons pour une transformation systémique d'envergure.

Nous devons nous engager collectivement à lutter contre toutes les manifestations du sexisme, qu'il s'agisse des stéréotypes, discriminations, atteintes à l'autonomie des femmes, ou des violences sexistes et sexuelles, en agissant très en amont sur les représentations individuelles et collectives.

### **Localement, nous nous engageons à :**

- désigner un élu, ou une élue, qui sera délégué à la lutte contre les violences sexistes, ainsi qu'un référent, ou une référente, au sein des services pour mettre en œuvre un plan d'actions ambitieux ;
- intégrer dans le plan de formation des agents de nos collectivités (et par extension les salariés ayant délégation de service public) des formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intrafamiliales ;

– faire vivre l’engagement de notre réseau de collectivités, notamment grâce à l’organisation bisannuelle d’assises nationales, afin de poursuivre nos échanges réguliers sur le sujet et de renforcer nos collaborations en partageant nos bonnes pratiques, données, ressources, outils, et ainsi agir collectivement pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles.

### **Ce que nous demandons à l’Etat**

– Agir en complémentarité, en bannissant toute logique de concurrence, en respectant l’engagement et la place de chacun, en favorisant le travail collectif par des espaces de coordination et de partage.

– Rendre obligatoire et effective la formation des professionnels au contact d’enfants (de la petite enfance, de l’éducation nationale et populaire) à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l’égalité, au repérage des situations de violences, tant entre enfants qu’au sein des familles.

– Faire strictement respecter la loi du 24 août 2021 et ses dispositions sur l’éducation à la vie affective et sexuelle, qui prévoit trois séances annuelles adaptées à chaque tranche d’âge, de l’école primaire au secondaire.

### **Un plan d’action concret**

En France, une femme sur deux aurait déjà été victime de harcèlement ou d’agression sexuelle au moins une fois dans sa vie. Les mesures politiques, aussi volontaristes qu’elles soient, ne mettront pas fin aux violences du jour au lendemain. Il y a donc urgence à agir, concrètement, pour accompagner et soutenir les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

### **Lire aussi : Des manifestations contre les violences sexistes à Paris et dans plusieurs villes de France**

Il y a urgence à mettre les moyens, humains, matériels et financiers, pour une action efficace, coordonnée, rapide et en complémentarité entre l’Etat, les collectivités et les actrices et acteurs de terrain. Il y a urgence à soutenir les lieux et structures d’accompagnement déjà existants et à en créer de nouveaux pour que les femmes trouvent des solutions, où qu’elles habitent. Reconnaître, écouter et respecter la parole des femmes, accompagner et protéger les femmes victimes de violences et leurs enfants.

### **Localement, nous nous engageons à :**

– proposer, à l’échelle de nos territoires, un service dédié à l’accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants. Permanences spécialisées assurées par une association, lieu spécialisé piloté par la collectivité, ou encore guichet unique mobile : les réponses peuvent être protéiformes. Cette offre, construite autour de personnels formés, et en partenariat avec les acteurs du territoire (associations, hébergement, action sociale, santé, police, justice...), doit permettre aux femmes un accueil, une écoute et un accompagnement pour construire avec elles un parcours de sortie des violences et de reconstruction ;

– garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes de violences et leurs enfants. Ces logements temporaires pourraient également répondre aux besoins d'exfiltration de femmes menacées sur le territoire où elles vivent, dans une logique de solidarité territoriale.

### **Ce que nous demandons à l'Etat**

– Un budget annuel de 1 milliard d'euros, montant estimé par le Haut Conseil à l'égalité et la Fondation des femmes, en 2018. Ce budget permettra, dans le cadre des compétences directes de l'Etat :

**Lire notre reportage : [📰 Dans le cortège de la manifestation #NousToutes, un appel pour que la vie des femmes « ne soit plus classée sans suite »](#)**

- un soutien accru et pérenne aux actrices et acteurs de terrain ;
- le développement de formations pour repérer, prendre en charge, accompagner, pour les professionnels susceptibles d'être au contact de femmes victimes de violences. Des volets spécifiques aux violences faites aux femmes devront en particulier être intégrés aux formations initiales des professionnels de la santé, de la justice, de la police et de la gendarmerie ;
- la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes de violences et leurs enfants ;

**Lire aussi : [📰 Laure Murat, historienne : « #metoo, sans même qu'on s'en rende compte, est devenu une évidence, incontournable »](#)**

- le soutien, par des subventions de fonctionnement pluriannuelles, des projets de lieux d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences. Nous appelons de nos vœux l'ouverture d'une structure de ce type dans chaque département de France, pour déployer des solutions au plus près des femmes, dans une logique d'égalité territoriale ;
- la mise en place de tribunaux et de brigades spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes, sur le modèle de la législation espagnole, en vigueur depuis 2004.

¶ **Premiers signataires : Nathalie Appéré**, maire de Rennes et présidente de Rennes Métropole ; **Benoît Arrivé**, maire de Cherbourg-en-Cotentin ; **Jeanne Barseghian**, maire de Strasbourg ; **Mahaut Bertu**, adjointe à la maire de Nantes ; **Olivier Bianchi**, maire de Clermont-Ferrand et président de Clermont-Auvergne Métropole ; **Myriam Bigeard**, conseillère départementale de Loire-Atlantique ; **Grégory Doucet**, maire de Lyon ; **Alexandra Duval**, conseillère municipale de Poitiers ; **Christophe Ferrari**, maire du Pont-de-Claix et président de Grenoble-Alpes Métropole ; **Agathe Fort**, adjointe au maire de Villeurbanne ; **Anne Hidalgo**, maire de Paris ; **Mathieu Klein**, maire de Nancy et président de la Métropole du Grand Nancy ;

**Frédéric Leturque**, maire d'Arras et président de la communauté urbaine d'Arras ; **Nicolas Mayer-Rossignol**, maire de Rouen et président de la Métropole Rouen-Normandie ; **François de Mazières**, maire de Versailles ; **Michel Ménard**, président du conseil départemental de la Loire-Atlantique ; **Léonore Moncond'huy**, maire de Poitiers ; **Jean-Luc Moudenc**, maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole ; **Benoît Payan**, maire de Marseille ; **Eric Piolle**, maire de Grenoble ; **Arnaud Robinet**, maire de Reims ; **Johanna Rolland**, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole ; **David Samzun**, maire de Saint-Nazaire et président de la Carene ; **Stéphane Troussel**, président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ; **Cédric Van Styvendael**, maire de Villeurbanne ; **Jean-Marc Verchère**, maire d'Angers et président d'Angers-Loire Métropole

**Collectif**



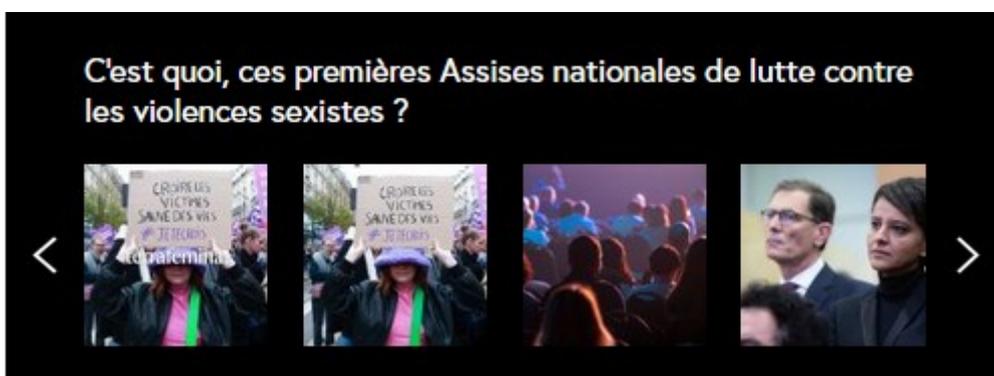
# C'est quoi ces premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes ?

Publié le Jeudi 24 Novembre 2022     



**Par Maïlis Rey-Bethbeder | Rédactrice**

Maïlis Rey-Bethbeder aime écrire, le café, traîner sur les réseaux sociaux et écouter de la musique. Sa mission : mettre en lumière les profils, les engagements et les débats qui agitent notre société.



Le 25 novembre marque la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. A cette occasion, Nantes accueille pendant deux jours les toutes premières Assises nationales contre le sexisme.

## À lire aussi

**3919  
RÊTIONS**

NEWS ESSENTIELLES  
Une nouvelle campagne de communication pour lutter contre...



FEMINISME  
Marche #NousToutes : une mobilisation historique contre...



NEWS ESSENTIELLES  
Violences sexistes et sexuelles : c'est quoi cette...

Alors même qu'il s'agit de sa première édition, l'événement est déjà victime de son succès. [Les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#) se tiendront à Nantes (qui s'est donnée pour ambition de devenir "la première ville non-sexiste de France d'ici 2030") les 25 et 26 novembre. Et toutes les places se sont déjà écoulées. Il sera néanmoins possible de suivre certains échanges en streaming.

Objectif de ce rassemblement inédit ? "Eveiller les consciences sur la réalité des violences sexistes, mais aussi rassembler le grand public et les actrices et d'acteurs autour de la nécessité de se mobiliser collectivement autour de cet enjeu."

---

Le 25 novembre marque la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce jour-là, à partir de 9 heures, la Cité des Congrès accueillera un panel de militant·e·s, professionnel·les, juristes et journalistes pour traiter des violences sexistes lors de différentes conférences. Sont attendu·e·s entre autres l'avocate nantaise Anne Bouillon, l'activiste Diarata N'Diaye (App'elles, Résonantes), Édouard Durand (magistrat), Édith Maruejols (géographe du genre) ou encore Najat Vallaud-Belkacem (présidente de France Terre d'Asile, ex-ministre des Droits des femmes).

## L'enregistrement d'un podcast inédit

Le 26 novembre, Anne-Cécile Mailfert (présidente de la Fondation des femmes), Sarah Abitbol (patineuse artistique à l'origine du #MeToo dans le domaine du sport), Titiou Lecoq (autrice), Sikou Niakaté (réalisateur), Caroline De Haas (collectif NousToutes), Florence Pagneux (journaliste), Mymy Haegel (créatrice de contenu, ex-rédactrice en chef de Madmoizelle) et Didier Valentin, alias Dr Kpote (animateur de prévention et chroniqueur dans *Causette*) devraient intervenir. Ils font partie de la quarantaine d'invités présents ce jour-là.

L'inceste et la pédocriminalité, l'accompagnement des victimes, la prévention de la récidive, les violences obstétricales, l'après #MeToo ou encore la question du sexisme à l'adolescence feront partie des thèmes abordés. Le 26 novembre, les journalistes Victoire Tuillon (*Les Couilles sur la Table*) et Lauren Bastide (*La Poudre*) viendront également enregistrer un podcast inédit nommé *Nous serons réparées*.

## Les violences sexistes, c'est quoi ?

Les violences sexistes ou sexuelles, c'est "le fait d'imposer à autrui un propos (oral ou écrit), un comportement, ou encore un contact à caractère sexuel", décrit le site questionsexualite. La notion de consentement y est donc complètement bafouée. Ces violences sont sanctionnables pénalement.

Les femmes sont sans surprise les premières victimes de ces violences : en 2021, 122 femmes sont mortes, tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint, selon le ministère de l'Intérieur. 1 femme sur 2 a déjà subi une violence en France selon un sondage Le Figaro et FranceInfo réalisé en 2017 et 94 000 femmes sont victimes de viol ou de tentatives de viol chaque année, selon le Rapport d'enquête "Cadre de vie et sécurité" 2019.

*Le programme complet des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, c'est ici.*

**Radio Classique**  
**Journal de 8h**  
**25/11/2022**

Aujourd'hui, c'est la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. L'occasion de braquer les projecteurs sur une structure unique en France, un lieu d'accueil à Nantes, ça s'appelle Citad'elles, un établissement qui accompagne les femmes victimes durant tout leur parcours, de la santé à la reconstruction, en passant par l'assistance judiciaire.

Reportage à Nantes.

Itw de Caroline Godard, responsable de Citad'elles

<https://audiofiles.ausha.co/fr-par/08/xsC0k2bbrceLoE8pKBxx4ejKNQnXCM8CmFyNYnvw.mp3?token=1669631076-6gRde5L8DKuRFsXvjFaNqO4nDlbnMZXoe40fU%2BvtSiE%3D>  
(caler à 2:53)

**France Culture**  
**Journal de 12h30**  
**25/11/2022**

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, direction Nantes où la municipalité envisage de devenir la première ville non sexiste .

[https://media.radiofrance-podcast.net/podcast09/10059-25.11.2022-ITEMA\\_23207756-2022C2717S0329-21.mp3?podcast=podcast09/10059-25.11.2022-ITEMA\\_23207756-2022C2717S0329-21.mp3&provider=public&br=2717&stationname=France+Culture](https://media.radiofrance-podcast.net/podcast09/10059-25.11.2022-ITEMA_23207756-2022C2717S0329-21.mp3?podcast=podcast09/10059-25.11.2022-ITEMA_23207756-2022C2717S0329-21.mp3&provider=public&br=2717&stationname=France+Culture)  
(caler à 6:53)

## Violences conjugales : partir, et après ?

Samedi 26 novembre 2022

▶ ÉCOUTER (28 MIN)



213 000 femmes sont victimes chaque année de violences de la part de leur conjoint ou ex-conjoint.

**213 000 femmes sont victimes chaque année de violences commises par leur conjoint. Nombre d'entre elles parviennent à partir mais se retrouvent confrontées à des difficultés matérielles et légales. Pour aborder ce dossier Nora Hamadi reçoit l'avocate Anne Bouillon.**

### Avec

- **Anne Bouillon** avocate au Barreau de Nantes, spécialisée sur La Défense des femmes

Mettre à l'abri et accompagner les femmes victimes vers l'emploi, le logement, les aider financièrement dans la construction d'une vie loin du conjoint violent, les protéger du maquis administratif qu'elles qualifient elles-mêmes de double peine... Ce "Pack nouveau départ" évoqué vendredi 25 novembre par Emmanuel Macron depuis une école de la gendarmerie à Dijon, sera expérimenté à partir de 2023 pour les femmes bénéficiant de mesures de protection.

5 ans après avoir érigé l'égalité femmes-hommes en grande cause de son premier quinquennat, renouvelé sur le second, Emmanuel Macron tente un bilan : selon l'Élysée, 90% des mesures décidées lors du Grenelle ont été complètement mises en œuvre, le reste est en cours de déploiement.

Mais que dire de la lutte contre les violences faites aux femmes, pilier de cette politique ?

A ce jour, 121 femmes sont mortes, tuées par leur conjoint depuis janvier dernier. Les signalements de violences conjugales sont en hausse, fruit de la libération de la parole des victimes, et de l'écoute des autorités. Sur nos écrans, Sofiane Bennacer, révélation du film *Les Amandiers* de Valeria Bruni Tedeschi, sa compagne à la ville, est accusé de viols et de violences par plusieurs femmes, jetant une nouvelle fois le doute sur l'omerta organisée du cinéma français. Et même si le droit à l'IVG a été constitutionnalisé ce jeudi à l'Assemblée dans une rare convergence entre la NUPES, le groupe Renaissance et les Républicains, la France Insoumise se fracture face aux accusations de violences conjugales d'Adrien Quatennens, alors qu'Europe Ecologie Les Vert s'embourbe dans l'affaire Bayou.

Alors ? De nos écrans aux hémicycles, en passant par nos commissariats, nos tribunaux, les femmes battent le pavé, mais à quel prix ? Dire et hurler les violences est un pas immense. Mais une fois partie, reste l'autre parcours des combattantes : obtenir justice, réparation, et résilience.

### **A lire pour aller plus loin :**

[Les chiffres des violences faites aux femmes](#) sur le portail du gouvernement

Le site des [Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#)

[Lutte contre les violences faites aux femmes : Emmanuel Macron relance la « grande cause »](#), article publié dans Le Parisien

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sous-les-radars/violences-faites-aux-femmes-partir-et-apres-1825823>

AIDE AUX VICTIMES

## 26 collectivités s'engagent et interpellent l'État contre les violences sexistes

Hélène Huteau | A la Une prévention-sécurité | Actu experts prévention sécurité | France | Publié le 25/11/2022 | Mis à jour le 28/11/2022

**Alors que le président de la République se déplaçait le 25 novembre à Dijon à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, 26 maires et présidents de départements se retrouvaient à Nantes pour s'engager et publier un manifeste contre les violences sexistes.**



« Les violences contre les femmes sont politiques. L'amour ne tue pas, le patriarcat oui ». Devant une salle pleine de la Cité des congrès de Nantes à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, [1] organisées le 25 novembre par la ville et la métropole de l'Ouest, la maire de Nantes Johanna Rolland n'a pas mâché ses mots.

En 2021, 122 femmes ont été tuées par leur conjoint en France. « Il est urgent d'élever le ton et de changer de braquet » renchérit Stéphane Troussel, président de la Seine-Saint-Denis. Une invective lancée à l'intention de l'État, alors que le président de la République Emmanuel Macron se rendait le même jour à Dijon, pour échanger avec des victimes, des magistrats et des gendarmes, et faire quelques annonces (lire ci-dessous).

Le thème porté par l'Élysée comme grande cause nationale, pour le deuxième quinquennat comme au premier, tarde en effet à enregistrer des résultats sur la protection des femmes et l'égalité réelle dans la société. La France pâtit de la comparaison avec l'Espagne, qui depuis sa loi dit de « protection intégrale », votée en 2004, a divisé par deux les féminicides.

### Un besoin d'un milliard d'euros pour les victimes

Dans un manifeste dévoilé pour ces Assises nationales, les élus de 26 collectivités, parmi lesquelles Marseille, Rouen, Grenoble, Toulouse, Reims, Villeurbanne ou encore Angers, Versailles, Nancy, Paris, demandent à l'État d'engager un budget d'un milliard d'euros, dans le cadre de ses compétences, pour protéger et accompagner les femmes. Et de lister les besoins : soutien aux acteurs de terrain, formation des professionnels de santé, justice, police et gendarmerie, places d'hébergements, mise en place de tribunaux et brigades spécialisées... Ce montant avait été estimé par le Haut Conseil à l'Égalité et la Fondation des femmes en 2018.

- **Consultez le Manifeste des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes** [2]

«La plupart des femmes ouvrent des yeux ronds quand je leur demande si elles comptent porter plainte, tellement elles n’y croient pas » témoigne la journaliste enquêtrice de Médiapart Marine Turchi, spécialiste du sujet qui a publié *Faute de Preuves*, au Seuil, suite à l’affaire Adèle Haenel qu’elle avait révélée. De fait, 12 % des victimes de viol portent plainte et 1 % seulement des auteurs sont condamnés.

Localement, les élus s’engagent à proposer un service dédié à l’accompagnement des femmes victimes de violences et leurs enfants et garantir l’accès aux hébergements d’urgence. Depuis l’ouverture du centre Citad’Elles en plein coeur de Nantes, il y a trois ans, deux à trois femmes poussent la porte ou appellent chaque jour, en moyenne. L’initiative inspire de nombreuses villes signataires du manifeste, notamment Nancy, Rennes, Lyon, Arras qui annoncent l’ouverture prochaine d’une Maison des Femmes, proposant un guichet unique aux femmes victimes. Celles-ci se heurtent encore bien souvent à un mur d’incompréhension voire d’indifférence.

- **Violences sexuelles et sexistes : tous les moyens d’alerte** [3]

Au-delà des infrastructures et dispositifs d’urgence, les collectivités interpellent leurs pairs et l’État à agir également sur le temps long, en s’attaquant au caractère systémique du sexisme dans la société. Localement, ils s’engagent à désigner un élu, former les agents et faire vivre le réseau des collectivités, via l’organisation biannuelle des Assises. Les bonnes pratiques existent comme la déssexualisation des activités dans les cours d’école, un urbanisme davantage pensé pour les contraintes des femmes...« Il s’agit de déconstruire (les stéréotypes.ndlr) pour reconstruire. L’égalité ne va pas de soi » résume Matthieu Klein, maire de Nancy.

## **Une délégation interministérielle, un plan gouvernemental pour l’égalité en janvier 2023**

Emmanuel Macron était en déplacement à Dijon ce 25 novembre, avec Isabelle Rome, ministre déléguée à l’Egalité entre les femmes et les hommes, Gérald Darmanin, ministre de l’Intérieur, et Eric Dupont-Moretti, ministre de la Justice pour rencontrer victimes, magistrats et policiers au sujet des violences sexistes et sexuelles. La ministre déléguée a annoncé aux Assises de Nantes un plan gouvernemental et une délégation interministérielle pour janvier 2023, par message vidéo. Le déplacement présidentiel visait à défendre les actions du gouvernement en la matière et marquer une volonté d’aller plus loin. Plus de 90% des mesures décidées à l’issue du Grenelle contre les violences conjugales, fin 2019, sont « complètement mises en œuvre » a assuré l’Elysée.

Le chef de l’Etat a annoncé que le nouveau dispositif de « pack nouveau départ » [4] pensé pour aider les femmes victimes à quitter le domicile conjugal après un dépôt de plainte serait expérimenté en Côte d’Or.

Le ministère de la Fonction publique a publié le même jour un guide sur les violences sexistes et sexuelles (à télécharger ici [5]), à destination des employeurs publics. Depuis 2018, à peine une centaine de sanctions sont prononcées chaque année à l’encontre des agents de la fonction publique d’Etat pour ce type de faits.

## Une trentaine d'élus locaux signent un manifeste pour lutter contre les violences sexistes

afp - droit

le 25/11/2022 à 15h30 par Afp - Lecture en 2 min

Une trentaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes, et de présidents de départements ont signé vendredi un manifeste appelant à lutter "contre le caractère...

Une trentaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes, et de présidents de départements ont signé vendredi un manifeste appelant à lutter "contre le caractère systémique" des violences sexistes et à "protéger les femmes victimes".

"Aujourd'hui en France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, en moyenne, près de 100.000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol, 12% d'entre elles qui ont porté plainte seulement, et 1% des auteurs qui sont condamnés. Donc face à cette réalité, aussi effroyable qu'inacceptable, des maires, des responsables de département agissent", a expliqué Johanna Rolland, la maire PS de Nantes.

La signature de ce manifeste a eu lieu dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, dont le slogan est "ouvrons la voix" et qui réussissent quelque 2.500 participants à Nantes vendredi et samedi.

En signant le manifeste, les élus s'engagent à agir via des actions concrètes comme la désignation d'un élu "délégué à la lutte contre les violences sexistes", la mise en place pour les agents des collectivités de "formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intra-familiales", ou encore le fait de "garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes".

Le manifeste vise aussi à réclamer à l'Etat que les "professionnels au contact d'enfants" soient formés "à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l'égalité, au repérage des situations de violences".

Une des demandes principales du manifeste est de réclamer à l'Etat "un budget annuel d'un milliard d'euros" pour financer notamment "la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes".

"Toutes les actrices, tous les acteurs s'accordent sur ce point: il est urgent que l'Etat soit enfin au rendez-vous de cette demande", a insisté Johanna Rolland, qui était accompagnée pour présenter le manifeste du maire PS de Nancy, Mathieu Klein et du président PS du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel.

Parmi les 26 signatures du manifeste, on retrouve la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, ou encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc et le maire de Reims, Arnaud Robinet.

## VIOLENCES SEXUELLES

# Le théâtre comme porte-voix

**L**es premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes et sexuelles se tiendront les 25 et 26 novembre à la Cité des congrès de Nantes. Il y sera présenté une première maquette du spectacle *Aux filles du temps*, théâtre-documentaire inspiré d'une enquête menée par le collectif Ladyde-Nantes, entre décembre 2020 et mai 2022. Un questionnaire diffusé dans des établissements scolaires, MJC et via les réseaux sociaux, ayant recueilli le témoignage de 1 669 femmes de 13 à 20 ans résidant en Pays de la Loire. On y lit que « 64 % ne se sentent pas en sécurité dans l'espace public » développant alors des stratégies pour y faire face, 33 % déclarent avoir vécu des violences amoureuses tandis que 60 % ont déjà reçu des photos non souhaitées à caractère sexuel. « L'objectif est d'interpeller les élus et les citoyens sur ce sujet en livrant la parole des filles. Je crois en l'art vivant pour faire passer un message et permettre la discussion, affirme Alexandra Benhamou, instigatrice de l'enquête, qui se décline également en exposition et conférence. Adaptées à la scène avec un groupe d'adolescents du Théâtre du Cyclope, à Nantes, ces scènes de vie sont aujourd'hui interprétées par des professionnels. Le projet s'inscrit sur plusieurs années constituant « une création évolutive qui s'actualisera au fil des témoignages récoltés, note Laure Mounier, assistante metteur en scène de la pièce. Il se pense également en plusieurs formats afin de s'adapter aux différents lieux de diffusion, dans une démarche affirmée d'éducation populaire. » **JULIE HAMÉON**

Presse locale



Réservé  
aux abonnés

## Violences conjugales. Couëron, près de Nantes, met trois logements à disposition des victimes

Elles pourront y rester plusieurs mois, le temps de se mettre à l'abri en urgence puis de trouver un logement pérenne. L'expérimentation durera un an. Elles seront accompagnées par Citad'elles, centre dédié aux femmes victimes de violences.

Ouest-France  
Stéphanie LAMBERT.  
Publié le 21/10/2022 à 17h45

Journal numérique

- ▶) ECOUTER
- 🔖 LIRE PLUS TARD
- ➦ PARTAGER



Trois logements sont mis à disposition à Nantes : trop peu, hélas, au regard du fléau. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

L'un des premiers nœuds, pour permettre à une femme en danger de quitter le domicile conjugal et échapper aux violences, est la question du logement d'urgence. Partir, se mettre en sécurité, mais pour aller où ?

[Le centre Citad'elles](#), dédié aux femmes victimes de violences, situé sur l'île de [Nantes](#), ouvert depuis trois ans, est une première porte d'entrée <sup>(1)</sup>. Il oriente les femmes et leurs enfants dans l'un des trois logements en ville pour les y héberger de façon temporaire, jusqu'à trois nuits (souvent quand elles arrivent le soir, le week-end ou les jours fériés), le temps de trouver un relogement. « **Elles ne doivent pas rester au domicile pour des raisons matérielles** », indique Mahaut Bertu, adjointe en charge de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

Problème : parfois, il faut du temps, plusieurs mois, pour trouver une solution durable. « **On a des possibilités de logements pour une mise en sécurité d'urgence, on a des logements dans le privé ou dans le social, mais il nous en manque pour la période d'attente entre les deux** », souligne Mahaut Bertu.

## Étendre à d'autres communes

C'est ce que souhaite proposer la Métropole. Une maison, dont elle est propriétaire à Couëron, et vouée à être détruite dans le cadre d'un projet futur pourra, d'ici quelques semaines, accueillir trois femmes, puisqu'il y a trois chambres. **« Une association gèrera le logement uniquement. Donc, elles doivent être autonomes et seront accompagnées par Citad'elles »**, complète Mahaut Bertu. Même s'il est impossible, pour l'instant, d'y héberger des enfants, car **« les écoles alentour sont saturées, Couëron souhaite apporter sa part »**, insiste la maire, Carole Grelaud.

L'expérimentation durera un an. **« Si ça marche, on espère l'étendre à d'autres communes**, pour mailler la Métropole, poursuit l'élue. **Elles veulent, elles aussi, participer et s'engager. »**

<sup>(1)</sup> Elles sont 1 240 à avoir poussé la porte de Citad'elles, à Nantes, en 2021.

**113** femmes sont mortes, **tuées par leur conjoint** ou leur ex-conjoint, en 2021 en France. Nantes sera l'épicentre de ce combat cette année, puisque la Ville organisera les premières **Assises nationales de lutte contre les violences faites aux femmes**. Ce sera les 25 et 26 novembre, à la Cité des Congrès.

## Citad'elles accompagne Couëron

À Couëron, une maison sera mise à disposition de femmes victimes de violences conjugales, avec le concours du lieu d'accueil nantais.

L'un des premiers nœuds, pour permettre à une femme en danger de quitter le domicile conjugal et échapper aux violences, est la question du logement d'urgence. Partir, se mettre en sécurité, mais pour aller où ?

Le centre Citad'elles, dédié aux femmes victimes de violences, situé sur l'île de Nantes, ouvert depuis trois ans, est une première porte d'entrée <sup>(1)</sup>. Il oriente les femmes et leurs enfants dans l'un des trois logements en ville pour les y héberger de façon temporaire, jusqu'à trois nuits (souvent quand elles arrivent le soir, le week-end ou les jours fériés), le temps de trouver un relogement. « **Elles ne doivent pas rester au domicile pour des raisons matérielles** », indique Mahaut Bertu, adjointe en charge de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

### Étendre à d'autres communes

Problème : parfois, il faut du temps, plusieurs mois, pour trouver une solution durable. « **On a des possibilités de logements pour une mise en sécurité d'urgence, on a des logements dans le privé ou dans le social, mais il nous en manque pour la période d'attente entre les deux** », souligne Mahaut Bertu.

C'est ce que souhaite proposer la Métropole. Une maison, dont elle est propriétaire à Couëron, et vouée à être détruite dans le cadre d'un projet futur pourra, d'ici quelques semaines, accueillir trois femmes, puisqu'il y a trois chambres. « **Une association gèrera le logement uniquement. Donc, elles doivent être autonomes et seront accompagnées par Cita-**



Trois logements sont mis à disposition à Nantes : trop peu, hélas, au regard du fléau.

PHOTO : ARCHIVES OUEST-FRANCE

**d'elles** », complète Mahaut Bertu. Même s'il est impossible, pour l'instant, d'y héberger des enfants, car « **les écoles alentour sont saturées, Couëron souhaite apporter sa part** », insiste la maire, Carole Grelaud.

L'expérimentation durera un an. « **Si ça marche, on espère l'étendre à d'autres communes**, pour mailler la Métropole, poursuit l'élue. **Elles veulent, elles aussi, participer et s'engager.** »

Stéphanie LAMBERT.

<sup>(1)</sup> Elles sont 1 240 à avoir poussé la porte de Citad'elles, à Nantes, en 2021.

**113** femmes sont mortes, tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint, en 2021 en France. Nantes sera l'épicentre de ce combat cette année, puisque la Ville organisera les premières Assises nationales de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce sera les 25 et 26 novembre, à la Cité des Congrès.

## À SAVOIR

### **Violences sexistes: des Assises nationales à Nantes**

Ville de Nantes et Nantes Métropole ont pris l'initiative d'organiser les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes les 25 et 26 novembre 2022 à la Cité des Congrès. Le vendredi sera une journée de mise en réseau, dédiée aux professionnels, associations et collectivités. Le samedi, la journée sera ouverte au grand public en accès libre avec des conférences, des spectacles, des ateliers sur le sujet des violences sexistes.



## ↳ Nantes : 1ères assises nationales de lutte contre les violences sexistes

En 2020, Johanna Rolland, maire de Nantes, a posé une ambition forte : faire de Nantes la première ville non-sexiste de France d'ici 2030.



La lutte contre les violences sexistes est placée au cœur de cet engagement, et c'est dans ce cadre que la Ville de Nantes et Nantes Métropole ont pris l'initiative d'organiser les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes les 25 et 26 novembre 2022 à la Cité des Congrès.

Dans un contexte où l'urgence sur ce sujet n'est plus à prouver, l'ensemble des acteurs et actrices qui se mobilisent et agissent contre ce fléau se rassembleront à Nantes sur ces deux journées. Les objectifs ? Se rencontrer, échanger, s'informer, se mobiliser collectivement et ouvrir la voix ! En amont, de nombreux acteurs et actrices locaux associatifs et institutionnels se mobiliseront tout au long du mois de novembre pour une programmation « Hors les murs ».

**« Organiser à Nantes ces 1ères Assises nationales de lutte contre les violences sexistes est un engagement fort de notre part. Un engagement fort pour lutter en profondeur contre la dimension systémique des violences, et ce dès leur origine : le sexisme, profondément ancré dans notre société. Un engagement fort et collectif car chacune et chacun, à son niveau peut et doit agir, en complémentarité : État, collectivités, acteurs économiques et culturels, associations, citoyennes et citoyens... c'est là tout l'enjeu de ces assises ! »**, déclare Johanna Rolland, maire de Nantes, présidente de Nantes Métropole.

La programmation de ces 1ères Assises nationales de lutte contre les violences sexistes est disponible ici, [www.assises-violences-sexistes.fr/programme/](http://www.assises-violences-sexistes.fr/programme/).

## Nord-Loire - Erdre et Gesvres

### La Ville se mobilise contre les violences sexistes

**Orvault** — Nantes métropole et la Ville de Nantes organisent les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les 25 et 26 novembre. La Ville d'Orvault est mobilisée.

Les 25 et 26 novembre, la Cité des congrès de Nantes accueillera les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Ces deux journées s'adressent aux professionnels, aux associations, aux collectivités mais aussi au grand public. Une quarantaine de structures et associations intervenant dans les champs de la justice, du social, de l'hébergement, du soin et du sport proposent des animations, des spectacles et des ateliers afin que la parole et le témoignage des femmes soient au cœur de l'événement. « **La lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles est une préoccupation majeure de notre époque, la ville d'Orvault prend part et s'engage dans le dialogue public pour éveiller les consciences. C'est avec ardeur et dévouement que les acteurs locaux se sont emparés du sujet pour proposer des initiations à la self-défense ou à la boxe féminine, mais aussi un ciné débat pour aller toujours plus loin dans nos réflexions** », commente Anne-Sophie Judalet, conseillère municipale déléguée à l'égalité femme-homme, au handicap et à la lutte contre les discriminations.



Le cours de boxe féminine du Boxing-club Métropole à La Ferrière fait des heureuses !

Photo : Ouest-France

**De la self-défense, un film et un débat, des ateliers...**

**Du mercredi 16 novembre au vendredi 2 décembre**, le centre socioculturel de La Bugallière accueille l'exposition *Tu joues pour faire genre*. **Samedi 19 novembre**, Urban défen-

se Orvaltaise propose une initiation gratuite à la self-défense, de 14 h 30 à 17 h. Contact : 06 20 25 24 08. **Mercredi 23 novembre**, à 20 h 30 l'association CinéCens projette le film *Juste qu'à la garde* de Xavier Legrand (2 €), qui sera suivi d'un échange avec des professionnels du droit de la famille avec Anne Martinais, chargée de mission au Département sur la lutte contre les violences faites aux femmes, et Sophie Michaux, avocate spécialisée dans le droit de la famille. Inscription : [www.cinecens.net](http://www.cinecens.net).

**23 novembre**, de 14 h à 17 h : l'association DisQuitons sera à l'espace jeunes de La Bugallière pour faire découvrir et tester plusieurs jeux, livres, BD et podcasts sur le corps et la sexualité à tous les âges, gratuitement. **Samedi 26 et dimanche 27 novembre**, de 15 h à 19 h, dans le cadre de la dixième édition de Samedi de jouer et dimanche aussi, il y aura un espace de jeux, pour se jouer des clichés et lutter contre les discriminations à La Bugallière.

### Boxe

contact. Tél. 07 70 35 53 46.

Ce mardi, à 19 h, le Boxing-club Métropole propose une initiation gratuite à la boxe féminine à la salle multisport de La Ferrière.



Réservé  
aux abonnés

## Nantes. Identifier le sexisme et y répondre par les cartes

Un outil ludique et pédagogique inspiré de la fresque du climat créée en 2018 a permis de réfléchir au sexisme, et d'imaginer comment y répondre dans la vie de tous les jours, mardi 15 novembre, l'espace Simone-de-Beauvoir, à Nantes.

Ouest-France

Publié le 16/11/2022 à 16h17

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Les participantes et participants s'inspirent de cartes pour constituer une carte mentale du sexisme | OUEST-FRANCE

En amont des [Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui se dérouleront à la cité des congrès les 25 et 26 novembre](#), l'espace Simone-de-Beauvoir (15, quai Ernest-Renaud), a organisé, ce mardi 15 novembre, la constitution d'une fresque du sexisme. Sous la houlette de Stéphanie Wytrykowski, consultante en RSO (Responsabilité sociétale des organisations), douze personnes ont ainsi pu **«détricoter les mécaniques sexistes et apprendre à faire face aux situations du quotidien»** grâce à un outil qui s'inspire de la pédagogie de la fresque du climat créée en 2018.

Ces **«ateliers d'intelligence collaborative de 3 heures ouverts à tout le monde et qui peuvent également être proposés au sein des organisations ou des entreprises»** se déroulent en trois étapes, **«un temps pour comprendre, un temps pour accueillir les émotions et un temps pour essayer de se mettre en action»**. Concrètement, l'animatrice propose tout d'abord **«des cartes thématiques avec des données chiffrées, tirées d'études sociologiques, qui sont posées pour permettre aux gens de discuter et de créer des liens entre les causes, les conséquences, les domaines»**. Viennent ensuite des **«mises en situation»** avec d'autres cartes présentant des situations de la vie quotidienne, et dont les **«bulles de BD»** restent à écrire.

## Provoquer des échanges

Aux dires de Stéphanie Wytrykowski, ces ateliers suscitent différentes réactions. La première est **«souvent un étonnement vis-à-vis des conséquences de la société sexiste et patriarcale dans laquelle nous vivons. Parfois, cela permet de relier de choses qui peuvent paraître très éloignées. Il y a par exemple une carte sur les enjeux climatiques dont certains se demandent ce qu'elle fait là, alors que c'est complètement en lien, parce que les femmes et les enfants sont les premières victimes du réchauffement climatique et aussi souvent, notamment dans les sociétés tribales et patriarcales, les premières qui défendent la biodiversité et la nature»**.

La seconde est la **«prise de conscience que nous sommes victimes, mais parfois aussi auteurs ou autrices, même si c'est moins évident de découvrir qu'en tant que femme, on véhicule aussi des messages sexistes »**.» En tout état de cause, **«l'idée est de semer des graines de réflexion et de provoquer des échanges plutôt que de donner un cours sur le sexisme, les participants sont acteurs de l'atelier.»**

Contact : [www.espace-de-beauvoir.fr](http://www.espace-de-beauvoir.fr).

## Encore ce jeudi

Le hors les murs des Assises se décline encore, ce jeudi 17 novembre, par le biais de différents événements organisés par plusieurs associations, notamment deux films – *La Nuit du 12* (par l'Orpan, à 9 h 45 au Katorza) et *Dans le noir, les hommes pleurent* (par Sikou Niakaté, à 19 h dans l'amphithéâtre de l'École des Beaux-arts) –, une rencontre sur les effets des violences conjugales sur les enfants (par Vivre Libre 44, à 14 h 30 dans la salle festive du 38, rue du Breil) et une autre sur les femmes tondues (par l'espace Simone-de-Beauvoir, à 18 h 30 dans leurs locaux).

Contact : [www.assises-violences-sexistes.fr](http://www.assises-violences-sexistes.fr).

# Identifier le sexisme et y répondre par les cartes

Un outil ludique et pédagogique inspiré de la fresque du climat a permis de réfléchir au sexisme, et d'imaginer comment y répondre, mardi, l'espace Simone-de-Beauvoir, à Nantes.

En amont des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui se dérouleront à la cité des congrès les 25 et 26 novembre, l'espace Simone-de-Beauvoir (15, quai Ernest-Renaud), a organisé, mardi, la constitution d'une fresque du sexisme. Sous la houlette de Stéphanie Wytrykowski, consultante en RSO (Responsabilité sociétale des organisations), douze personnes ont ainsi pu « détricoter les mécaniques sexistes et apprendre à faire face aux situations du quotidien » grâce à un outil qui s'inspire de la pédagogie de la fresque du climat créée en 2018.

Ces « ateliers d'intelligence collaborative de 3 heures ouverts à tout le monde et qui peuvent également être proposés au sein des organisations ou des entreprises » se déroulent en trois étapes, « un temps pour comprendre, un temps pour accueillir les émotions et un temps pour essayer de se mettre en action ». Concrètement, l'animatrice propose tout d'abord « des cartes thématiques avec des données chiffrées, tirées d'études sociologiques, qui sont posées pour permettre aux gens de discuter et de créer des liens entre les causes, les conséquences, les domaines ». Vient ensuite des « mises en situation » avec d'autres cartes présentant des situations de la vie quotidienne, et dont les « bulles de BD » restent à écrire.

## Provoquer des échanges

Aux dires de Stéphanie Wytrykowski, ces ateliers suscitent différentes réactions. La première est « souvent un étonnement vis-à-vis des conséquences de la société sexiste et patriarcale dans laquelle nous vivons. Parfois, cela permet de relier des choses qui peuvent paraître très



Les participantes et participants s'inspirent de cartes pour constituer une carte mentale du sexisme

PHOTO : OUEST-FRANCE

éloignées. Il y a par exemple une carte sur les enjeux climatiques dont certains se demandent ce qu'elle fait là, alors que c'est complètement en lien, parce que les femmes et les enfants sont les premières victimes du réchauffement climatique et aussi souvent, notamment dans les sociétés tribales et patriarcales, les premières qui dépendent la biodiversité et la nature ».

La seconde est la « prise de conscience que nous sommes victimes, mais parfois aussi auteurs ou autrices, même si c'est moins évident de découvrir qu'en tant que femme, on véhicule aussi des messages sexistes ».

En tout état de cause, « l'idée est de semer des graines de réflexion et de provoquer des échanges plutôt que de donner un cours sur le sexisme, les partici-

pants sont acteurs de l'atelier. »

Contact : [www.espace-de-beauvoir.fr](http://www.espace-de-beauvoir.fr).

## Encore aujourd'hui

Le hors les murs des Assises se déclinent encore, ce jeudi 17 novembre, par le biais de différents événements organisés par plusieurs associations, notamment deux films – *La Nuit du 12* (par l'Orpan, à 9 h 45 au Katorza) et *Dans le noir, les hommes pleurent* (par Sikou Niakaté, à 19 h dans l'amphithéâtre de l'école des Beaux-arts) –, une rencontre sur les effets

des violences conjugales sur les enfants (par Vivre Libre 44, à 14 h 30 dans la salle festive du 38, rue du Breil) et une autre sur les femmes tondues (par l'espace Simone-de-Beauvoir, à 18 h 30 dans leurs locaux).

Contact : [www.assises-violences-sexistes.fr](http://www.assises-violences-sexistes.fr).

## Après des violences sexuelles, Mon corps compte

Trois Nantaises souhaitent aider les femmes victimes de violences sexuelles à « se réapproprier leur corps ». Pour cela, elles ont imaginé un projet en deux temps : un individuel, un collectif.

C'est parce qu'elles partagent une « sensibilité commune sur les questions du féminisme et de l'accessibilité aux soins » que Sonia Garcia, Manon Firmignac et Agnès Gatelet ont décidé d'unir leurs compétences et de créer le projet Mon corps porté par l'association Danser sur vos murs.

### Vocation hexagonale

Cette initiative, qui part du constat que « si le nombre de femmes victimes d'agressions sexuelles est extrêmement élevé, aucun accompagnement spécifique aux troubles faisant suite à ce type de traumatisme n'est mis en place », se décline en deux propositions. La première est un accompagnement gratuit en trois étapes indissociables : intégration émotionnelle avec Sonia Garcia, psychologue de formation, séance de shiatsu prodiguée par Manon Firmignac, et libération par la danse, en compagnie d'Agnès Gatelet. Une première session a débuté en ce mois de novembre, une seconde devrait avoir lieu au printemps.

La seconde proposition tient de la

performance collective, « pour soutenir les femmes victimes et parler de ces problématiques dans l'espace public ». Ainsi, dimanche 27 novembre, au lendemain des Assises nationales de luttes contre les violences sexistes qui se dérouleront les 25 et 26 novembre à la cité des congrès de Nantes, toutes trois proposent à celles qui le souhaitent de prendre part à une chorégraphie non mixte, dans un lieu de l'ultra-centre qui restera secret jusqu'au dernier moment.

Pour ce faire, il est indispensable de s'inscrire et de participer au week-end de création collaborative prévu samedi 19 novembre et dimanche 20 novembre, de 14 h à 18 h, à la Fabrique Dervallières-Zola (19, rue Jean-Marc-Nattier). Par la suite, Sonia Garcia, Manon Firmignac et Agnès Gatelet espèrent trouver des partenaires et lancer une cagnotte, afin que leur projet « Mon Corps » puisse être reconduit, voire exporté dans d'autres villes de l'Hexagone.

Contact : [www.facebook.com/dansersurvosmurs](https://www.facebook.com/dansersurvosmurs) ; [jraidansersurvosmurs.mystrikingly.com](https://jraidansersurvosmurs.mystrikingly.com).



De gauche à droite : Manon, Agnès et Sonia, qui travaillent ensemble à l'accessibilité aux soins et à l'accessibilité artistique.

Photo: Ouest-France

## Violences sexistes : Nantes joue collectif pour lutter contre le fléau

En marge des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées les 25 et 26 novembre à la cité des congrès de Nantes, des associations proposent une série d'actions de proximité pour participer « à la prise de conscience collective ». Au menu : ciné débat, conférence, atelier ludique ou bien encore spectacle.

Presse Océan

R.C.

Publié le 17/11/2022 à 14h29

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

NEWSLETTER NANTES



Mahaut Bertu, adjointe PS à la maire de Nantes en charge de l'égalité, de la ville non-sexiste, de la lutte contre les discriminations et de la vie associative. | PHOTO PRESSE Océan-RC

Appelez-le « off » ou programmation « hors les murs ». En marge des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées les 25 et 26 novembre à la Cité des congrès de Nantes, la Ville et la Métropole ont proposé aux acteurs de leur territoire de s'emparer du sujet. Cela donne une série de propositions variées, allant du spectacle au ciné débat et de l'exposition à la conférence, données tout au long du mois de novembre.

### Aller vers des personnes moins informées

«Cela permet d'aborder la question difficile des violences sexistes sous un autre regard, avec des formats plus accessibles», commente Mahaut Bertu. L'adjointe PS à la maire de Nantes, en charge de l'égalité, de la ville non-sexiste et de la lutte contre les discriminations, cite l'exemple d'un atelier ludique portant sur le consentement à travers les jeux d'éducation de la collection Sexploration, développée par une ancienne étudiante en design à Nantes.

Des associations spécialisées et engagées depuis des années dans la lutte contre les violences sexistes, comme SOS inceste et violences sexuelles, par exemple, ont répondu à l'appel de la collectivité. D'autres propositions émanent de structures semblant, de prime abord, plus éloignées de la problématique. **«Elles ont identifié que ce sujet de société concerne tout le monde et vont nous permettre de toucher leur public, qui n'est pas forcément habitué à en parler»**, se réjouit Mahaut Bertu. Citons, entre autres, l'initiative de l'Orpan, l'association des seniors nantais, qui invitait ses membres à débattre autour du film *La Nuit du 12*, au cinéma le Katorza.

## Prise de conscience collective

L'objectif de ce programme « hors les murs » est ainsi double : **«À la fois sensibiliser des personnes qui ne sont pas au fait des violences sexistes et, potentiellement, les amener à assister aux assises»**, poursuit l'élue. **«Avoir des associations qui se saisissent de ce sujet et en parlent à leurs adhérents, c'est évidemment un maillon essentiel pour la prise de conscience collective et pour qu'on lutte ensemble contre ce fléau.»**

[Parmi les rendez-vous à venir](#) figure, ce vendredi 18 novembre, un échange proposé par Femmes océanes à destination des mamans d'enfants âgés de moins de 2 ans et des femmes enceintes, autour de « l'arrivée de bébé », une période où peuvent survenir les premières violences conjugales. Mais aussi une invitation à découvrir la self-défense féminine, samedi 19 novembre à Orvault, ou bien encore la projection du film *Mon Roi*, de Maïwenn, lundi 21 novembre à Sainte-Luce-sur-Loire.

## Une chorégraphie dans le centre de Nantes pour aider les victimes de violences sexuelles

Trois Nantaises souhaitent aider les femmes victimes de violences sexuelles à se réapproprier leur corps. Pour cela, elles ont imaginé un projet en deux temps : un individuel, un collectif.

Ouest-France

Modifié le 17/11/2022 à 15h13

Publié le 17/11/2022 à 10h30

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

NEWSLETTER NANTES



De gauche à droite : Manon, Agnès et Sonia, qui travaillent ensemble à l'accessibilité aux soins et à l'accessibilité artistique. | OUEST-FRANCE

C'est parce qu'elles partagent une **«sensibilité commune sur les questions du féminisme et de l'accessibilité aux soins»** que Sonia Garcia, Manon Firmignac et Agnès Gatelet ont décidé d'unir leurs compétences et de créer le projet Mon corps porté par l'association Danser sur vos murs.

Cette initiative, qui part du constat que **«si le nombre de femmes victimes d'agressions sexuelles est extrêmement élevé, aucun accompagnement spécifique aux troubles faisant après ce type de traumatisme n'est mis en place»**, se décline en deux propositions. La première est un accompagnement gratuit en trois étapes indissociables : intégration émotionnelle avec Sonia Garcia, psychologue de formation, séance de shiatsu prodiguée par Manon Firmignac, et libération par la danse, en compagnie d'Agnès Gatelet. Une première session a débuté en ce mois de novembre, une seconde devrait avoir lieu au printemps.

## Vocation hexagonale

La seconde proposition tient de la performance collective, **«pour soutenir les femmes victimes et parler de ces problématiques dans l'espace public»**. Ainsi, dimanche 27 novembre, au lendemain des Assises nationales de lutttes contre les violences sexistes qui se dérouleront les 25 et 26 novembre à la cité des congrès de Nantes, toutes trois proposent à celles qui le souhaitent de prendre part à une chorégraphie non mixte, dans un lieu de l'ultra-centre qui restera rigoureusement secret jusqu'au dernier moment.

Pour ce faire, il est indispensable de s'inscrire et de participer au week-end de création collaborative prévu samedi 19 novembre et dimanche 20 novembre, de 14 h à 18 h, à la Fabrique Dervallières-Zola (19, rue Jean-Marc-Nattier). Par la suite, Sonia Garcia, Manon Firmignac et Agnès Gatelet espèrent trouver des partenaires et lancer une cagnotte, afin que leur projet « Mon Corps » puisse être reconduit, voire exporté dans d'autres villes de l'Hexagone.

[www.facebook.com/dansersurvosmurs](http://www.facebook.com/dansersurvosmurs) ; [jiraidansersurvosmurs.mystrikingly.com](http://jiraidansersurvosmurs.mystrikingly.com).

## Premières assises contre les violences sexistes

Nantes, qui veut devenir la première ville non-sexiste de France, les accueille, à la cité des congrès, la semaine prochaine. L'illustration d'une volonté de « passer la vitesse supérieure face à ce fléau ».

### Une première dans une ville pionnière

Ce n'est pas un hasard si Nantes accueille les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les vendredi 25 et samedi 26 novembre, à la cité des congrès. Johanna Rolland, sa maire, souhaite en faire la première ville non-sexiste de France d'ici 2030, elle qui fut une artisanne de l'ouverture, fin 2019, de Citad'elles, un lieu accueillant les femmes victimes de violence, dont le rapport 2022 sera présenté à cette occasion.

Ces Assises seront divisées en deux parties. La journée du vendredi sera réservée aux publics professionnels, collectivités et associations. Le grand public, qui sera convié le samedi, pourra suivre l'ensemble des débats en streaming, gratuitement, sur inscription.

De nombreuses tables rondes, conférences et débats sont prévus, notamment « Repérer et combattre le cybersexisme », « Éduquer sans préjugés sexistes » et un plaidoyer, « Remettre en cause le droit à l'IVG, c'est légitimer et accélérer les violences sexistes », pour ne citer qu'eux.

### Une centaine d'intervenants

Durant deux jours, une centaine d'intervenants, locaux et nationaux, se succéderont. Parmi eux, Édouard Durand, juge des enfants et coprésident de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Civise), Anne-Cécile Maiffert, présidente de la Fondation des femmes. Et quelques figures nantaises, Anne Bouillon, avo-



« Plus de 80 % des femmes connaissent leur agresseur, estime Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité de la mairie de Nantes. La question des violences se fait donc dans un cercle très privé, d'où cette nécessité de sensibiliser le grand public. C'est essentiel. »

PHOTO: FORUM

cate spécialisée en droit des femmes, et l'activiste Diariata N'Diaye, fondatrice de Resonantes, une association de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles, en tête.

### Un manifeste cosigné par les élus

Le vendredi, à 12 h 25, de nombreux élus cosigneront un manifeste. « On veut montrer ce que font les collecti-

vités lorsqu'elles décident d'agir pour lutter contre ce fléau, détaille Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité de Johanna Rolland. On a beau en parler, les chiffres des féminicides sont quasiment identiques chaque année, avec environ 120 victimes. On doit passer la vitesse supérieure et baisser le seuil de tolérance. Le message de ce texte, c'est : qu'est-ce qu'on attend pour faire des changements durables ? »

### Hors les murs, le off des Assises

Durant tout le mois de novembre, des événements sont proposés dans la

métropole, dans le cadre de Hors les murs, le off des Assises, sous différentes formes, des ateliers aux cinés-débats en passant par des spectacles. Pour « sensibiliser des personnes pas forcément au fait de ces sujets, décrit Mahaut Bertu. Ça pose une première pierre pour aborder cette question sensible ».

Alexandre MAZEL.

**Vendredi 25 et samedi 26 novembre**, à la cité des congrès, 5, rue de Valmy, à Nantes, assises-violences-sexistes.fr, gratuit.

**89** C'est le nombre de femmes mises à l'abri temporairement (quatre nuits en moyenne) par Citad'elles, un lieu d'accueil à Nantes pour les femmes victimes de violence, en 2022. 99 enfants sont également concernés.

## « En mettant une femme à l'abri, on évite des drames »

### Entretien

**Caroline Godard**, responsable de Citad'elles, lieu d'accueil des femmes victimes de violences, à Nantes.

#### Quel bilan faites-vous de cette année 2022 ?

Ce fut la première année complète hors crise sanitaire. Et pour autant, le rythme de deux à trois femmes par jour poussant la porte de Citad'elles se poursuit. Avec le même public, 82 % de mères et 75 % de moins de 45 ans. À contrario, on a eu plus de femmes s'inscrivant dans un parcours de suivi. Qui reviennent pour sortir des violences.

#### Avec ces premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, vous espérez qu'il y ait un avant et un après ?

Oui. Ça ne va pas révolutionner quelque chose, mais ça peut l'amorcer. Les acteurs locaux et nationaux doivent prendre conscience qu'il y a

encore du travail pour faire évoluer les mentalités. Lorsqu'une victime vient nous voir, les violences ont déjà eu lieu. Nous essayons de l'accompagner au mieux, de la crise aiguë jusqu'à sa reconstruction. Le plus gros travail à faire, pour moi, il reste en amont.

J'espère que ces assises aideront à ça, notamment de la part des collectivités qui cosigneront ce manifeste. Savoir qu'à Citad'elles, 82 % des femmes viennent de la métropole et 97 % du département prouve que c'est en proximité qu'elles ont besoin de solutions. Les collectivités doivent s'engager dans cette lutte.

#### Ça doit vous désoler de voir que le nombre de femmes venant à Citad'elles ne baisse pas...

C'est un phénomène effrayant : on a besoin d'une structure comme Citad'elles. Il y avait déjà des associations œuvrant pour lutter contre ces violences. Nous avons ouvert une nouvelle porte d'entrée. Par le passé, on n'était



« Lorsqu'on met en sécurité une femme, à Citad'elles, on évite des drames extrêmement proches », souligne Caroline Godard.

PHOTO : FRANCK DUBRAY

pas parvenu à libérer autant la parole sur ces violences faites aux femmes. On a parlé de violences conjugales, certes, mais on en a effacé d'autres, sexuelles, psychologiques, dans l'espace public...

En réalité, on vient juste prendre en charge un phénomène qui se passe déjà. D'où l'intérêt de changer en amont les mentalités, pour qu'il ne se produise plus.

**Pensez-vous avoir évité des dra-**

#### mes par votre action ?

Oui, j'en suis persuadé. Lorsqu'on met en sécurité une femme, on évite des drames extrêmement proches. Et parfois, même, la commission de crimes. Pour certaines victimes, on était très près d'y arriver.

*Recueilli par A. M.*

L'entretien complet est à lire sur [ouest-france.fr](http://ouest-france.fr), page Nantes.



Réservé  
aux abonnés

## Nantes. Premières assises contre les violences sexistes : « On doit baisser le seuil de tolérance »

Nantes, qui veut devenir la première ville non-sexiste de France d'ici 2030, accueille les toutes premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, à la cité des congrès, vendredi 25 et samedi 26 novembre. L'illustration d'une volonté de « passer la vitesse supérieure face à ce fléau ».

Ouest-France  
Alexandre MAZEL.  
Publié le 18/11/2022 à 07h31

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



« Plus de 80 % des femmes connaissent leur agresseur, estime Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité de la mairie de Nantes. La question des violences se fait donc dans un cercle très privé, d'où cette nécessité de sensibiliser le grand public. C'est essentiel. » | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Nantes va accueillir les premières assises nationales contre les violences sexistes, les 25 et 26 novembre. Elle affirme sa volonté d'être une ville pionnière en la matière.

### Une journée sur deux ouverte au grand public

Ce n'est pas un hasard si [Nantes](#) accueille les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les vendredi 25 et samedi 26 novembre, à la cité des congrès. Johanna Rolland, sa maire, [souhaite en faire la première ville non-sexiste de France d'ici 2030](#), elle qui fut une artisanne de l'ouverture, fin 2019, de [Citad'elles](#), un lieu accueillant les femmes victimes de violence, dont le rapport 2022 sera présenté à cette occasion.

LIRE AUSSI. [Nantes. Vingt femmes violentées viennent quotidiennement à Citad'elles](#)

Ces Assises seront divisées en deux parties. La journée du vendredi sera réservée aux publics professionnels, collectivités et associations. Le grand public, qui sera convié le samedi, pourra suivre l'ensemble des débats en streaming, gratuitement, sur inscription.

De nombreuses tables rondes, conférences et débats sont prévus, notamment « Repérer et combattre le cybersexisme », « Éduquer sans préjugés sexistes » et un plaidoyer, « Remettre en cause le droit à l'IVG, c'est légitimer et accélérer les violences sexistes », pour ne citer qu'eux.

## Une centaine d'intervenants

Durant deux jours, une centaine d'intervenants, locaux et nationaux, se succéderont. Parmi eux, Édouard Durand, juge des enfants et coprésident de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes et quelques figures nantaises, Anne Bouillon, avocate spécialisée en droit des femmes, et l'activiste Diariata N'Diaye, fondatrice de Resonantes, une association de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles, en tête.

## Un manifeste cosigné par les élus

Le vendredi, à 12 h 25, de nombreux élus cosigneront un manifeste. **« On veut montrer ce que font les collectivités lorsqu'elles décident d'agir pour lutter contre ce fléau, détaille Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité de Johanna Rolland. On a beau en parler, les chiffres des féminicides sont quasiment identiques chaque année, avec environ 120 victimes. On doit passer la vitesse supérieure et baisser le seuil de tolérance. Le message de ce texte, c'est : qu'est-ce qu'on attend pour faire des changements durables ? »**

## Hors les murs, le off des Assises

Durant tout le mois de novembre, des événements sont proposés dans la métropole, dans le cadre de Hors les murs, le off des Assises, sous différentes formes, des ateliers aux cinés-débats en passant par des spectacles. Pour **« sensibiliser des personnes pas forcément au fait de ces sujets, décrit Mahaut Bertu. Ça pose une première pierre pour aborder cette question sensible. »**

LIRE AUSSI. [Nantes. Identifier le sexisme et y répondre par les cartes](#)

**vendredi 25 et samedi 26 novembre**, à la cité des congrès, 5, rue de Valmy, à Nantes, [assises-violences-sexistes.fr](https://assises-violences-sexistes.fr), gratuit.

C'est le nombre de femmes mises à l'abri temporairement (quatre nuits en moyenne) par Citad'elles, un lieu d'accueil à Nantes pour les femmes victimes de violence, en 2022. 99 enfants sont également concernés.



Réservé  
aux abonnés

## ENTRETIEN. Nantes. Caroline Godard : « En mettant une femme à l'abri, on évite des drames »

À l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées à Nantes (Loire-Atlantique), à la Cité des Congrès, vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022, Citad'elles, un lieu d'accueil des femmes victimes de violences basé dans la Cité des Ducs, dévoilera son rapport de l'année 2022. Caroline Godard, la responsable de la structure, espère que ces Assises permettront une prise de conscience. Notamment au sein des collectivités locales.

Ouest-France  
Alexandre MAZEL.  
Publié le 18/11/2022 à 08h01

Journal numérique

▶▶ ECOUTER

🔖 LIRE PLUS TARD

➡ PARTAGER



« Lorsqu'on met en sécurité une femme, à Citad'elles, on évite des drames extrêmement proches, souligne Caroline Godard, responsable de la structure. Et parfois, même, la commission de crimes. Pour certaines victimes, on était très près d'y arriver. » | FRANCK DUBRAY / OUEST FRANCE

À l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées à [Nantes](#), à la cité des congrès, vendredi 25 et samedi 26 novembre, [Citad'elles, un lieu d'accueil des femmes victimes de violences](#) basé dans la cité des ducs, ouvert en 2019, dévoilera son rapport de l'année 2022. Caroline Godard, la responsable de la structure, espère que ces assises permettront une prise de conscience. Notamment au sein des collectivités locales.

**LIRE AUSSI. [Nantes. Les visites ont doublé au centre pour les femmes victimes de violences](#)**

## **Caroline Godard, quel bilan faites-vous de cette année 2022 ?**

Ce fut la première année complète hors crise sanitaire. Et pour autant, le rythme de deux à trois femmes par jour poussant la porte de Citad'elles se poursuit. Avec le même public, 82 % de mères et 75 % de moins de 45 ans. A contrario, on a eu plus de femmes s'inscrivant dans un parcours de suivi. Qui reviennent pour sortir des violences.

Je note aussi que Citad'elles est mieux identifié par le public comme un lieu ressources. On a 22 % de demandes en plus d'accompagnement immédiat. En clair, auparavant, elles appelaient pour se renseigner. Aujourd'hui, elles appellent pour être accompagnées.

## **En 2022, vous avez mis à l'abri 89 femmes et 99 enfants <sup>(1)</sup>. Qu'est-ce que ça vous inspire ?**

Ce chiffre, qui a augmenté un peu par rapport à 2021, montre qu'on a besoin de ces logements. Ces actions sont un complément des autres acteurs. Ça intervient le soir, le week-end et les jours fériés, et répond à un des constats des quatre associations <sup>(2)</sup> qui étaient allés voir Johanna Rolland, la maire de Nantes, avant son élection, pour construire une structure pour ces femmes victimes de violence. Ça démontre que certaines situations sont urgentes et que l'on doit bien être ouvert en permanence, 24 heures sur 24, pour pouvoir y parer.

## **Avec ces premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, vous espérez qu'il y ait un avant et un après ?**

Oui. Ça ne va pas révolutionner quelque chose, mais ça peut l'amorcer. C'est par des actions de communication, comme ces assises, qu'on permet aux gens de se poser des questions, de s'informer, de se sensibiliser. Les acteurs locaux et nationaux doivent prendre conscience qu'il y a encore du travail pour faire évoluer les mentalités. Lorsqu'une victime vient nous voir, les violences ont déjà eu lieu. Nous essayons de l'accompagner au mieux, de la crise aiguë jusqu'à sa reconstruction. Le plus gros travail à faire, pour moi, il reste en amont.

J'espère que ces assises aideront à ça, notamment de la part des collectivités qui cosigneront ce manifeste. Savoir qu'à Citad'elles, 82 % des femmes viennent de la métropole et 97 % du département (Loire-Atlantique) prouve que c'est en proximité elles ont besoin de solutions. Les collectivités doivent s'engager dans cette lutte.

## **LIRE AUSSI. [Nantes. Violences faites aux femmes, « un voyage encore très long » pour changer les choses](#)**

## **Selon vous, depuis son ouverture, fin 2019, quel impact a eu Citad'elles dans la lutte contre les violences sexistes ?**

On a démontré qu'il était primordial que les institutions s'emparent de ces sujets et que cette prise en charge des femmes victimes de violences ne peut se faire qu'en transversalité, au côté des associations et des institutions. On vient dans un écosystème, pas à sa place.

Au total, on déjà accompagné plus de 3 000 femmes. Beaucoup d'associations vous diront : « Heureusement que Citad'elles était là pendant le Covid-19. » Ça a permis une continuité dans la prise en charge, que d'autres n'auraient pas pu assurer. À l'avenir, on deviendra certainement un centre ressources pour les professionnels, plus seulement pour ces femmes.



Le 22 novembre 2019, Joanna Rolland, François Hollande et Jean Marc Ayrault inaugurent Citad'elles, un centre réservé aux femmes et leurs enfants victimes de violences, basé à Nantes. | ARCHIVES FRANCK DUBRAY / OUEST FRANCE

### **Ça doit vous désoler de voir que le nombre de femmes venant à Citad'elles ne baisse pas...**

C'est un phénomène effrayant : on a besoin d'une structure comme Citad'elles. Il y avait déjà des associations œuvrant pour lutter contre ces violences. Nous avons ouvert une nouvelle porte d'entrée. Par le passé, on n'était pas parvenu à libérer autant la parole sur ces violences faites aux femmes. On a parlé de violences conjugales, certes, mais on en a effacé d'autres, sexuelles, psychologiques, dans l'espace public...

En réalité, on vient juste prendre en charge un phénomène qui se passe déjà. D'où l'intérêt de changer en amont les mentalités, pour qu'il ne se produise plus. Concernant les violences dans le couple, par exemple, il y a la problématique de l'éducation des auteurs, de ce qui leur a été culturellement transmis.

**Pensez-vous avoir évité des drames par votre action ?**

Oui, j'en suis persuadé. Lorsqu'on met en sécurité une femme, on évite des drames extrêmement proches. Et parfois, même, la commission de crimes. Pour certaines victimes, on était très près d'y arriver.

(1) Elles sont accueillies dans trois logements (un T2 et deux T3) appartenant à Citad'elles.

(2) Question confiance, SOS Inceste et violences sexuelles, Solidarité femmes et l'Oasis.



# VIOLENCES SEXISTES: LA PRISE DE CONSCIENCE

**Nantes** : particulièrement impliquée dans la lutte contre ce fléau, la ville accueillera les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les 25 et 26 novembre. **p.10 et 11**

## MÉDICAMENTS INTROUVABLES



Paracétamol, antibiotiques, traitements contre le diabète ou la maladie de Parkinson : en Loire-Atlantique, de nombreux médicaments sont en rupture de stock.

Photo PO - Simon Tariotin  
**p. 2 et 3**

### COUPE DU MONDE

#### Écologie : équation insoluble au Qatar

Le Mondial est très controversé sur le plan environnemental, malgré l'intention de neutralité carbone.

**p. 48 et 49**

#### Mortiers d'artifice en pleine nuit : le ras-le-bol des riverains

**p. 5**

### BOUGUENAIS

#### L'IRT Jules-Verne s'offre un écrin

Pourses dix ans, ce centre de recherche pour l'industrie s'est installé sur un nouveau site high tech.

**p. 9**

# Violences sexistes : la

**SOCIÉTÉ.** Nantes et la métropole organisent les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Pour partager les initiatives et œuvrer pour une prise de conscience.

Une femme meurt tous les trois jours en France sous les coups de son compagnon ou de son ex. Cinq ans après la vague #MeToo et la libération de la parole des femmes, sept ans après l'entrée au dictionnaire *Le Robert* du mot « féminicide », quatre ans après la création de l'infraction d'outrage sexiste, la réalité reste toujours aussi tragique.

**La ville a mis à l'abri 89 femmes en situation de danger immédiat, en 2022**

Il est temps de passer à la vitesse supérieure. Et Nantes et sa métropole veulent participer à ce changement de braquet. Elles organisent les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les 25 et 26 novembre à la cité des congrès à Nantes. Deux journées pour mettre en lumière les initiatives de celles et ceux qui « contribuent à changer le regard de la société et à améliorer la vie des femmes ».

Nantes, dont la maire Johanna Rolland (PS) a pour ambition d'en faire la « première ville non-sexiste » de France d'ici 2030, présentera Citad'elles, son centre ressource destiné aux femmes victimes de violences. Il a ouvert en novembre 2019. Et continue d'accueillir « deux à trois femmes chaque jour », révèle Mahaut Bertu, adjointe (PS) en charge de l'égalité et de la

lutte contre les discriminations. En 2022, 89 femmes et 99 enfants ont été mis à l'abri dans les trois logements de Citad'elles servant à la mise en sécurité d'urgence des victimes en cas de danger immédiat, quand les autres opérateurs du territoire ne peuvent pas répondre : la nuit, le week-end et les jours fériés.

« C'est un chiffre extrêmement alertant », commente Mahaut Bertu qui observe que les trois quarts des victimes accompagnées psychologiquement et juridiquement ont moins de 45 ans. On parle ici de violences conjugales, principalement, mais aussi de plus en plus de cyberharcèlement, « notamment du chantage avec des photos à caractère sexuel »,

ou de violences administratives : « Rétention de papiers, empêcher quelqu'un d'avoir accès à son compte bancaire, etc. »

## Label safe bar

Dans sa lutte contre les violences sexistes, la ville de Nantes travaille aussi à référencer et former les lieux sécurisés où on peut se réfugier « quand on se sent en insécurité ». Elle pourrait s'appuyer sur des dispositifs existants, comme le label safe bar ou le code « Demandez Angela » qui permet de discrètement demander de l'aide auprès du personnel des établissements volontaires.

Les transports publics ? « On a mis en place la police métropolitaine des transports en commun, des formations. Là où la collectivité a les moyens d'agir directement, c'est à dire l'espace public, on avance. » Pour l'élu, les actions de la ville doivent accompagner le changement de regard dans la société. Pour que, demain, en cas de harcèlement dans un bus et en l'absence d'agent, chacun lève le « nez de son livre ou de son smartphone ». « Il faut collectivement baisser le seuil de tolérance et que, tous ensemble, on dise que ces situations sont inacceptables, qu'on les refuse et qu'on agit pour qu'elles cessent. C'est aussi l'ambition de ces assises. »

Rémi Certain



## ZOOM



Édouard Durand, coprésident de la commission sur l'inceste. Photo archives AFP

## Des grands noms pour une grande première

**Plateau.** La première journée des assises, vendredi 25 novembre, sera consacrée aux experts, associations, professionnels et collectivités qui agissent concrètement pour lutter contre les violences faites aux femmes. Un partage d'expériences pour déterminer quelles réponses peuvent être apportées au niveau d'un territoire et imaginées sur le plan national. Le lendemain sera ouvert au grand public, dans une démarche de sensibilisation et avec la

volonté d'œuvrer pour la prise de conscience collective. Plus de 2 000 personnes et une centaine d'intervenants sont attendus. Parmi lesquels, des références nationales : Édouard Durand, coprésident de la Ciiwise, sur la question de l'inceste ; Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes qui épaula les associations dans le champ de l'égalité femmes-hommes ; Sarah Abitbol, dont le témoignage a contribué au #MeToo dans le sport...



## 3 200 femmes accompagnées par Citad'elles

Mises à l'abri. Plus de 3 200 femmes ont été accompagnées par Citad'elles depuis l'ouverture, il y a trois ans à Nantes, de ce lieu consacré à l'accueil des femmes victimes de violences. Ces femmes, de toutes les catégories socioprofessionnelles, démontrent que les violences frappent tout au long de la vie, même s'il existe des périodes plus sensibles. « La grossesse et les premières années des enfants sont des moments où les violences peuvent apparaître ou s'aggraver, constate Mahaut Bertu. Plus de 80 % des femmes qui viennent à Citad'elles sont mères et, très souvent, elles ont des enfants de moins de 6 ans. » Les plus jeunes dénoncent de nouvelles formes de violences : cyberharcèlement, violences gynécologiques, administratives...

Photo archives PO-Nathalie Bourreau

## Nantes joue collectif pour lutter contre le fléau

En marge des Assises, des associations proposent une série d'actions de proximité pour participer « à la prise de conscience collective ». Au menu : ciné débat, conférence, atelier ludique ou bien encore spectacle.

Appelez-le « off » ou programmation « hors les murs ». En marge des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées les 25 et 26 novembre à la Cité des congrès de Nantes, la Ville et la Métropole ont proposé aux acteurs de leur territoire de s'emparer du sujet. Cela donne une série de propositions variées, allant du spectacle au ciné débat et de l'exposition à la conférence, données tout au long du mois de novembre.

### Aller vers des personnes moins informées

« Cela permet d'aborder la question difficile des violences sexistes sous un autre regard, avec des formats plus accessibles », commente Mahaut Bertu.

L'adjointe PS à la maire de

Nantes, en charge de l'égalité, de la ville non-sexiste et de la lutte contre les discriminations, cite l'exemple d'un atelier ludique portant sur le consentement à travers les jeux d'éducation de la collection Sexploration, développée par une ancienne étudiante en design à Nantes. Des associations spécialisées et engagées depuis des années dans la lutte contre les violences sexistes, comme SOS inceste et violences sexuelles, par exemple, ont répondu à l'appel de la collectivité.

D'autres propositions émanent de structures semblant de prime abord, plus éloignées de la problématique. « Elles ont identifié que ce sujet de société concerne tout le monde et vont nous permettre de toucher leur public, qui n'est pas forcément habitué à



Mahaut Bertu, adjointe en charge de l'égalité, de la ville non-sexiste, de la lutte contre les discriminations et de la vie associative. Photo PO-RC

en parler », se réjouit Mahaut Bertu. Citons, entre autres, l'initiative de l'Orpan, l'association des seniors nantais, qui invitait ses membres à débattre autour du film *La Nuit du 12*, au cinéma le Katorza.

### Prise de conscience collective

L'objectif de ce programme « hors les murs » est ainsi double : « À la fois sensibiliser des personnes qui ne sont pas au fait des violences sexistes et, potentiellement, les amener à

assister aux assises, poursuivre l'élu. Avoir des associations qui se saisissent de ce sujet et en parlent à leurs adhérents, c'est évidemment un maillon essentiel pour la prise de conscience collective et pour qu'on lutte ensemble contre ce fléau. »

Parmi les rendez-vous à venir figure, ce vendredi, un échange proposé par Femmes océanes à destination des mamans d'enfants âgés de moins de 2 ans et des femmes enceintes, autour de « l'arrivée de bébé », une période où peuvent survenir les premières violences conjugales. Mais aussi une invitation à découvrir la self-défense féminine, samedi à Orvault, ou bien encore la projection du film *Mon Roi*, de Maïwenn, lundi 21 à Sainte-Luce.

R.C.



## Violences sexistes : parlons-en

**LES SORINIÈRES.** Pour accompagner les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui ont lieu le 25 et 26 novembre à Nantes, la Ville se mobilise dès ce soir.

**L**e 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences sexistes. À cette occasion, Nantes Métropole accueille les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes le 25 et 26 novembre à la Cité des Congrès. La ville des Sorinières et le CCAS ont souhaité programmer des actions pour rendre visibles, prévenir et dénoncer les violences faites aux femmes.

### Des élèves sensibilisés pour en finir avec certains clichés tenaces

Ce soir à 20 h, à la Médiathèque L'Échappée, 13, rue des Écoles aux Sorinières, la comédienne Sophie Assante propose une conférence gesticulée autour des violences conjugales, « J'avais pas vu le coupvenir ». Une conférence gesticulée est une forme de spectacle qui mêle le théâtre et la conférence.

Elle y raconte le parcours d'une femme violente, mais battante aussi. « Pas facile de dénouer les cordes que son compagnon a bien serrées autour de soi... Je souhaite briser le silence, partager mon expérience personnelle et



Sophie Assante sera en représentation, ce soir à la médiathèque.

Photo média des Sorinières

*libérer les paroles, pour mettre en avant les déficiences du système et faire prendre conscience de ce que sont les violences conjugales et intrafamiliales.*

Le spectacle sera suivi d'un échange avec la comédienne.

Une exposition, « Métiers

genrés : à bas les clichés », est également visible jusqu'au samedi 26 novembre à la médiathèque L'Échappée. L'association Les Autres possibles a accompagné deux classes de CM1-CM2 de l'école Pauline-Roland à Rezé dans la déconstruction des stéréotypes de genre

dans les médias.

L'objectif ? Réaliser des interviews de professionnels et professionnels exerçant dans des milieux peu mixtes : sapeuse-pompier, esthéticien.

Informations au CCAS : [ccas@ville-sorinieres.fr](mailto:ccas@ville-sorinieres.fr) - 02 40 13 00 05



Réservé  
aux abonnés

## Violences sexistes : Nantes se pose en référence

Nantes et la métropole organisent les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Pour partager les initiatives et œuvrer pour la prise de conscience collective.

Presse Océan  
Rémi Certain  
Publié le 18/11/2022 à 07h29

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Le harcèlement de rue est puni par la loi depuis 2018. | PHOTO ARCHIVES PRESSE OCÉAN-NATHALIE BOURREAU

Une femme meurt tous les trois jours en France sous les coups de son compagnon ou de son ex. Cinq ans après la vague #MeeToo et la libération de la parole des femmes, sept ans après l'entrée au dictionnaire *Le Robert* du mot « féminicide », quatre ans après la création de l'infraction d'outrage sexiste, la réalité reste toujours aussi tragique.

### La ville a mis à l'abri 89 femmes en situation de danger immédiat, en 2022

Il est temps de passer à la vitesse supérieure. Et Nantes et sa métropole veulent participer à ce changement de braquet. Elles organisent les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, les 25 et 26 novembre à la cité des congrès à Nantes. Deux journées pour mettre en lumière les initiatives de celles et ceux qui «**contribuent à changer le regard de la société et à améliorer la vie des femmes**».

Nantes, dont la maire Johanna Rolland (PS) a pour ambition d'en faire la **«première ville non-sexiste»** de France d'ici 2030, présentera Citad'elles, son centre ressource destiné aux femmes victimes de violences. Il a ouvert en novembre 2019. Et continue d'accueillir **«deux à trois femmes chaque jour»**, révèle Mahaut Bertu, adjointe (PS) en charge de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

En 2022, 89 femmes et 99 enfants ont été mis à l'abri dans les trois logements de Citad'elles servant à la mise en sécurité d'urgence des victimes en cas de danger immédiat, quand les autres opérateurs du territoire ne peuvent pas répondre : la nuit, le week-end et les jours fériés.

**«C'est un chiffre extrêmement alertant»**, commente Mahaut Bertu qui observe que les trois quarts des victimes accompagnées psychologiquement et juridiquement ont moins de 45 ans. On parle ici de violences conjugales, principalement, mais aussi de plus en plus de cyberharcèlement, **«notamment du chantage avec des photos à caractère sexuel»**, ou de violences administratives : **«Rétention de papiers, empêcher quelqu'un d'avoir accès à son compte bancaire, etc.»**

Dans sa lutte contre les violences sexistes, la ville de Nantes travaille aussi à référencer et former les lieux sécurisés où on peut se réfugier **«quand on se sent en insécurité»**. Elle pourrait s'appuyer sur des dispositifs existants, comme le label safe bar ou le code **«Demandez Angela»** qui permet de discrètement demander de l'aide auprès du personnel des établissements volontaires.

Les transports publics ? **«On a mis en place la police métropolitaine des transports en commun, des formations. Là où la collectivité a les moyens d'agir directement, c'est-à-dire l'espace public, on avance.»** Pour l'élue, les actions de la ville doivent accompagner le changement de regard dans la société. Pour que, demain, en cas de harcèlement dans un bus et en l'absence d'agent, chacun lève le **«nez de son livre ou de son smartphone»**. **«Il faut collectivement baisser le seuil de tolérance et que, tous ensemble, on dise que ces situations sont inacceptables, qu'on les refuse et qu'on agit pour qu'elles cessent. C'est aussi l'ambition de ces assises.»**

## Des grands noms pour une grande première

La première journée des assises, vendredi 25 novembre, sera consacrée aux experts, associations, professionnels et collectivités qui agissent concrètement pour lutter contre les violences faites aux femmes. Un partage d'expériences pour déterminer quelles réponses peuvent être apportées au niveau d'un territoire et imaginées sur le plan national. Le lendemain sera ouvert au grand public, dans une démarche de sensibilisation et avec la volonté d'œuvrer pour la prise de conscience collective. Plus de 2 000 personnes et une centaine d'intervenants sont attendus. Parmi lesquels, des références nationales : Édouard Durand, coprésident de la Ciiwise, sur la question de l'inceste ; Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes qui épaula les associations dans le champ de l'égalité femmes-hommes ; Sarah Abitbol, dont le témoignage a contribué au #MeeToo dans le sport...

## Assises contre les violences sexistes : Les Rendez-vous “Hors les murs” dans la métropole

 La rédaction  17 novembre 2022



## **Les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes se tiendront du 25 au 26 novembre 2022 à la Cité des Congrès à Nantes. Plusieurs rendez-vous sont organisés dans la métropole nantaise.**

Alors que les premières [Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#) se dérouleront à Nantes à la Cité des Congrès du 25 au 26 novembre 2022, le mois est ponctué d'une myriade de rendez-vous notamment dans la métropole nantaise. Une programmation “Hors les murs”.

### **Vendredi 18/11 :**

- Les Sorinières de 20h à 22h : Une conférence “J’avais pas vu le coup venir” organisée par le CCAS de la commune avec Les gens de passage. Sophie Assante raconte notamment au travers de chansons le parcours d'une femme violentée. Médiathèque L’Echappée, 13 rue des écoles. Accès libre, gratuit.

### **Samedi 19/11 :**

- Saint-Herblain de 14h à 18h : Un forum associatif “Violences sexistes et sexuelles- toutes et tous concernés” ainsi qu'une exposition et pièce de théâtre “Aux filles du temps” de Lady de Nantes proposées par la Mission citoyenneté et Egalité des droits, le pôle jeunesse et les centres socio-culturels de Saint-Herblain. CSC du Soleil Levant, 44 rue de la Blanche. Accès libre, gratuit
- Orvault de 14h30 à 17h : Stage de Self défense féminine animé par Urban Défense Orvaltaise. Salle polyvalente au Complexe sportif Roger Picaud, 108 avenue Claude Antoine Peccot. Femmes à partir de 18 ans. Renseignements : 06 20 25 24 08. Inscription : urban\_defense\_orvaltaise@yahoo.com Gratuit

### **Lundi 21/11 :**

Sainte-Luce-sur-Loire de 19h à 22h : Projection du film “Mon Roi” proposée par le CCAS de la commune. Un temps d'échanges aura lieu ensuite avec l'association Epsilon. Théâtre Ligéria, 80 rue de la Loire. Accès libre, gratuit

18/11/2022



euradio @euradio\_fr · 37 min

...

À l'occasion du [#25novembre](#), journée de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, [#euradio](#) diffusera toute la semaine prochaine la nouvelle série de podcasts de [@citad\\_elles](#)

➔ 5 épisodes réalisés par [@clemenceleveau](#) à écouter sur nos ondes et sur [euradio.fr](#)



Nantes Métropole et 9 autres personnes

[Accueil](#) > [Émissions et podcasts](#) > [Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales](#) >

SOCIÉTÉ

Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales

## La première chose, c'est d'être entendue

LUNDI 21 NOVEMBRE 2022 - 32 MINUTES



La première chose, c'est d'être entendue

Dans ce premier épisode de "Écouter, agir, le rôle de Citad'elles dans la lutte contre les violences conjugales", des femmes accueillies à Citad'elles et les professionnelles qui les accompagnent nous expliquent combien le fait d'être entendue représentent un élément fondateur dans le parcours de sortie des violences.

**Émission réalisée par Clémence Leveau.**

Le site de Citad'Elles juste [ici](#) !

<https://euradio.fr/emission/9NJJ-ecouter-agir-le-role-de-citadelles-dans-la-lutte-contre-les-violences-conjugales/aWk1-la-premiere-chose-cest-detre-entendue>

/ SEXISME. LES PREMIÈRES ASSISES NATIONALES DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES SONT À NANTES Publié Le 21/11/2022 à 20:13



C'est une première en France : Nantes accueillera les 25 et 26 novembre prochains les toutes premières Assises Nationales de lutte contre les violences sexistes. On en parle avec nos deux invitées, Mahaut Bertu, adjointe à la mairie de Nantes, déléguée à l'égalité, ville non sexiste, et à la lutte contre les discriminations, et Anne Bouillon, avocate, spécialiste en droit des femmes et violences conjugales.

<https://telenantes.ouest-france.fr/nantes-soir/article/sexisme-les-premieres-assises-nationales-de-lutte-contre-les-violences-sexistes>

# TELENANTES

● L'INFO EN LOIRE-ATLANTIQUE

/ LE JT DU 21 NOVEMBRE : LE TÉMOIGNAGE D'UNE VICTIME DE VIOLENCES CONJUGALES ET LE PASSAGE POMMERAYE ORANGE POUR NOËL Publié Le 21/11/2022

à 20:14



Les titres de ce lundi 21 novembre : - 120 logements sur l'île de Nantes privés d'eau pendant presque 24 heures suite à une rupture de canalisation... La rue et un parking souterrain ont été inondés. - Le témoignage extrêmement courageux d'une femme victime de violences conjugales... Elle a souhaité parler pour toutes celles qui ont été agressées, alors que Nantes accueille cette semaine les Premières Assises Nationales de Lutte contre les Violences Sexistes.- Enfin, le nouveau visage du passage Pommeraye : pour Noël, exit le rouge, les commerçants ont choisi d'installer des décorations orange !

<https://telenantes.ouest-france.fr/nantes-soir/article/le-jt-du-21-novembre-le-temoignage-dune-victime-de-violences-conjugales-et-le>  
(caler à 4:23)



Réservé  
aux abonnés

## Violences sexistes. Pour la justice restaurative, « nous n'en sommes qu'aux prémices »

En Loire-Atlantique, les premières rencontres entre conjoints condamnés et victimes de violences conjugales ont eu lieu en 2021. Il s'agit aussi de la première expérimentation départementale de ce qu'on appelle « la justice restaurative ». L'expérience doit être renouvelée en 2023.

Presse Océan  
Marianne Dardard  
Publié le 22/11/2022 à 08h00

Lire le journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Camille Dormegnies (France Victimes 44) et Guillaume Jouis (Adaes 44), dont les deux associations sont à l'origine de la première expérimentation en Loire-Atlantique. | PHOTO PRESSE Océan – MARIANNE DARDARD

Faire dialoguer auteurs de violences conjugales et victimes qui ne se connaissent pas pour responsabiliser et aider à la reconstruction. Déjà en vigueur au Québec, voilà le principe de la justice restaurative, telle qu'elle est testée en Loire-Atlantique.

En quête de candidats pour rejoindre la prochaine session prévue en 2023, Camille Dormegnies, directrice de France Victimes 44 et Guillaume Jouis, directeur du service pénal socio judiciaire de l'Adaes 44\* ont détaillé le dispositif à des avocats nantais, le 15 novembre 2022.

« Bien évidemment, on ne va pas proposer ce stage à des personnes qui viennent de porter plainte ou cohabitent encore », invoque Camille Dormegnies. Côté victime, « il faut que celle-ci soit en phase de résiliation, qu'elle ait cheminé dans sa prise de conscience », résume-t-elle. Côté auteur, « il faut qu'il soit déjà dans la remise en question et cherche des réponses à son comportement », conditionne Guillaume Jouis.

## Bienveillance

En 2021, six personnes – trois auteurs et trois victimes – ont participé. Une avocate fait la moue : **« Ce n'est rien par rapport à la masse des victimes et des personnes condamnées. »** **« C'est sûr, n'importe quel auteur de violence conjugale n'est pas accessible à ce type de justice »**, admet Guillaume Jouis.

Deux personnes extérieures animent les échanges. **« Il faut être dans une posture bienveillante tant à l'égard des victimes que des auteurs »**, souligne Guillaume Jouis.

Le protocole est très encadré – cinq rencontres espacées d'une semaine – et plusieurs conditions doivent être remplies. Notamment la reconnaissance des faits, le consentement et la confidentialité des échanges.

À raison de trois entretiens préparatoires individuels avant la tenue de ces rencontres, **« c'est un processus très chronophage pour peu de bénéficiaires »**, concède Guillaume Jouis, **« mais l'objectif est d'abord qualitatif »**. Tout participant est par ailleurs libre de quitter le dispositif à tout moment. **« Ce n'est pas arrivé. »** Après les premières rencontres organisées en 2021, **« on a eu des retours très intéressants »** juge Camille Dormegnies. Un participant y a trouvé du **« réconfort »**. Une victime indique avoir réussi à **« se détacher de son agresseur »**.

**« La justice restaurative n'a pas vocation à se substituer au procès pénal, c'est un outil parmi d'autres, n'élude pas Guillaume Jouis. En France et en Loire-Atlantique, nous n'en sommes qu'aux prémices de la justice restaurative. »**

\* Guillaume Jouis participera à la table ronde **« Pour prévenir la récidive : quelle prise en charge pour les auteurs ? »** vendredi 25 novembre 2022 à 11 h 30. Le même jour, Camille Dormegnies prendra la parole lors de l'atelier **« Accueillir, écouter et accompagner les victimes : retour d'expérience de Citad'elles »** à 14 h 25.



Réservé  
aux abonnés

## Assises contre les violences sexistes. À Nantes, 12 000 femmes reçues chez Citad'elles

Pionnier dans la lutte contre les violences faites aux femmes, Citad'elles est devenu un maillon incontournable à Nantes. Avec d'autres pistes complémentaires explorées par les partenaires de la structure, telle la justice restaurative.

Presse Océan  
Marianne Dardard  
Publié le 21/11/2022 à 19h14

Lire le journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Chaque jour, entre deux et trois femmes poussent la porte de Citad'elles. | PHOTO ARCHIVES PO-ST

Chaque jour, entre deux et trois femmes poussent la porte de Citad'elles. « **Notre spécificité est l'accueil universel de toutes les femmes majeures victimes de violences et de leurs enfants, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7** », présente Caroline Godard, directrice des lieux situés au numéro 8 du boulevard Vincent-Gâche à Nantes.

« **En mettant à l'abri des femmes, on évite des drames.** » Dans leur immense majorité, 83 % des femmes accueillies chez Citad'elles viennent pour des violences conjugales. « **Notre accueil vise à combler des ruptures dans les parcours mais aussi les manquements la nuit, encore plus synonyme d'appels d'urgence, quand le CHU ou les forces de l'ordre sont les seuls autres interlocuteurs joignables.** » Une réflexion est d'ailleurs en cours pour scinder en deux lignes les appels reçus de la part des victimes ou des professionnels.

Après deux ans marqués par la pandémie, « **nous avons atteint une sorte de rythme de croisière au niveau de la fréquentation** », estime Caroline Godard. Lors du confinement, peu de femmes venaient. « **Mais à chaque déconfinement ou soubresaut de l'actualité, il y a un afflux.** »

## Nombre de suivis en hausse

Si cet accueil d'urgence reste malheureusement crucial, **« le nombre de suivis au long cours est en hausse »**, poursuit la responsable. Les équipes de Citad'elles observent par d'ailleurs l'arrivée **« de femmes plus jeunes, victimes de cyber violences ou de violences sexuelles lors de fêtes »**.

**« En trois ans, Citad'elles s'est inscrit comme un maillon de la chaîne »**, juge Mahaut Bertu, maire adjointe de Nantes à l'Égalité. **« Notre structure est mieux identifiée par les partenaires et bien ancrée dans l'écosystème nantais, en complémentarité des acteurs du territoire »**, ajoute Caroline Godard.

## Mise en confiance

Deux nouveaux postes ont été aussi créés. En lien talkie-walkie avec l'agent de sécurité du rez-de-chaussée de l'immeuble, l'agente d'accueil assure le premier contact physique mais aussi téléphonique avec les femmes. **« Elle les reçoit dès l'ascenseur**, précise Caroline Godard. **L'objectif est que la femme qui se présente puisse toujours être reçue pour, d'une part, libérer sa parole, d'autre part évaluer si elle nécessite une mise en sécurité.** » Une chargée accès aux droits des étrangères a également été embauchée.

Les coordinatrices assurent cet accompagnement au global. **« L'endroit ne peut pas tout**, admet Marie Brunet-Recoquillon, l'une d'elles. **Mais nous sommes là comme fil rouge.** » Pour sa collègue Alizée Demolon, la mise en confiance se joue dès le premier contact. **« On écoute longuement ces femmes, qu'elles n'aient pas à répéter leur histoire sans cesse. Bien sûr, on n'est jamais serein quand une victime ne se présente pas à son rendez-vous. Dans le même temps, il faut respecter sa temporalité. »** **« Et qu'elles restent actrices de leur parcours**, complète Caroline Godard. **Le risque, sinon, est de les perdre de vue. Les victimes de violences conjugales effectuent en moyenne sept allers-retours avant de quitter le domicile.** »

## Citad'elles va ouvrir des logements à Couëron



À Couëron, une maison sera mise à disposition par la mairie. Photo archives CO-Josselin Clair |

Pour les victimes, l'absence d'hébergement peut dissuader de quitter le domicile, théâtre des violences. C'est la raison pour laquelle Citad'elles met à disposition trois logements sécurisés à proximité, destinés aux femmes en danger immédiat.

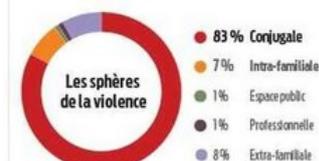
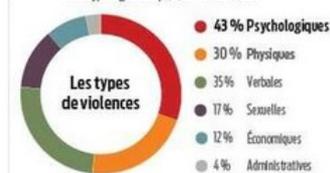
« **Quand ils sont pleins, nous pouvons également réserver des nuitées d'hôtel** », précise Caroline Godard, responsable de Citad'elles.

D'autres formes de logements sont envisagées. « **L'enjeu, c'est de trouver un hébergement transitoire pour des femmes qui ne sont pas en danger immédiat mais qui, en attendant, n'ont pas de solution pérenne** », explique Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité à la mairie de Nantes.

À Couëron, une maison sera mise à disposition par la mairie dans ce but. « Nous sommes en phase de négociations, indique Mahaut Bertu. Un marché public sera lancé prochainement pour la gestion du logement. »

### ► LA CITAD'ELLES EN CHIFFRES

Les typologies et sphères de violences



En 2021, Citad'elles a accueilli **1240** femmes et depuis l'ouverture, **12 530** femmes, soit entre 2 et 3 femmes chaque jour.

**75%** des femmes ont moins de 45 ans

**16%** moins de 25 ans

1 femme sur 2 est active



**82%** viennent de Nantes Métropole

**97%** de Loire-Atlantique



**70%** des femmes viennent pour une demande d'accompagnement (avec un suivi en hausse de 20% par rapport à 2021), plutôt qu'une demande d'information (20%, soit une baisse de 19% par rapport à 2021).



**63%** des femmes prennent contact par téléphone (+29% par rapport à 2021).

Source: Citad'elles - rapport d'activité 2022

regaparis.fr



# PLUS DE 12 000 FEMMES DÉJÀ AIDÉES À NANTES

Alors que Nantes accueille vendredi les premières assises nationales sur les violences faites aux femmes, la structure qui leur vient en aide, Citad'Elles, fait figure de pionnière.

p. 8 et 9

## LES BLEUS FONT LEUR ENTRÉE



Championne du monde en titre, la France de Mbappé s'apprête à débiter ce soir (20 h) son Mondial au Qatar face à l'Australie, équipe qu'elle avait battue (2-1) en 2018.

Photo AFP  
p. 42 à 44

### LOIRE-ATLANTIQUE

#### Le Port mise sur l'hydrogène vert

En partenariat avec la start-up Lhyfe, le Port veut développer la filière de l'hydrogène renouvelable en mer.

p. 6

#### Les cormorans prolifèrent et ça ne plaît pas à tout le monde

p. 2 et 3

### COUPE DE FRANCE

#### Le FCN contre des Normands en 32<sup>es</sup>

Vire ou Caen ? Le tenant du titre devra attendre le 17 décembre pour connaître son adversaire.

Page 45

# Citad'elles a accueilli

**VIOLENCES SEXISTES.** Pionnier dans la lutte contre les violences faites aux femmes, Citad'elles est incontournable. Les premières assises nationales démarrent vendredi à Nantes...

Chaque jour, entre deux et trois femmes poussent la porte de Citad'elles. « Notre spécificité est l'accueil universel de toutes les femmes majeures victimes de violences et de leurs enfants, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 », présente Caroline Godard, directrice des lieux situés au numéro 8 du boulevard Vincent-Gâche à Nantes.

## Accueil universel de toutes les femmes victimes et de leurs enfants

« En mettant à l'abri des femmes, on évite des drames. » Dans leur immense majorité, 83 % des femmes accueillies chez Citad'elles viennent pour des violences conjugales. « Notre accueil vise à combler des ruptures dans les parcours mais aussi les manquements la nuit, encore plus synonyme d'appels d'urgence, quand le CHU ou les forces de l'ordre sont les seuls autres interlocuteurs joignables. » Une réflexion est d'ailleurs en cours pour scinder en deux lignes les appels reçus de la part des victimes ou des professionnels. Après deux ans marqués par la pandémie, « nous avons atteint une sorte de rythme de croisière au niveau de la fréquentation », estime Caroline Godard. Lors du confinement, peu de femmes venaient. « Mais à chaque déconfinement ou soubresaut



Chaque jour, à Nantes, entre deux et trois femmes poussent la porte de Citad'elles. Photo Archives-PO-ST

de l'actualité, il y a un afflux. »

## Suivis en hausse

Sicet accueil d'urgence reste malheureusement crucial, « le nombre de suivis au long cours est en hausse », poursuit la responsable. Les équipes de Citad'elles observent par d'ailleurs l'arrivée « de femmes plus jeunes, victimes de cyber violences ou de vio-

lences sexuelles lors de fêtes. » « En trois ans, Citad'elles s'est inscrit comme un maillon de la chaîne », juge Mahaut Bertu, maire adjointe de Nantes à l'Égalité. « Notre structure est mieux identifiée par les partenaires et bien ancrée dans l'écosystème nantais, en complémentarité des acteurs du territoire », ajoute Caroline Godard.

## Mise en confiance

Deux nouveaux postes ont été aussi créés. En lien talkie-walkie avec l'agent de sécurité du rez-de-chaussée de l'immeuble, l'agente d'accueil assure le premier contact physique mais aussi téléphonique avec les femmes. « Elle les reçoit dès l'ascenseur, précise Caroline Godard. L'objectif est que la femme qui se présente puisse toujours être reçue pour, d'une part, libérer sa parole, d'autre part évaluer si elle nécessite une mise en sécurité. » Une chargée accès aux droits des étrangères a également été embauchée. Les coordinatrices assurent cet accompagnement au global. « L'endroit ne peut pas tout, admet Marie Brunet-Recoquillon, l'une d'elles. Mais nous sommes là comme fil rouge. » Pour sa collègue Alizée Demolon, la mise en confiance se joue dès le premier contact. « On écoute longuement ces femmes, qu'elles n'aient pas à répéter leur histoire sans cesse. Bien sûr, on n'est jamais serein quand une victime ne se présente pas à son rendez-vous. Dans le même temps, il faut respecter sa temporalité. » « Et qu'elles restent actrices de leur parcours, complète Caroline Godard. Le risque, sinon, est de les perdre de vue. Les victimes de violences conjugales effectuent en moyenne sept allers-retours avant de quitter le domicile. »

Marianne Dardard

## ZOOM



Une maison sera mise à disposition à Couëron. Photo archives CO-JC

## Citad'elles va ouvrir des logements à Couëron

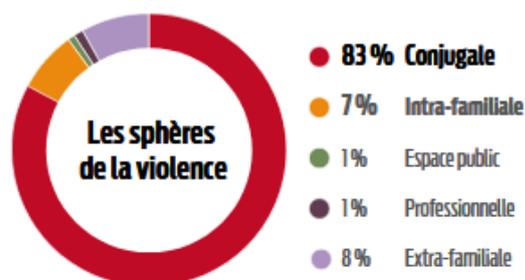
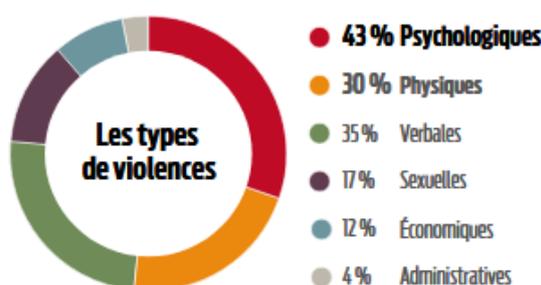
**Transition.** Pour les victimes, l'absence d'hébergement peut dissuader de quitter le domicile, théâtre des violences. C'est la raison pour laquelle Citad'elles met à disposition trois logements sécurisés à proximité, destinés aux femmes en danger immédiat. « Quand ils sont pleins, nous pouvons également réserver des nuitées d'hôtel », précise Caroline Godard, responsable de Citad'elles. D'autres formes de logements sont envisagées.

« L'enjeu, c'est de trouver un hébergement transitoire pour des femmes qui ne sont pas en danger immédiat mais qui, en attendant, n'ont pas de solution pérenne », explique Mahaut Bertu, adjointe à l'Égalité à la mairie de Nantes. À Couëron, une maison sera mise à disposition par la mairie dans ce but. « Nous sommes en phase de négociations, indique Mahaut Bertu. Un marché public sera lancé prochainement pour la gestion du logement. »

## plus de 12 000 femmes

### ▶ LA CITAD'ELLES EN CHIFFRES

#### Les typologies et sphères de violences



En 2021, Citad'elles a accueilli **12 400** femmes et depuis l'ouverture, **12 530** femmes, soit entre 2 et 3 femmes chaque jour.

**75 %** des femmes ont moins de 45 ans



**16 %** moins de 25 ans

**1 femme sur 2** est active



**82 %** viennent de Nantes Métropole

**97 %** de Loire-Atlantique



**70 %** des femmes viennent pour une demande d'accompagnement (avec un suivi en hausse de 20% par rapport à 2021), plutôt qu'une demande d'information (20%, soit une baisse de 19% par rapport à 2021).



**63 %** des femmes prennent contact par téléphone (+25% par rapport à 2021).

Source: Citad'elles support et info @ Citad'elles

Image: photo PD-L

## Justice restaurative : « On n'en est qu'aux prémices »

En Loire-Atlantique, les premières rencontres entre conjoints condamnés et victimes de violences conjugales ont eu lieu en 2021. L'expérience doit être renouvelée en 2023.

Faire dialoguer auteurs de violences conjugales et victimes qui ne se connaissent pas pour responsabiliser et aider à la reconstruction. Déjà en vigueur au Québec, voilà le principe de la justice restaurative, telle qu'elle est testée en Loire-Atlantique.

En quête de candidats pour rejoindre la prochaine session prévue en 2023, Camille Dormegnies, directrice de France Victimes 44 et Guillaume Jouis, directeur du service pénal socio-judiciaire de l'Adaes 44\* ont détaillé le dispositif à des avocats nantais, le 15 novembre 2022.

### Bienveillance

« Bien évidemment, on ne va pas proposer ce stage à des personnes qui viennent de



Camille Dormegnies (France Victimes 44) et Guillaume Jouis (Adaes 44).

Photo Presse Océan-Moïanna Dardard

porter plainte ou cohabitent encore », invoque Camille Dormegnies. Côté victime, « il faut que celle-ci soit en phase de résiliation, qu'elle ait cheminé dans sa prise de conscience », résume-t-elle.

Côté auteur, « il faut qu'il soit déjà dans la remise en question et cherche des réponses à son comportement », conditionne Guillaume Jouis.

En 2021, six personnes – trois auteurs et trois victimes

– ont participé. Une avocate fait la moue : « C'est rien par rapport à la masse des victimes et des personnes condamnées. » « C'est sûr, n'importe quel auteur de violence conjugale n'est pas accessible à ce type de justice », admet Guillaume Jouis. Deux personnes extérieures animent les échanges. « Il faut être dans une posture bienveillante tant à l'égard des victimes que des auteurs », souligne Guillaume Jouis. Le protocole est très encadré – cinq rencontres espacées d'une semaine – et plusieurs conditions doivent être remplies. Notamment la reconnaissance des faits, le consentement et la confidentialité des échanges.

À raison de trois entretiens préparatoires individuels avant la tenue de ces rencontres,

« c'est un processus très chronophage pour peu de bénéficiaires », concède Guillaume Jouis, mais l'objectif est d'abord qualitatif. « Tout participant est par ailleurs libre de quitter le dispositif à tout moment. « Ce n'est pas arrivé. » Après les premières rencontres organisées en 2021, « on a eu des retours très intéressants » juge Camille Dormegnies. Un participant y a trouvé du « réconfort ». Une victime indique avoir réussi à « se détacher de son agresseur ». « La justice restaurative n'a pas vocation à se substituer au procès pénal, c'est un outil parmi d'autres, n'élude pas Guillaume Jouis. En France et en Loire-Atlantique, nous n'en sommes qu'aux prémices de la justice restaurative. »

Marianne Dardard

## Abdelmajid, en lutte contre le patriarcat

Le Franco-marocain Abdelmajid Moudni animera une conférence sur ce thème, jeudi soir, à Nantes.

Trois questions à...



Photo: DR

**Abdelmajid Moudni**, Franco-marocain de 45 ans, réinstallé au Maroc depuis 2010, cofondateur de la Coopération pour l'abolition du patriarcat. Il donne une conférence à Nantes, samedi, dans le cadre des premières Assises nationales contre les violences sexistes.

**Qui êtes-vous ?**  
Activiste pour la promotion des droits

humains, je travaille sur les questions d'égalité et de justice de genre. Mon expérience s'appuie sur mon travail de terrain auprès de la jeunesse. J'ai été animateur socio-éducatif, puis cadre dirigeant en politique éducative jeunesse en France et, ces dernières années au Maroc, consultant en innovation et approche transformatrice de genre. Dernièrement, j'ai été coordinateur de l'association Moroccan outlaws, co-fondée par l'écrivaine Leïla Slimani.

**Être activiste LGBTQIA+ au Maroc, où l'homosexualité est un délit, revient à être hors la loi. Comment agir alors ?**

Au Maroc, dans les faits, des millions de personnes sont hors la loi (d'où le nom de Moroccan outlaws). Les relations sexuelles hors mariage, l'homosexualité, l'avortement, l'adultère sont punis d'emprisonnement. Le cadre juridique actuel est en décalage avec les changements de la société et constitue une entrave au respect de la dignité et aux droits fondamentaux des citoyens. Il porte préjudice en particulier aux femmes, aux jeunes et aux personnes LGBT+. Je plaide pour une vision globale où tous les individus jouissent de leur dignité, de leurs droits et libertés dans leur universalité.

**L'homme déconstruit n'est-il pas aussi une construction socioculturelle, tout comme le patriarcat ?**

Sûrement. Et d'un pays à un autre, d'un contexte à un autre, ce concept n'aura pas les mêmes significations. Ce qui compte, c'est de comprendre que le continuum patriarcal fait de nous, hommes, la somme désastreuse d'années d'injonctions sociales, économiques et culturelles qui, à défaut de nous élever, nous emprisonne dans un cercle infernal de violence.

Au Maroc, depuis des années, les chiffres de la violence faite aux femmes sont constants : une sur deux en a déjà été victime dans sa vie. Ce qui est important, c'est notre capacité à lutter contre l'ordre patriarcal et ce n'est pas facile face à la pression sociale... Se déconstruire revient à se libérer des rôles de genre pour s'émanciper des contraintes socioculturelles et à être libre de construire sa propre masculinité, d'être plus proche de ses émotions, des femmes et des autres hommes. Le patriarcat est une prison.

**Jeudi 24 novembre**, à 20 h, salle de l'Égalité, 6, boulevard Léon-Jouhaux, à Nantes, gratuit, [www.cooperation-pourlabolitiondupatriarcat.com](http://www.cooperation-pourlabolitiondupatriarcat.com).



Réservé  
aux abonnés

## Nantes. Rencontre avec un homme en lutte contre le patriarcat

Dans le cadre des Assises nationales contre les violences sexistes, Abdelmajid Moudni, cofondateur de la Coopération pour l'abolition du patriarcat, animera une conférence sur ce thème, jeudi soir 24 novembre, à Nantes.

Ouest-France  
Publié le 22/11/2022 à 09h31

Lire le journal numérique

▶▶ ECOUTER

🔖 LIRE PLUS TARD

➡ PARTAGER



Abdelmajid Moudni animera une conférence sur le patriarcat, jeudi soir, salle de l'Égalité, à Nantes. | DR

Nantes accueille les premières [Assises nationales de lutte contre les discriminations](#), vendredi 25 et samedi 26 novembre. À cette occasion, le Franco-marocain Abdelmajid Moudni donne une conférence, dès jeudi, sur l'abolition du patriarcat. Il nous explique sa démarche.

### Qui êtes-vous ?

Abdelmajid Moudni, 45 ans, Franco-marocain, réinstallé au Maroc depuis 2010, activiste pour la promotion des droits humains. Je travaille sur les questions d'égalité et de justice de genre. Mon expérience s'appuie sur mon travail de terrain auprès de la jeunesse. J'ai été animateur socio-éducatif, puis cadre dirigeant en politique éducative jeunesse en France et, ces dernières années au Maroc, consultant en innovation et approche transformatrice de genre. Dernièrement, j'ai été coordinateur de l'association Moroccan outlaws, co-fondée par l'écrivaine Leïla Slimani.

## **Être activiste LGBTQIA + au Maroc, où l'homosexualité est un délit, revient à être hors la loi. Comment agir alors ?**

Au Maroc, dans les faits, des millions de personnes sont hors la loi (d'où le nom de Moroccan Outlaws). Les relations sexuelles hors mariage, l'homosexualité, l'avortement, l'adultère sont punis d'emprisonnement. Le cadre juridique actuel est en décalage avec les changements de la société et constitue une entrave au respect de la dignité et aux droits fondamentaux des citoyens. Il porte préjudice en particulier aux femmes, aux jeunes et aux personnes LGBT+. Je plaide pour une vision globale où tous les individus jouissent de leur dignité, de leurs droits et libertés dans leur universalité.

## **L'homme déconstruit n'est-il pas aussi une construction socioculturelle, tout comme le patriarcat ?**

Sûrement. Et d'un pays à un autre, d'un contexte à un autre, ce concept n'aura pas les mêmes significations. Ce qui compte, c'est de comprendre que le continuum patriarcal fait de nous, hommes, la somme désastreuse d'années d'injonctions sociales, économiques et culturelles qui, à défaut de nous élever, nous emprisonne dans un cercle infernal de violence.

Au Maroc, depuis des années, les chiffres de la violence faite aux femmes sont constants : une sur deux en a déjà été victime dans sa vie. Ce qui est important, c'est notre capacité à lutter contre l'ordre patriarcal et ce n'est pas facile face à la pression sociale... Se déconstruire revient à se libérer des rôles de genre pour s'émanciper des contraintes socioculturelles et à être libre de construire sa propre masculinité, d'être plus proche de ses émotions, des femmes et des autres hommes. Le patriarcat est une prison.

**Jeudi 24 novembre**, à 20 h, salle de l'Égalité, 6, boulevard Léon-Jouhaux, à Nantes, gratuit, [www.cooperationpourelabolitiondupatriarcat.com](http://www.cooperationpourelabolitiondupatriarcat.com).

[Accueil](#) > [Émissions et podcasts](#) > [Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales](#) >

SOCIÉTÉ

Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales

## "On est des femmes forces"

MARDI 22 NOVEMBRE 2022 - 16 MINUTES



"On est des femmes forces"

Dans ce second épisode de "Écouter, agir, le rôle de Citad'elles dans la lutte contre les violences conjugales", les intervenantes nous expliquent comment la question du logement représente une clé fondamentale pour sortir d'une situation de violences.

Émission réalisée par Clémence Leveau.

Le site de Citad'Elles juste [ici](#) !

<https://euradio.fr/emission/9NJJ-ecouter-agir-le-role-de-citadelles-dans-la-lutte-contre-les-violences-conjugales/yW8O-on-est-des-femmes-forces>

Replay du mercredi 23 novembre 2022

## Nantes, fier des Catherinettes aux assises nationale de lutte contre des violences sexistes

▶ Écouter (03min)



Fier de...

Lundi au vendredi - 8h12 et 16h10

Par [Jean-Jacques Lester](#)

France Bleu Loire Océan

Mercredi 23 novembre 2022 à 8:12 - Mis à jour le mercredi 23 novembre 2022 à 8:52

FBLO est fier des Catherinettes, une association nantaise participante aux Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à la cité des congrès de Nantes.



Les Catherinettes © Radio France - Romain Santa-Maria @Bepplusigne sur instagram

Agathe Petit Dupas chapeaute les catherinettes c'est elle la présidente et co-fondatrice des Catherinettes et elle a pris ce terme de catherinettes en dérision, se réappropriant une fête sexiste, sa maman s'appelle Catherine et la maman de l'autre cofondatrice Anna Batogé est née le 25 novembre jour de la sainte Catherine, c'est donc aussi un hommage à leur maman féministes. Les Catherinettes luttent contre les violences sexistes et sexuelles en milieu festif. Le milieu de la fête a plusieurs facteurs de risque : la nuit, la consommation d'alcool ou de stupéfiants... Agathe et les membres des Catherinettes elles-mêmes ont pu constater des agressions verbales et physiques, des dragues reloues, les mains aux fesses, des insultes et même des viols. Elles accompagnent les structures culturelles dans la mise en place d'un dispositif global de prévention. Ses membres agissent pour prévenir ces violences en faisant de la formation, de la sensibilisation et même l'accompagnement des publics en milieux festifs, en salle de concert, en discothèque en festival. L'association défend une fête inclusive, celle qui respecte les corps et les esprits. Grâce à ses forces vives, les catherinettes valorisent la culture du consentement pour rendre nos espaces festifs plus safe. Ces nantaises interviennent partout en France.

<https://www.francebleu.fr/emissions/fier-de/loire-ocean/nantes-fier-des-catherinettes-aux-assises-nationale-de-lutte-contre-des-violences-sexistes>

**Prun'**  
**Curiosité**  
**21/11/2022**

Invitée :Emmanuelle Beauchène, coordinatrice de Solidarité Femmes en Loire-Atlantique.  
L'association intervient dans à l'occasion des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui auront les 25 et 26 novembre à Nantes.

Portrait de vie - Pauline Arousseau et Alexandra Vincent, de l'association Expressions Nomades, sont invitées dans l'émission pour parler de leur association. L'association a été créée par des étudiants aux Beaux-Arts de Nantes. En 2017, elles ont participé à Nantes Creative Generations.

<https://www.prun.net/emission/5Xg3-curiosite/jGoj-curiosite-solidarites-femmes-et-expressions-nomades>

## Violences sexuelles et sexistes, on en parle

Nantes Université se mobilise autour de ce thème et des questions de genre. Avec deux conférences, jeudi.

À la veille de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Nantes Université reçoit Carole Damiani (docteure en psychologie clinique, co-responsable du diplôme universitaire de psychotraumatologie de l'Université de Paris, directrice de l'association Paris Aide aux victimes) et Richard Matis (vice-président de Gynécologie sans frontière) pour deux conférences. Ces deux personnalités reconnues pour leur engagement contre les violences sexistes et sexuelles présenteront leur expertise en la matière, d'un point de vue psychologique, social et médical.

Thème de la première conférence : « Violences sexistes et sexuelles : de quoi parle-t-on vraiment ? » Après avoir posé brièvement le cadre légal, Carole Damiani proposera des clés pour mieux comprendre ce qui constitue et ce qui différencie les violences sexuelles et sexistes, puis détaillera l'impact psychologique de ces violences à court et à long terme.

Dans la deuxième conférence, intitulée « Violences sexistes et sexuelles : repérer, comprendre, agir ! », Richard Matis s'attachera à faire comprendre comment les violences sexistes et sexuelles peuvent atteindre et détruire les victimes, et engendrer des maladies chroniques.

Ces deux conférences s'inscrivent



Carole Damiani.

PHOTO: OUEST-FRANCE

dans le cadre d'une semaine de mobilisation de Nantes Université autour des violences sexistes et sexuelles et des questions de genre. Conférences, débat théâtral, journées d'études, table ronde, colloque scientifique...

**Jeudi 24 novembre**, à 16 h 30 (conférence de Carole Damiani) et 18 h (conférence de Richard Matis), amphi Ricordeau, 1, rue Ricordeau (faculté d'ontologie). Inscriptions obligatoires sur [www.univ-nantes.fr](http://www.univ-nantes.fr).



**Ce vendredi et ce samedi, Nantes accueille les premières assises nationales contre les violences sexistes. Un moyen, pour la métropole nantaise, d'éveiller les consciences sur la réalité en matière de violences faites aux femmes et de rappeler l'urgence à agir.**

L'idée est née en 2019, lorsque la métropole lance **Citad'Elles**, un dispositif unique en France à l'époque. Plusieurs associations et des professionnels du domaine se sont regroupés afin d'accueillir, d'assister et de reloger les femmes et les enfants victimes de violence.

Le point de départ d'une réflexion plus large sur la question des violences. **Mahaut Bertu, adjointe à l'égalité de Johanna Rolland** : *"on avait invité des expertes nationales. Elles nous ont fait part d'un besoin identifié d'avoir des espaces où on croise les regards et où on peut échanger concrètement sur les réponses à apporter. On a donc pris la décision d'organiser [ces assises.]"*

*"Elles nous ont fait part d'un besoin identifié d'avoir des espaces où on croise les regards et où on peut échanger concrètement sur les réponses à apporter. On a donc pris la décision d'organiser [ces assises.]"*

En 2021, les chiffres du ministère de l'Intérieur font état de plus de **75 000 cas de violences sexuelles, une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente**. Cette année, l'association NousToutes a recensé **118 féminicides, 5 de plus que sur toute l'année 2021**. Des chiffres qui seront évidemment évoqués lors de ces deux jours d'assises. Deux jours bien distincts :

Le vendredi est réservé aux professionnels, aux collectivités et aux associations. L'objectif de la journée est clair : comprendre ce que ces acteurs peuvent faire pour lutter contre les violences sexistes. Dans ce cadre, un manifeste doit être cosigné par des élus locaux pour *"porter un message à l'État et au gouvernement : il faut passer à la vitesse supérieure."*

Le samedi, le public pourra assister à des ateliers, des conférences, des plaidoyers et des tables rondes sur des thèmes divers et variés. On retrouve, par exemple, un atelier sur les enjeux économiques des violences sexistes, sur la formation contre le harcèlement de rue ou une interview sur le thème : Me-Too dans le sport.

Sur ces deux jours, une centaine d'intervenants sont prévus, dont **Caroline de Haas, fondatrice du collectif #NousToutes, ou Sarah AbibtoI, patineuse artistique et lanceuse d'alerte sur le thème des violences sexistes dans le sport**.

La métropole voulait, lors de ces assises, couvrir de nombreux thèmes en lien avec ce sujet : *"les violences sexistes, elles sont partout ! C'était essentiel de montrer ce spectre extrêmement large pour dire que oui, c'est partout !"*

*"les violences sexistes, elles sont partout ! C'était essentiel de montrer ce spectre extrêmement large pour dire que oui, c'est partout !"*

Et pour la suite ? Au niveau national, la métropole espère que ces assises des violences sexistes serviront de temps d'annonce pour le gouvernement. En attendant, au niveau des collectivités, Mahaut Bertu espère qu'elles "permettront de mettre en réseau les collectivités, les experts et les associations qui veulent agir pour qu'on continue de se nourrir les uns des autres."

Les assises des violences sexistes, c'est le vendredi 25 et samedi 26 novembre à la Cité des Congrès de Nantes. Les débats et les échanges du grand auditorium seront accessibles en streaming sur le [site des assises](#).

*Interview complète de Mahaut Bertu à retrouver plus haut*

<https://lesonunique.com/mysun/actualite/2259>

[Accueil](#) > [Émissions et podcasts](#) > [Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales](#) >

SOCIÉTÉ

Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales

## "Si la justice ne nous protège pas, qui va le faire?"

MERCREDI 23 NOVEMBRE 2022 - 28 MINUTES



"Si la justice ne nous protège pas, qui va le faire ?"

Dans ce troisième épisode de "Écouter, agir, le rôle de Citad'elles dans la lutte contre les violences conjugales", c'est la question de l'accompagnement juridique et judiciaire, dans toute sa complexité, qui est évoqué par des femmes victimes de violences conjugales et les professionnelles qui les accompagnent.

Émission réalisée par Clémence Leveau.

Le site de Citad'Elles juste [ici](#) !

<https://euradio.fr/emission/9NJJ-ecouter-agir-le-role-de-citadelles-dans-la-lutte-contre-les-violences-conjugales/znBn-si-la-justice-ne-nous-protege-pas-qui-va-le-faire>

# Les premières assises contre les violences sexistes à Nantes déjà complètes

L'évènement est complet, mais il sera possible de suivre certains échanges et débats en streaming

Nantes

De France Bleu Loire Océan

Mercredi 23 novembre 2022 à 14:25

Par Pauline Espagno



ASSISES NATIONALES DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES

FACE AUX VIOLENCES SEXISTES OUVRONS LA VOIX

25 & 26 NOV. 2022 | LA CITÉ DES CONGRÈS

CONFÉRENCES, ATELIERS, SPECTACLES  
assises-violences-sexistes.fr

Affiche des 1ères assises contre les violences sexistes à Nantes - Nantes Métropole

Plus de place disponibles pour ces premières assises, comme une preuve flagrante de l'intérêt enfin porté à ces violences spécifiques. Les premières assises comme la violence sexiste se tiendront à Nantes à la Cité des Congrès, en compagnie d'un panel de militant.e.s, professionnel.les, juristes et journalistes.

## Le 25 novembre : une journée pour les professionnelles et les professionnels

Comment écouter les victimes et prévenir la récurrence chez les auteurs ? Que mettre en place dans les collectivités pour créer un territoire non-sexiste ? Comment protéger les enfants des prédateurs sexuels ou de l'inceste ? Autant de questions qui seront au cœur des échanges de cette première journée, dédiée et réservée aux publics professionnels. Sociologues, personnalités

politiques et spécialistes seront invités dans le cadre de table-rondes et d'ateliers. Ces expertes et experts pourront faire un état des lieux de la situation et partager leurs expériences dans la lutte contre les violences sexistes, afin de donner des pistes d'actions pour l'avenir. Parmi les figures invitées: l'avocate nantaise Anne Bouillon, l'activiste [Diariata N'Diaye](#) (App'elles, Résonantes), Édouard Durand (magistrat), Édith Maruejols (géographe du genre), Najat Vallaud-Belkacem (présidente de France Terre d'Asile, ex-ministre des Droits des femmes).

### **Le 26 novembre : une journée pour toutes et tous**

Anne-Cécile Mailfert (présidente de la Fondation des femmes), Sarah Abitbol (sportive), Titiou Lecoq (autrice), Sikou Niakaté (réalisateur), Caroline De Haas (collectif NousToutes), Florence Pagneux (journaliste), Mymy Haegel (créatrice de contenu, ex-rédactrice en chef de Madmoizelle) ou encore Didier Valentin, alias Dr Kpote (animateur de prévention et chroniqueur dans *Causette*) figurent parmi la quarantaine d'invitées et d'invités du 26 novembre. A leurs côtés, des actrices et acteurs locaux engagés dans la lutte contre les violences sexistes seront également à l'honneur. Cette journée propose à chacune et chacun d'écouter, de partager et de débattre autour de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, contre l'inceste, les discriminations et les inégalités au travail ou dans le sport. Parmi les temps forts du programme : se former contre le harcèlement de rue, réinventer les relations après #MeToo, déconstruire les masculinités, comprendre le consentement, se réapproprier son corps... Également invitées, Victoire Tuillon (Les Couilles sur la Table) et Lauren Bastide (La Poudre), deux figures incontournables enregistreront un podcast inédit intitulé *Nous serons réparées*.

Plus d'infos sur [le site officiel des Assises](#)

**France 3 Pays de la Loire**  
**19/20**  
**Virginie Charbonneau**  
**23/11/2022**

### **Décryptage. Citad'elles, un refuge pour les femmes victimes**

Pour la première fois, en France, des assises nationales de lutte contre les violences sexistes ont lieu, et c'est à Nantes qu'elles sont organisées, vendredi et samedi. Si Nantes organise ces assises c'est qu'elle est la première ville en France à avoir créé un centre spécifiquement dédié à l'accueil des femmes victimes de violences, notamment conjugales, il y a trois ans. Citad'elles, c'est son nom, est ouvert 7/7j, 24/24h, il accueille en moyenne 3 femmes par jour.

Reportage de Juliette Poirier à Citad'elles  
Itw de Caroline Godard, responsable Citad'elles  
Itw de Floriane Larenaudie, responsable de l'accueil  
Itw de Marie Le Colle, éducatrice spécialisée, référente auprès de victimes

La structure ne propose pas d'hébergement mais elle dispose de logements secrets. Sur l'année écoulée, 89 femmes et 99 enfants, dont la vie était en danger, ont ainsi été mis en sécurité.

Retour plateau

Itw de Mahaut Bertu, adjointe à la ville de Nantes en charge de l'Égalité et de la non sexiste.

[https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3\\_pays-de-la-loire\\_jt-19-20-pays-de-la-loire](https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3_pays-de-la-loire_jt-19-20-pays-de-la-loire)  
(caler à 00:10:36)

[Accueil](#) > [Émissions et podcasts](#) > [Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales](#) >

SOCIÉTÉ

Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales

## "L'amour de ma fille m'a fait tenir"

JEUDI 24 NOVEMBRE 2022 - 24 MINUTES



"L'amour de ma fille m'a fait tenir"

Dans ce quatrième épisode de "Écouter, agir, le rôle de Citad'elles dans la lutte contre les violences conjugales", Citad'elles évoque la place et le rôle des enfants dans un parcours de sortie des violences.

Émission réalisée par Clémence Leveau.

Le site de Citad'Elles juste [ici](#) !

<https://euradio.fr/emission/9NJJ-ecouter-agir-le-role-de-citadelles-dans-la-lutte-contre-les-violences-conjugales/6xMY-lamour-de-ma-fille-ma-fait-tenir>

● Nantes ● L'Œil de Mediacités

## Violences sexistes : Citad'elles enfin aidé par l'État, mais pas par la Région



Publié le **24 novembre 2022** à 7h07

Temps de lecture : 2 minutes

Par **Thibault Dumas**

PARTAGER SUR



Ouvert fin 2019 par la Ville de Nantes cet espace a déjà accueilli 12 530 femmes victimes de violences. Johanna Rolland avait vivement interpellé le Gouvernement qui ne le subventionnait pas. C'est désormais chose faite.

**4** 798... Elles sont déjà 4 798 femmes à avoir franchi cette année le sas de sécurité de Citad'elles, le lieu ouvert fin 2019 sur l'île de Nantes pour accueillir, soutenir et informer les femmes victimes de violence. L'an dernier, elles étaient déjà 5 210, et encore 2 522 en 2020, année pourtant marquée par le Covid-19 et les confinements.

Un triste succès, quand on sait que 83 % de celles qui en passent le seuil le font suite à des violences conjugales. « La fréquentation (...) est constante, avec une activité de suivi des femmes qui s'amplifie », alerte d'ailleurs l'organisme, créé par la Ville de Nantes, dans son rapport annuel tout juste publié. « Le nombre de sollicitations très important a amené l'équipe à prioriser les prises en charges, en fonction de l'urgence de la situation. »

### **Ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7**

Prioriser car les moyens de Citad'elles ne sont pas illimités. Son financement provient très majoritairement de la Ville et de la Métropole de Nantes, qui versent 1,45 des 2,13 millions d'euros de son budget cette année, notamment pour financer 16 équivalents temps plein sur place (administration, coordination des parcours). Et un peu du Département de Loire-Atlantique, partenaire depuis l'origine, et qui contribue à son fonctionnement à hauteur de 277 000 euros en 2022.

### Autres initiatives

À Tours notamment, un bureau dédié [au sein d'un centre SOS médecins](#), porté par l'ex député macroniste Philippe Chalumeau, avait eu le droit à une double visite ministérielle.

Malgré le succès, encore salué cette semaine dans [un article du Monde](#), l'État s'est longtemps contenté d'un soutien indirect, via des partenariats avec la police, la gendarmerie et surtout le CHU de Nantes (pour l'équivalent de 100 000 euros côté santé). Sollicité, le gouvernement préférait soutenir publiquement **d'autres projets plus modestes**. Ce qui ne manquait pas d'agacer la maire (PS) de Nantes et présidente de la Métropole, Johanna Rolland. En septembre 2020, cette dernière en avait d'ailleurs fait [l'amer reproche au Premier ministre de l'époque, Jean Castex, en direct sur France 2](#).

### L'État subventionne enfin le fonctionnement de Citad'elles

Suivi d'un échange épistolaire musclé avec Marlène Chiappa, alors ministre déléguée à la citoyenneté, le coup de gueule a fini par payer. En 2021, l'État a subventionné pour la première fois, « le fonctionnement du centre », à hauteur de 200 000 euros. Et a remis la main à la poche en 2022. La concrétisation d'une promesse faite par celle qui était alors ministre déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Élisabeth Moreno, lors d'une (tardive) visite sur place, en mars 2021.

« Nous avons demandé que cela se poursuive en 2023, cela reste à confirmer car l'État finance uniquement "le lancement de projets innovants" », précise la Ville de Nantes, interrogée par Mediacités. Un financement de la Région Pays de la Loire avait aussi été un temps envisagé, suite à une passe d'armes en conseil métropolitain avec la sénatrice LR Laurence Garnier. « Malgré nos relances, rien de concret n'a abouti », regrette néanmoins la Ville de Nantes. La tenue à Nantes ce week-end des premières Assises nationale de lutte contre les violences sexistes changera peut-être la donne.



Thibault Dumas

● Nantes ● Portrait

# Face à la justice, le combat de Marianne Thion, « colleuse » nantaise féministe

Alors que Nantes accueille les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, s'ouvrira lundi le procès de « ses » colleuses. Six féministes mises en cause suite à une altercation avec la police. Marianne Thion, qui a déjà perdu son emploi et dû quitter Nantes, risque le plus gros.



« 99% des viols sont impunis par la justice ». Collage féministe sur les murs de Nantes. / Photo : Marianne Thion

**A**près ce qu'elle qualifie de « véritable cauchemar », Marianne Thion a quitté Nantes pour s'installer dans un petit village en Auvergne, près de chez sa sœur. Dans l'attente de son procès, elle essaye de trouver un peu de sérénité en s'occupant de son jardin. Sa bible ? Le « Petit traité du jardin punk » : « Quand on est punk un jour, on est punk toujours », aime à dire cette femme aux cheveux courts et au visage souriant.

Publié le **24 novembre 2022 à 7h01**

Temps de lecture : 6 minutes

Par [Frédérique Letourneux](#)

PARTAGER SUR



Si, à 54 ans, elle a toujours de l'énergie à revendre, certaines blessures restent à vif. « Depuis près de deux ans et demi, je vis dans une prison en plein air. Sauf qu'ici les murs sont en pierres de taille », souffle-t-elle avant de raconter une nouvelle fois cette fameuse nuit du 14 juillet 2020. Celle qui a mal tourné. Ce soir-là, Marianne retrouve d'autres militantes pour coller sur les murs nantais ces trois mots : « Liberté, égalité, impunité ». Leur cible ? Gérard Darmanin, fraîchement nommé au Ministère de l'intérieur, alors qu'il est encore **visé par une plainte pour viol**.



Marianne Thion, l'une des six "colleuses" nantaises dont le procès se tiendra le 28 novembre 2022. / Photo : Marianne Thion

### Affaires Darmanin

À deux reprises, Gérard Darmanin a été accusé d'avoir profité de sa position dominante d'élus pour obtenir des faveurs sexuelles. Le premier dossier (pour « viol ») s'est conclu par un non-lieu en 2022, tandis que le second (pour « abus de faiblesse ») a été classé sans suite en 2018.

### Des mots sur les murs de Nantes

Si les mots sont accusateurs, la méthode, elle, est douce et inoffensive : de simples feuilles A4 collées dans les rues grâce à un mélange d'eau et de farine. Sur chacune d'elles, une grande lettre peinte en noire compose une partie du message. Depuis le premier collage dénonçant un féminicide réalisé en 2019 à Marseille par Marguerite Stern, militante féministe et ancienne membre des Femmes, la pratique s'est exportée partout en France, chaque groupe s'autonomisant et développant ses propres slogans.

**« Quand on colle toutes ensemble, c'est comme si on formait un seul corps »**

MARIANNE THION

« Quand j'ai vu un premier collage sur les murs, j'ai vu la lumière, raconte Marianne Thion. Ça m'a tout de suite parlé ce type d'intervention. Parce que ça pète à la gueule des gens. Quand on se promène en ville, on ne peut pas ne pas voir. On ne peut plus dire : "je ne savais pas". Pour se rendre à une manif, il faut déjà être convaincue ; là le message vient à toi sans que tu n'aies rien demandé. », raconte celle qui assure avoir « élevé ses deux garçons en féministe », sans pour autant jamais se définir comme militante.

Son vrai premier engagement remonte à sa prise de contact avec le « collectif des colleux.se.s nantais.es », en novembre 2019. Elle y apprécie principalement la force du collectif, surtout lors des sorties nocturnes, quand les messages trouvent leur place sur les murs de la ville. « Pendant ces moments là, nous sommes en mixité choisie, c'est-à-dire qu'il n'y a pas **d'hommes cis** », explique-t-elle.



Collage contre les violences faites aux femmes en 2019. / Photo : Creative Commons - DeuxplusQuatre

« C'est important de pouvoir se réapproprier des espaces qu'on ne fréquente habituellement pas la nuit parce qu'on a peur de se faire agresser, ajoute Marianne Thion. Quand on colle toutes ensemble, c'est comme si on formait un seul corps. On vit un vrai moment **d'adelphité** ».

### Six colleuses en procès

Reste que l'acte de collage sauvage relève d'une forme de désobéissance civile et peut être sanctionné par une amende, voire se solder par une garde à vue. C'est précisément ce qui est arrivé ce soir de fête Nationale, il y a plus de deux ans. Deux membres de la brigade canine sont alors en patrouille dans le centre-ville de Nantes et interpellent le groupe. La fouille des sacs refusée, le ton monte et la brigade appelle des renforts.

A ce stade, les versions divergent. D'un côté, des brigadiers qui dénoncent la violence dont les militantes auraient fait preuve à leur égard ; de l'autre, des colleuses qui affirment avoir agi pour se défendre de l'agression et même avoir craint pour leur propre intégrité physique. L'altercation s'achève par 22 heures de garde à vue pour les six colleuses.

### Homme cis

On parle d'homme cis-gendre pour parler d'une personne dont l'identité de genre (masculin) correspond au sexe avec lequel elle est née.

### Adelphité

Le terme d'adelphité regroupe à la fois la fraternité et la sororité, sans dimension ni mention genrée ; et désigne la solidarité entre ses semblables, qu'ils soient hommes, femmes ou non binaires.

● Nantes ● Enquête

La galaxie féministe nantaise face aux promesses de Johanna Rolland



Lundi prochain, le 28 novembre, devant le tribunal correctionnel de Nantes, quatre d'entre elles seront jugées pour rébellion en réunion sans armes. Seule Marianne est aussi poursuivie pour violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique n'ayant pas entraîné d'ITT (Incapacité temporaire de travail).

## Un parcours de la combattante

Depuis les faits, cette dernière s'est lancée dans une longue bataille juridico-administrative pour faire reconnaître les effets de l'interpellation. Sur son corps comme sur son état mental et psychique. En août 2020, le médecin conseil de la sécurité sociale conclue ainsi à une invalidité 2<sup>e</sup> catégorie (soit une inaptitude totale au travail). Qui aboutit à son licenciement quelques mois plus tard. « J'ai perdu mon travail en tant qu'assistante sociale d'entreprise et j'ai été contrainte de déménager. Je ne pouvais plus sortir de chez moi, confie-t-elle. J'étais en situation d'hyper vigilance. Je sursautais dès que j'entendais une sirène de police ».

Quand il met en cause les forces de l'ordre, la reconnaissance du préjudice subi n'est cependant pas chose aisée. Ainsi, après le rejet d'un premier signalement auprès de l'IGPN, elle parvient finalement à déposer une plainte qui aboutit à une visite en décembre 2020 à l'unité médico-judiciaire du CHU de Nantes. Le médecin légiste lui délivre alors 14 jours d'ITT, sur la base d'un premier diagnostic médical réalisé quelques jours après l'altercation.

« C'est sur cette base que l'IGPN a fini par conclure à l'existence de "violences subies mais légitimées par la complexité de l'intervention". Autrement dit, les violences et les insultes sexistes commises par les policiers n'ont pas été reconnues. C'est moi qui ai été qualifiée d'hystérique ». Et pourtant, à l'écoute de son témoignage, les manquements à la loi semblent s'accumuler. Lors de sa garde à vue, elle n'a eu par exemple que tardivement connaissance de ses droits. Un fait pour laquelle elle a saisi la Défenseure des droits et dont la procédure est toujours en cours.

### À LIRE AUSSI

● Nantes ● L'Œil de Mediaticités

Après un an de mandat, Nantes devient-elle la ville « non sexiste » promise par Johanna Rolland ?



## Un acte politique qui dérange

Désormais, elle voit son procès comme l'occasion de dénoncer une « impunité systémique », comme elle la qualifie. « Les chiffres des plaintes classées sans suite dans le cas des violences faites aux femmes et des viols sont éloquentes, affirme-t-elle. Tant que les policiers ne seront pas formés aux problématiques des violences sexistes et sexuelles, on restera dans un régime d'impunité. Ce n'est pas la responsabilité de tel ou tel homme violent qu'il faut dénoncer ou pathologiser, mais un système de domination patriarcale qui autorise l'expression de la toute-puissance masculine, jusque dans ses excès les plus tragiques ».

## « Pour toutes les victimes de violence, c'est une façon de se dire : "je ne suis pas seule" »

MARIANNE THION

Elle poursuit : « On embête clairement tout le monde avec nos collages à Nantes. Le contrôle policier est beaucoup plus sévère pour nous parce que le message qu'on affiche dérange ». La plupart des messages ont pourtant une durée de vie très éphémère, rapidement décollés par les services de nettoyage de la ville au petit matin. Les autres sont arrachés ou détournés.



Un slogan apposé sur les murs de la ville par les colleuses nantaises. / Photo : Marianne Thion

Alors que la maire (PS) de la ville, Johanna Rolland, a promis qu'elle ferait de Nantes [la « première ville non sexiste de France »](#) et que des [Assises Nationales de lutte contre les violences sexistes](#) se tiennent tout le week-end à la Cité des Congrès, le « procès des colleuses » vient rappeler que le long chemin à parcourir pour que la parole des femmes trouve toute sa place sur les murs de la ville : « Pourtant, pour le grand public, ces messages permettent une vraie prise de conscience. Et pour toutes les victimes de violence, c'est une façon de se dire : "je ne suis pas seule" ».



Frédérique Letourneux

## « Les villes ont longtemps pensé “faire du neutre” quand elles faisaient du masculin »

Edith Maruéjols est géographe et spécialiste des questions d'égalité, de mixité et de genre dans l'espace public et les cours de récréation. Elle livre son analyse de la violence sexiste et des pistes pour faire évoluer la situation.

Propos recueillis par Isabelle Maradan

Le Monde | 24 novembre 2022

Avec son bureau d'études L'Atelier recherche observatoire égalité (Larobe), Edith Maruéjols accompagne les villes désireuses de mener des politiques plus égalitaires en aménagement urbain. La démarche est complexe et le travail de longue haleine, explique l'universitaire, qui intervient lors des premières assises contre les violences sexistes, à Nantes, dont *Le Monde* est partenaire.

### Comment la prise en compte de la question des violences sexistes par les villes a-t-elle évolué ?

Depuis une dizaine d'années, la question de la place des femmes dans les espaces publics est un sujet politique pour les villes. Il y a une anomalie statistique : l'essentiel des agresseurs sont des hommes et l'essentiel des victimes sont des filles ou des femmes. D'ailleurs, les filles sont éduquées dès la petite enfance à l'évitement dans l'espace public et à la peur. Elles intègrent très tôt qu'il ne faudrait pas sortir à certaines heures, dans certains endroits... A partir de 12 ans, elles sont abordées, interpellées ou harcelées en toute impunité dans la rue.

Leur prise en compte dans l'aménagement des espaces publics fait partie des actions concrètes pour lutter contre les violences. C'est très récent. Les villes ont longtemps pensé « faire du neutre » quand elles faisaient du masculin. Exemple caractéristique : les city stades ou les skateparks ne produisent pas de mixité, mais des « poches » de masculin, dans lesquelles les femmes ne sont de facto pas les bienvenues. Consciente de ce déséquilibre, la ville de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, a lancé l'opération « Sport dans les parcs » : des activités sportives sont proposées aux familles. La formule fonctionne : des femmes participent aux activités.

### Comment accompagnez-vous les collectivités ?

Nous travaillons, par exemple, avec la ville de Nantes où une équipe importante est dévolue à la question des violences sexistes. Nous partons de l'usage des espaces publics par les femmes. En général, elles se déplacent d'un lieu à un autre, seules ou pour accompagner un enfant ou un parent. Nous écoutons de quelle manière elles ont envie de s'inscrire dans l'espace public. Nous étudions comment leur permettre de s'immobiliser dans des endroits où elles se sentent bien, peuvent socialiser, faire du sport, faire nombre.

**Lire aussi :** [Ces villes qui agissent contre les violences sexistes](#)

C'est une approche globale sur ce qui va être proposé, où, quand, comment et par qui. Nous testons des aménagements provisoires et regardons ce qu'ils produisent en termes de mixité. Il est essentiel d'expérimenter avant de décider.

**Dans votre dernier essai, intitulé « Faire je(u) égal » (Double ponctuation, 2022), vous décrivez la cour de récréation comme un espace public miniature, théâtre des premières inégalités**

## **entre filles et garçons... Quel est l'enjeu de votre travail dans les écoles ?**

La cour de récréation est un miroir des mobilités des femmes et de l'occupation de l'espace par les hommes dans la ville. Une poignée de garçons occupent généralement 90 % de l'espace avec un terrain de foot. Comme dans les city stades, tout le monde a le droit d'y aller, mais ce sont les garçons qui décident du droit de jouer ou non, dans cet espace stéréotypé autour de la performance et de la virilité. Pour faire le poids, il faut construire une alternative. L'adulte doit être proactif.

### **Que peut-il faire ?**

Demander aux enfants en quoi il est important, pour la société, que les filles et les garçons, en tant qu'individus, se mélangent et jouent ensemble. Il doit aussi rappeler que les unes et les autres ont une valeur égale, travailler sur la nécessité de s'écouter et de négocier l'occupation de l'espace public.

L'école est le seul endroit où filles et garçons ont l'obligation d'être ensemble. Or c'est l'absence de relation qui fait violence. Pour réduire les inégalités et les violences de genre dans la société, il faut commencer par donner l'occasion aux enfants de faire je(u) égal à l'école.

¶ Cet article fait partie d'un dossier réalisé à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes organisées par la ville de Nantes et Nantes Métropole.

¶ Informations : [Assises-violences-sexistes.fr](http://Assises-violences-sexistes.fr)

**Isabelle Maradan**

# L'ENTRETIEN – JEUDI 24 NOVEMBRE 2022 : CAROLINE GODARD

Accueil — Replay — L'entretien — Jeudi 24 novembre 2022 : Caroline Godard

Le 25 novembre célèbre la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. A cette occasion, Nantes accueille les 1ères Assises nationales de lutte contre les violences sexistes les vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022 à la Cité des congrès de Nantes.

Aujourd'hui aucun milieu social n'est épargné par ces violences. Et une structure accueille et accompagne les femmes victimes de violences, Citad'elles, un lieu ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 depuis 2019. Un lieu financé, notamment, par la ville de Nantes, Nantes Métropole et le département de Loire-Atlantique.

Caroline Godard, responsable de Citad'elles est notre invitée pour parler de ces Assises, des 3 ans de la structure et des chiffres concernant ces violences sexuelles et sexistes.



**L'entretien - Jeudi 24 novembre 2022 : Caroline Godard**  
Caroline Godard, responsable de Citad'elles est notre invitée pour parler des 1ères Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui ont lieu à Nantes vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022. L'occasion aussi d'échanger sur le rapport annuel de Citad'elles...



<https://www.radiofidelite.com/replay/lentretien-jeudi-24-novembre-2022-caroline-godard/>

# L'INVITÉ DU MATIN - JEUDI 24 NOVEMBRE : MAHAUT BERTU

Accueil — Replay — L'invité du matin — Jeudi 24 novembre : Mahaut Bertu



## L'invité du matin - Jeudi 24 novembre 2022 : Mahaut Bertu

Vincent Medjo reçoit Mahaut Bertu, adjointe à l'Egalité, à la ville non-sexiste, à la lutte contre les discriminations et à la Vie Associative de la ville de Nantes, à l'occasion des premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui ont lieu ces vendredi 25 et samedi 26 novembre.



00:00

00:00



<https://www.radiofidelite.com/replay/linvite-du-matin-jeudi-24-novembre-mahaut-bertu/>

ACCUEIL > SOCIÉTÉ

## « Tu étais habillée comment ? », une expo démonte les préjugés sur le viol et libère la parole

VIOLENCES A Nantes, une exposition itinérante tente de casser le lien parfois fait entre vêtements et agression sexuelle



Julie Urbach | Publié le 24/11/22 à 17h27



L'exposition "Tu étais habillée comment?" présente vêtements et témoignages de femmes victimes — J. Urbach



Écouter cet article « Tu étais habillée comment ? », une expo démonte les préjugés sur le viol 00:00

- Adaptée d'une initiative américaine, l'exposition *Tu étais habillée comment ?* a été inaugurée ce jeudi en présence d'une centaine d'élèves nantais, à la préfecture de Loire-Atlantique.
- En tentant de déconstruire le lien parfois fait entre tenue vestimentaire et agression sexuelle, elle a aussi le mérite de libérer la parole chez les adolescentes qui ont toutes quelque chose à raconter sur le sujet.

Une robe à fleurs toute simple. Un débardeur noir et un jean. Une veste marron. Voilà la tenue que ces [Nantaises](#) victimes de viol portaient au moment où leur vie a basculé. Depuis ce jeudi et pour quelques jours à la préfecture de [Loire-Atlantique](#), ces vêtements sont présentés associés à leurs témoignages, anonymes, dans le cadre de l'exposition itinérante *Tu étais habillée comment ?*. « C'est une adaptation d'une initiative née aux [Etats-Unis](#), détaille Isabelle Hérigault, présidente de l'[association Question confiance](#). Elle vise à dénoncer le fait que [dans l'imaginaire collectif](#), on pense encore que les femmes violées l'ont parfois bien cherché, en raison d'attitudes provocantes. »

Devant un legging noir et un t-shirt de fillette accrochés à une grille, deux lycéennes parmi la centaine d'élèves invités à l'inauguration de l'expo discutent. « Ça fait vraiment de la peine de se dire que même [une petite fille](#) de 5 ans peut vivre ça, à l'école », confie Oumraziat, 16 ans. Déjà convaincue que « les vêtements n'ont aucun rapport avec le fait de se faire agresser ou non », la jeune femme admet pourtant que le sujet n'est pas si simple. « Il y a toujours [le regard des gens qui pèse sur nous](#), qui nous influence un peu, poursuit-elle. Si tu t'habilles trop court, tu es vue comme provocatrice. Si tu es trop couverte, tu es une coincée. »

#### **« Un jogging par-dessus ma tenue de soirée »**

Un peu plus loin, à côté d'un épais manteau noir et de bottines en daim, un petit texte écrit à la première personne raconte comment « une banale soirée entre copines a viré au drame ». Un trajet toute seule à pied, un garçon « insistant », puis « le trou noir », suivi des « séquelles physiques ». Un témoignage qui fait lui aussi écho chez les adolescentes, qui ont toutes quelque chose à raconter. « Un mec m'a suivie en m'insultant pendant une heure dans la rue, jusqu'en bas de chez ma copine, raconte Hari, élève de terminale, encore très mal à l'aise. J'ai pleuré, j'ai eu super peur. » La jeune femme, vêtue d'un large sweat à capuche, avoue avoir développé une surprenante habitude. « Quand je vais en soirée, je mets un jogging par-dessus ma tenue, et je l'enlève une fois sur place. On se camoufle, c'est comme ça. » « Elles se cachent pour se protéger du regard des hommes », déplore Isabelle Hérigault.

A l'école, en promenade, dans le métro... L'exposition vise aussi à montrer que les agressions peuvent malheureusement se dérouler partout, et notamment au sein de la famille. Pour preuve, 43 % des femmes sont victimes [d'actes sexistes](#) dans leur foyer, a rappelé le préfet Didier Martin, à la veille de la journée internationale [de lutte contre les violences faites aux femmes](#). Si l'exposition met en lumière le parcours d'une femme qui a été « considérée comme un objet » par son conjoint, lequel l'obligeait notamment à porter des tenues très féminines (comme les sandales dorées à hauts talons exposées), les réflexions et comportements peuvent venir d'autres membres de la famille. « Mon oncle de 70 ans m'a regardé un jour en me disant : " Oh la la, si j'avais 20 ans de moins... ", confie une lycéenne. Je n'ai même pas compris sur le coup. Depuis, je ne me sens pas en sécurité en sa présence... »

## C'est quoi ces Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à Nantes ?

**EVENEMENT** Une centaine d'experts et personnalités engagées sont réunis durant deux jours à Nantes pour libérer la parole et faire émerger des solutions. Le grand public est invité samedi

FB. | Publié le 25/11/22 à 12h50 — Mis à jour le 25/11/22 à 13h32



Caroline de Haas, Najat Vallaud-Belkacem et Sarah Abitbol comptent parmi les invitées. — P.Kovarik/AFP, I.Harsin/Sipa, J.Saget/AFP



[Ecouter cet article](#) C'est quoi ces Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à | 00:00

- La Cité des congrès de Nantes accueille les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes.
- Conférences, ateliers et expositions sont au programme durant deux jours. Le grand public peut venir le samedi.
- L'événement est accessible en streaming. La journée de samedi affiche complet.

---

En cette [Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes](#), Nantes accueille la première édition d'un important événement sur le sujet : les [Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#). Très attendues, ces assises organisées à la Cité des congrès de Nantes ont débuté ce vendredi matin et s'achèveront samedi soir. Mais de quoi s'agit-il au juste ?

### **Quel est l'objectif ?**

L'événement a été lancé par la mairie de Nantes, déjà très investie sur la thématique, à l'image de son ambition de devenir la « [première ville non-sexiste de France](#) » d'ici à 2030. Le but est « d'éveiller les consciences », « rappeler l'urgence à agir » et de « donner une nouvelle impulsion » en libérant la parole. Pour y parvenir, l'ensemble des acteurs de la lutte contre les violences sexistes sont réunis sur un même site, probablement pour la première fois en France : experts, professionnels de la justice et de la police, collectivités, associations... L'objectif sera aussi de « croiser les bonnes pratiques », de diffuser des informations essentielles et de faire émerger des pistes d'amélioration. Ces assises interviennent dans un contexte de dégradation des conditions des droits des femmes à l'international, mais aussi d'une évolution sociétale tardive en France, malgré le mouvement #MeToo il y a 5 ans.

### **Quel est le programme ?**

Les assises se [déroulent sur deux jours](#). La première journée ce vendredi est réservée au réseau professionnel. Après une matinée de prises de parole ponctuée par la signature un manifeste concernant l'engagement des collectivités, des ateliers, conférences et tables rondes sont prévues cet après-midi. La journée de samedi, qui est la plus attendue, est ouverte au grand public. Plusieurs thématiques (éducation, emploi, sport, santé, logement, justice...) seront abordées lors de conférences ouvertes y compris aux adolescents et familles. Des expositions, des bornes d'écoute, une librairie et une ludothèque sont aussi proposées. Accessible sur inscription, cette journée de samedi est toutefois victime de son succès puisqu'elle affiche complet. L'événement est toutefois disponible en streaming gratuitement, que ce soit vendredi ou samedi.

### **Qui sont les invités ?**

Ecrivains, magistrats, professionnels de santé, journalistes, artistes, élues... Près de 90 personnalités engagées ou experts des violences sexistes interviendront durant deux jours. Sont annoncés ce vendredi l'ancienne ministre Najat Vallaud-Belkacem, Cathy Millard, directrice de SOS inceste, Violaine Lucas, présidente de Choisir la cause des femmes, ou Richard Matis, président de Gynécologie sans frontières. Samedi, le grand public pourra assister aux prises de parole de [Caroline de Haas](#), fondatrice du collectif #NousToutes, [Sarah Abitbol](#), patineuse artistique, Sikou Niakaté, réalisateur, Frédérique Letourneux, sociologue, Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, ou encore l'autrice Elise Thiebaut.

## En finir avec les violences sexuelles et sexistes

La maire de Nantes, Johanna Rolland, explique ce qui fonde l'engagement de la collectivité locale dans ce domaine des violences sexistes et sexuelles.



**Johanna Rolland,**  
maire PS  
de Nantes.

(Photo : Archives-Job et Gall, Ouest-France)

« Aujourd'hui, en France, on meurt encore d'être une femme. Tous les deux jours et demi, une femme est tuée par son conjoint ou son ex. Tous les jours, des femmes sont sifflées, insultées, violées. Au travail, elles gagnent 15,8 % de moins que les hommes. Le constat est clair : les femmes sont soumises à des violences et des discriminations parce qu'elles sont des femmes. C'est insupportable.

Cet enjeu est politique. Ces violences ne sont pas uniquement des drames privés mais trouvent leurs racines dans une histoire et une société qui, pendant des siècles, ont invisibilisé et réifié les femmes pour faire d'elles un sexe faible, dépourvu de désir, privé de liberté.

Pourtant, depuis toujours, des femmes s'élèvent pour défendre leur cause. Aujourd'hui encore, elles sont fortes, elles sont fières. Celles qui disent #MeToo, celles qui collent des affiches dans la rue, celles qui s'engagent dans des associations, celles aussi qui n'ont pas le temps, à cause de la charge mentale qu'elles portent au quotidien. Toutes ces femmes ont besoin que la politique leur donne les moyens de briser les plafonds de verre, de détruire la gangue de sexisme, d'en finir, enfin, vraiment, avec le fléau des violences sexistes et sexuelles.

En 2017, le président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause du quinquennat. Cinq ans plus tard, le voilà qui renouvelle cet engagement, parce que force est de consta-



À Nantes, la structure Citad'elles permet l'accueil des femmes victimes de violences.

(Photo : Archives Franck Durwy, Ouest-France)

ter que la situation n'a pas beaucoup évolué. Ces violences sexistes et sexuelles ne sont pourtant pas une fatalité.

Mais pour y mettre fin, il nous faut nous donner les moyens de les combattre. C'est la raison pour laquelle Nantes s'engage avec force et détermination pour réaliser cette ambition d'être la première ville non sexiste de France, d'ici à 2030. Cet engagement s'est notamment concrétisé en 2019, avec la création de Citad'elles, un centre unique en France de soutien et d'accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants, ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, où les femmes peuvent échanger avec des psychologues, déposer plainte, voir une sage-femme ou simplement se reposer.

---

« Nous nous engageons »

---

Lutter contre ces inégalités, c'est également penser l'ensemble de nos politiques publiques à travers le prisme de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est fini le temps où cette question n'était qu'une simple variable d'ajustement.

Nantes n'est pas seule dans ce combat. Les collectivités sont nombreuses à le partager. Tout comme les associations qui s'engagent au quotidien. Nous avons voulu rassembler ces actrices, ces acteurs et faire de la date symbolique du 25 novembre un rendez-vous destiné à faire changer les choses. C'est pourquoi nous accueillons, pendant deux jours, les premières Assises nationales contre les violences sexistes.

Nous nous engageons, mais nous avons besoin du soutien de l'État, qu'il s'engage lui aussi à la hauteur de l'enjeu pour lutter contre le caractère systémique des violences, notamment grâce à l'éducation des enfants et des jeunes, la formation des professionnels, la sensibilisation, l'accompagnement des femmes victimes, le soutien financier aux structures et aux associations. Pour cela, nous demandons un budget annuel d'un milliard d'euros.

S'engager et en appeler à des engagements de l'État, c'est l'objectif de ces assises et du Manifeste que nous signons avec de nombreuses et nombreux femmes et hommes, élus dans toute la France et de différentes sensibilités politiques. Pour enfin atteindre l'égalité réelle.

# « Il faut vingt ans pour qu'un enfant se reconstruise »

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes se tiennent à Nantes, aujourd'hui et demain. Yasmina Cappato, conférencière et autrice, en a été victime pendant dix-sept ans.

## Témoignage

Yasmina Cappato, 56 ans, mère de sept enfants âgés de 18 à 34 ans, a été victime de violences conjugales pendant dix-sept ans. Présidente de l'association Vives l'ère 44, elle est conférencière et autrice d'un mémoire sur les effets des violences conjugales sur les enfants. Elle sera présente aux premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, aujourd'hui et demain, à Nantes.

## Dix-sept ans de violences conjugales

« J'ai vécu dix-sept ans de violences conjugales, il m'a fallu dix ans pour mettre un mot dessus. La violence commence toujours de façon insidieuse, au début on trouve des excuses, pour avoir mal posé le sel sur la table, mal cuit un plat. Moi en plus, j'avais connu les violences conjugales enfant, j'avais une vision idéalisée de la famille que je voulais construire, je voulais tellement que ça ressemble à cette image. On est dans une telle recherche d'être aimé qu'on commence à accepter des choses. »

## Les étapes de la prise de conscience

« Une fois qu'on s'est faite à l'idée de ce que l'on vit, ce sont peut-être des violences conjugales, il faut ensuite l'accepter. Viennent ensuite la phase de déculpabilisation et enfin l'action. Quatre phases incontournables avant de pouvoir commencer à se reconstruire. Et c'est long ! Pour une femme victime de violences conjugales, il faut au minimum trois ans.

Pour un enfant, c'est vingt à vingt-cinq ans. »

## Culpabilité partagée

« Quand on subit les violences, on se sent coupable de ce que ses enfants sont en train de vivre. Le sentiment de culpabilité est aussi très fort chez eux, y compris quand les parents se séparent parce que certains pensent que c'est à cause d'eux si ça arrive. Il y a aussi la culpabilité de ne pas soutenir sa maman ou ses frères et sœurs. Il est important de verbaliser pour les aider à comprendre qu'ils n'y sont pour rien. »

## Mémoire traumatique

« Parmi les enfants touchés par les violences conjugales, 33 % ont moins de six ans. Or, c'est entre zéro et six ans que la mémoire traumatique est la plus importante, cela signifie que les violences sont ancrées. Il faudrait que les enfants aient une prise en charge immédiate et pour toute la vie par rapport au traumatisme qu'ils ont vécu. On a mis très longtemps avant de réaliser les effets des violences conjugales sur les enfants, ils se posent bien des victimes eux aussi ! ». Les Canadiens ont été les premiers à sortir des rapports très pointus sur la question, nous avons beaucoup plus de retard. »

## Des conséquences à long terme

« J'ai sept enfants, aujourd'hui âgés de 18 à 34 ans, et je suis inquiète pour chacun d'eux. On passe à côté de plein de choses quand ils sont enfants, c'est adulte qu'on réalise. Mon dernier avait 18 mois quand

j'ai réussi à partir. Un autre de mes fils avait 4 ans et je me suis rendue compte, après coup, que je ne lui ai jamais expliqué, je l'avais zappé. On se dit que les enfants vont s'adapter, c'est faux. »

## Insécurité à la maison

« Un enfant a un besoin très important de se sentir en sécurité dans sa maison. Or, lorsqu'il y a des violences conjugales, c'est l'enfant ou il est le moins en sécurité. À 4 ans, la plus jeune de mes filles venait à côté de moi la nuit me chuchoter : « T'inquiète pas maman, je surveille papa. » Les violences entraînent beaucoup de problèmes de sommeil parce que les enfants sont en vigilance permanente, jour et nuit. »

## S'enfuir

« Un jour, j'ai réussi à aller chez SOS Femmes. On m'a fait comprendre que loger sept enfants allait être compliqué. On m'a alors proposé de placer les trois grands et de garder les quatre petits avec moi. C'était non bien sûr ! La soule, c'est qu'on est en état de survie. On a le cerveau tellement occupé à protéger, au quotidien, soi-même et ses enfants, qu'on n'arrive plus à réfléchir pour trouver des aides, un logement, etc. Les femmes qui parlent avec leurs enfants sont en grande précarité, ce qui m'aide pas à aller saisir le pas. »

## Proximité

« Pousser la porte de la police, de la gendarmerie ou de Citad'elles est souvent effrayant. Il y a toujours la crainte d'être vue dans ces lieux où



Yasmina Cappato est conférencière et autrice. Elle animait jeudi 17 novembre, un atelier sur les effets des violences conjugales sur les enfants.

littés et que le mari violent ne l'apprenne. C'est plus facile d'aller dans une association de quartier pour tout autre chose et appeler à l'aide plus discrètement. Les relais de proximité sont essentiels. »

Recueillies par  
Stéphanie BAZYLAK

(1) Depuis le 24 novembre 2021, les enfants exposés aux violences conjugales ont le statut de victimes devant la justice.

## Les assises nationales, samedi pour le public

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées par Nantes et Nantes Métropole, se tiennent à la Cité des congrès de Nantes : aujourd'hui pour les professionnels, et samedi, à destination du public.

143 000

En France, environ 143 000 enfants vivent dans un foyer où une femme a déclaré des formes de violences physiques et/ou sexuelles (90 % des victimes déclarées sont des femmes).

## Violences conjugales : après la plainte, que se passe-t-il ?

### Trois questions à...

**Arnaud Felin, adjoint chef de la brigade de lutte contre les violences conjugales, créée en 2021 en Loire-Atlantique par la gendarmerie nationale. Le gouvernement a fait des violences conjugales une priorité nationale à l'occasion du Grenelle qui leur était consacré en 2019. En 2020, une brigade de lutte contre les violences conjugales a été créée au commissariat central de Nantes. Elle compte aujourd'hui six enquêteurs « qui traitent les situations les plus urgentes et les plus graves », rappelle Mathilde Lachaune, commissaire divisionnaire.**

### Le dépôt de plainte est-il obligatoire pour qu'il y ait une action judiciaire ?

Ce n'est pas la plainte qui conditionne l'ouverture d'une procédure, on peut faire sans. Le parquet est informé dès lors que nous constatons les faits lors d'une intervention au domicile par exemple ou bien après avoir entendu une victime sur ce qu'elle vit,

même si elle ne veut pas porter plainte.

### Le conjoint violent est-il systématiquement convoqué et placé en garde à vue ?

Lorsque la victime vient spontanément, le conjoint n'est pas systématiquement convoqué immédiatement. On évalue le danger à l'aide d'une grille spécifique, commune à la police et à la gendarmerie. Le conjoint est convoqué après enquête, prioritaire sur toutes les autres. Si les faits sont constatés à l'occasion d'une intervention au domicile, l'action sera immédiate en revanche.

### À la sortie de garde à vue, le danger est-il plus grand pour les victimes ?

La réponse pensée s'adapte à chaque situation. Le conjoint peut être placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'entrer en contact avec la victime en attendant le jugement. Il y a aussi la possibilité du « téléphone grave danger » (permettant de joindre un service de téléassistance accessible 7 jours/7 et 24 heures/24). Et on dou-



L'adjoint chef Arnaud Felin qui dirige la Maison de protection des familles en Loire-Atlantique.

ble toujours nos actions avec les associations et les intervenants sociaux qui accompagnent les victimes dans les commissariats et les gendarmeries.

Recueillies par S. B.

La police et la gendarmerie partageront un stand d'information à destination du grand public, samedi 26 novembre, à la cité des congrès de Nantes, à l'occasion des assises nationales de lutte contre les violences sexistes.

## L'Université s'attaque aux violences sexistes et sexuelles

Depuis 2019, Nantes Université s'est dotée d'une cellule d'écoute et de signalement, ouverte aux victimes et témoins de comportements ou propos dégradants, discriminants ou humiliants, de quelque nature que ce soit. Pour ses 42 000 étudiants et l'ensemble de ses personnels, l'Université de Nantes a décidé d'accroître ses moyens de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (harcèlements, agressions, viols...).

Hier, elle a signé une convention avec le parquet de Nantes, la police nationale, la gendarmerie, la préfecture, le Crois et l'association d'aide France victimes 44. Il s'agit de « faciliter les modalités de signalement et de traitement judiciaire ». Un accompagnement juridique et psychologique est prévu. Agréés des étudiants, « une grande enquête sera lancée début 2023 pour identifier l'ampleur des violences sexistes et sexuelles », informe Carine Bernault, présidente de Nantes Université.

Bernaud Gaudou, le procureur de la République, insiste sur « l'enclenchement immédiat de l'enquête et des



Carine Bernault, présidente de Nantes Université, et Renaud Gaudou, procureur de la République de Nantes, ont signé ce jeudi une convention de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. La gendarmerie, la police, la préfecture, le Crois et l'association France victimes 44 sont également signataires.

poursuites pénales dès la révélation des faits ». Laurent Le Gentil, commandant en second du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique, met en garde les étudiants : « C'est souvent dans les contextes festifs, d'alcôolisation et de consommation de stupéfiants, que nous observons la commission

de ces faits. Attention à ne pas se rendre vulnérable. » Même message de prudence de Nicolas Jolibois, directeur départemental de la sécurité publique, sur les excès en tout genre qui peuvent altérer le consentement.

Christophe JAUNET.

# « On vivra toute notre vie avec ça dans le corps »

En accusant un entraîneur de l'avoir violée, enfant, l'ex-patineuse Sarah Abitbol a brisé l'omerta dans le sport. Samedi, elle sera à Nantes pour les Assises de lutte contre les violences sexistes.

## Entretien

Elle est devenue, sans le vouloir, le symbole du #MeToo dans le sport. En accusant un entraîneur de l'avoir violée, enfant, à Nantes, de 1990 à 1992, dans un livre, *Un si long silence*, co-écrit avec Emmanuel Anizon, journaliste à l'Obs, l'ex-patineuse Sarah Abitbol a brisé l'omerta dans le sport, déclenchant des dizaines de témoignages, dans de nombreuses disciplines. « Nous avons besoin de cette parole, entendue, connue, forte, pour que la parole d'autres victimes se libère », affirmait Roxane Mancini, alors ministre des Sports, dans le documentaire tiré du livre éponyme, diffusé sur France 2, le 11 mai.

Sarah Abitbol accuse son ex entraîneur au club des Français volants, Gilles Beyer, de l'avoir violée à plusieurs reprises, « dans mon lit pendant les stages, dans des parkings, des vestiaires... Dans tous les coins de la patinoire dont je ne soupçonnais pas l'existence », détaille-t-elle dans son livre. Gilles Beyer a été mis en examen pour « agressions sexuelles » et « harcèlement sexuel » et placé sous contrôle judiciaire, le 9 janvier 2021, mais les faits dont l'accuse la Nantaise sont prescrits.

Samedi, elle sera à Nantes, pour les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, à la Cité des congrès. Elle se confie à quelques heures de l'ouverture.

**Sarah Abitbol, cela fait presque trois ans que vous avez brisé le silence en accusant un entraîneur de vous avoir violée, à Nantes, de 1990 à 1992. Avez-vous le sentiment que les choses ont changé ?**  
Oui. Les athlètes osent parler, discuter. On recense 900 cas ou affaires de violences sexuelles, dans plus de cinquante fédérations sportives : 90 % concernent des faits à connotation sexuelle, et des femmes. Une col-

lule de crise a été mise en place au ministère des Sports. Elle a des appels tous les jours, malheureusement.

Le documentaire, *Un si long silence*, adapté de mon livre, a contribué à libérer encore la parole [il a été vu par 2,34 millions de téléspectateurs]. La parole libère la parole, et c'est très important. Ça permet de sauver des vies. Il ne faut pas rester dans le silence, comme je l'ai fait pendant trente ans. J'étais dans l'anti-vie. Je ne veux pas que d'autres victimes vivent ça.

Le fait d'avoir posé le mot viol dans ce livre, d'avoir pu le dire pour la première fois à Emmanuel Anizon, co-auteur de ce livre, parce qu'il fallait que ça sorte, fait que, petit à petit, je me sens mieux. C'est une renaissance. Il y a encore des choses difficiles pour moi, mais je progresse. Je ne me sens plus dans la honte et la culpabilité.

**Certaines athlètes, comme Amélie Quéguiner, ancienne cavalière, disent ne « plus avoir honte », grâce à vous...**

Il y en a beaucoup dans son cas. J'ai reçu des milliers des messages. Ça été, une jeune escrimeuse et patineuse était présente à mon stage [de patinage]. Un jour, elle vient me voir et me dit, « Sarah, il faut que je te parle... » J'ai tout de suite compris, évidemment. Elle a suivi mes conseils, a écrit au ministère des Sports. Il y a peut-être m'a prouvé que l'entraîneur a été radié définitivement. Et la fédération française d'escrime se porte partie civile... Tu le dis alors que tu as eu raison d'oser en parler.

**Avez-vous conscience de l'impact de votre parole ?**  
Après la sortie du livre, j'étais tellement prise par le tourbillon médiatique que je ne m'en rendais pas compte. Mais je réalise avec le recul. J'entends beaucoup de monde siffler

mer, « il y aura un avant Sarah Abitbol, et un après ».

Je pense qu'on a tous une mission sur terre. La mienne, c'était peut-être de sauver des femmes et des hommes victimes de violences.

**Si vous étiez une jeune patineuse aujourd'hui, seriez-vous plus en sécurité qu'à votre époque ?**  
C'est toujours difficile de se dire qu'on est à l'abri. Le risque zéro n'existe pas. Mais il y a une vraie prise de conscience générale. C'est devenu plus difficile, aujourd'hui, de faire du mal à un enfant en tant qu'entraîneur, après tout ce qui s'est passé. Il y a beaucoup plus d'outils dans les installations sportives pour que ça n'arrive pas.

**« Une odeur, un endroit, une musique... C'est quelque chose qu'on porte toute notre vie »**

**Peut-on vraiment guérir un jour d'un tel traumatisme ?**

Je pense qu'on n'oublie jamais. On est des survivantes, on va mieux, mais je ne pense pas qu'on puisse être à 100 %. Il y a toujours quelque chose qui peut nous le rappeler. Une odeur, un endroit, une musique... C'est quelque chose qu'on porte toute notre vie. Le corps a parlé en premier, et c'est ça le plus difficile à guérir.

**Votre ex-entraîneur, Gilles Beyer, n'a toujours pas été jugé, près de deux ans après sa mise en examen. Qu'est-ce que ça vous inspire ?**

C'est... l'attente de justice. C'est beaucoup trop lent. Un juge d'instruction a été nommé, mais il est parti à la retraite. Le dossier est donc reparti vers un autre juge. Et on n'a pas de nouvelles. Nous, les victimes (elles sont trois, dont l'ex-patineuse Hélène



Du 17 au 19 mars 2023, Sarah Abitbol sera, au Zénith de Nantes, la fille d'affiche de la nouvelle tournée *Holiday on Ice*. Elle y présentera une chorégraphie en forme de « message d'espoir » pour les victimes de violences sexistes.

(Photo: AgenceAbitbol)

Codard), on vivra toute notre vie avec ça dans le corps. Et lui, il est encore dehors.

Je connais une victime dont les faits sont non-prescrits, mais elle n'arrive pas à parler, ce que je peux comprendre. Il m'a fallu trente ans... Si elle y parvenait, la prescription « glissante » passerait, et ça pourrait accélérer le dossier.

**Vous luttez pour que les crimes**

sexuels sur mineurs soient imprescriptibles. Pourquoi est-ce si important ?

On souffre d'amnésie traumatique : le cerveau met ça de côté pour protéger l'enfant de cette chose horrible. Sinon, il peut en mourir (1). Et lorsqu'on se réveille, il est trop tard, à cause de cette prescription. C'est pour ça que je me bats, pour que les agresseurs puissent être punis. Je travaille actuellement avec des sénateurs et

des députés pour écrire une proposition de loi, entourée d'avocats. Mais je ne pense pas qu'elle sera rétractée si elle passe un jour.

Recueilli par  
Alexandre MAZEL

(1) Dans un entretien à Ouest-France, le 31 janvier 2020, Sarah Abitbol avait expliqué avoir oublié ses agressions sexuelles pendant douze ans.

## Assises nationales de lutte contre les violences sexistes

Les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes s'ouvrent à la Cité des congrès de Nantes, ce vendredi, pour deux jours. La première journée sera réservée aux professionnels, le grand public

étant convié samedi. Mais l'ensemble des débats pourra être suivi en streaming, gratuitement, sur inscription. Une centaine d'intervenants se succéderont, dont Édouard Durand, juge des enfants et coprésident de la

Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants et la Nantaise Anne Bouillon, avocate spécialisée en droit des femmes. Programme sur assises-violences-sexistes.fr. Entrée libre.

## Violences sexistes :

**SOCIÉTÉ.** Présidente de l'association Resonantes, Diariata N'Diaye participe aux assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui s'ouvrent ce vendredi à Nantes. Interview.

**PresseOcéan :** Vous ouvrez les assises nationales, à quoi doit-on s'attendre ?

**Diariata N'Diaye :** « Je serai avec Anne Bouillon. Elle est avocate, je suis artiste engagée. Elle interviendra sous forme de plaidoyer, moi sous forme de slam. Nous avons des parcours et des profils totalement différents et ce qui nous rassemble, c'est notre lutte contre les violences faites aux femmes. Notre présence complémentaire démontre bien que tout le monde a sa place dans cette lutte et doit s'en saisir. C'est l'idée de cet événement. »

**D'autant que personne n'est à l'abri de ces violences...**

« S'il existe un domaine dans lequel il y a de l'égalité, c'est bien la question des violences : elles font des victimes dans tous les milieux et sur tout le territoire. Un viol ou une tentative a lieu toutes les six minutes en France. Pour faire baisser ce chiffre, il faut du temps et des moyens financiers. À Nantes, on travaille depuis presque un an avec la ville et le CSU (NDLR : centre de supervision urbain) au sujet de la redirection des alertes via notre application App-Elles. Il reste tellement à faire qu'on n'évitera jamais les critiques. »

**Nantes ville non-sexiste d'ici 2030, un vœu pieux ?**

« C'est d'abord une direction



Diariata N'Diaye a fondé l'application gratuite App-Elles, qui permet de lancer des SOS discrets et efficaces. Photo archives PO-Nathalie Bourneix

est important de savoir où on veut aller. C'est aussi un vrai positionnement, clair et engageant : quand on veut devenir la première ville non-sexiste de France, cela veut dire qu'on se tient prêt à rendre des comptes et à se bouger. Je suis installée à Nantes depuis 2015 et je suis fière que les premières assises nationales s'y déroulent.

Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant : on a Citad'elles, née d'une véritable volonté politique. On a aussi Resonantes, un lieu gratuit de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles, à destination des plus jeunes. »

**Quelles sont ses missions ?**

« Nous faisons de la prévention auprès des 15-24 ans,

notre public cible. Nous intervenons beaucoup en milieu scolaire, au lycée majoritairement. Mais nous mettons également nos supports (slam, ateliers d'écriture, projections débats) à destination des profs, des éducateurs sportifs, des assos que l'on forme gratuitement dans nos locaux. Nous assurons aussi un rôle de première écoute des victimes, que nous accompagnons vers les associations qui peuvent les aider. »

**Un mot sur vos outils numériques.**

« Sur notre site internet, une cartographie internationale recense plus de 10 000 structures : commissariats, hôpitaux, maisons des adolescents, assos d'aide aux victimes... Cet outil est également disponible via l'application App-Elles qui permet d'alerter en cas de difficulté ou de façon préventive, dans l'espace public ou privé. Quand elle est enclenchée, cette alerte permet d'être en contact avec trois personnes de confiance qui entendent en direct ce qui se passe et ont votre position GPS. Elles ont ainsi des informations pour organiser les secours si besoin. Enregistrée, cette alerte peut constituer un dossier de preuves et peut être redirigée vers les services de sécurité. Traduite en six langues, l'appli compte 80 000 utilisateurs. »

Rémi Certain (avec JMC)

### ZOOM



La convention a été signée jeudi à la faculté d'odontologie. Photo PO-JM Courville

### L'engagement fort de l'université

**Partenariat.** Nantes université s'est engagé de plain-pied dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Elle ne l'a pas fait seule. Une convention a été signée hier pour « faciliter les modalités de signalement et de traitement judiciaire des situations de sexisme, harcèlement ou agression sexuelle ». « Nous comptons 42 000 étudiants et 4 500 personnels, soit environ un Nantais sur douze », a noté la présidente de l'université, Carine Bernault, en rappor-

tant l'importance de protéger la population. À ses côtés, Renaud Gaudeul, procureur de la République, François Drape, directeur de cabinet de des Pays de la Loire et de Loire-Atlantique, Laurent Le Gentil, commandant en second de la région de gendarmerie, Nicolas Jolibois, directeur départemental de la sécurité publique, Hervé Amiard, directeur général du Crous, Marie-Christine Ricour, présidente de France victimes 44, ont tous signé le document.

# « Tout le monde doit agir »



## Debout face au harcèlement de rue

**Outrages sexiste.** Conférences, tables rondes et ateliers se succèdent pendant deux jours à la cité des congrès de Nantes autour d'intervenants de renom : Najat Vallaud-Belkacem, Édouard Durand, Caroline De Haas... L'événement affiche complet. Pour autant, les plénières seront retransmises sur le site internet des assises. Présente parmi une vingtaine d'associations, Resonances y proposera un programme de formation baptisé Stand Up, développé pour apprendre à réagir, en sécurité, dans les situations de harcèlement dans l'espace public. Depuis juillet 2018, la loi punit le fait d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui porte atteinte à sa dignité ou l'expose à une situation pénible.

Photo illustration PO-NB

## L'égalité femmes-hommes se fait toujours attendre

Le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, est marqué à Nantes par l'ouverture des assises nationales de lutte contre les violences sexistes et une marche dans le centre-ville.

**C**omment peut-on se construire une vie pleine, quand 66 % des jeunes filles ne se sentent pas en sécurité dans l'espace public, quand 26 % d'entre elles disent avoir connu des violences dans leur vie amoureuse ou quand 47 % indiquent avoir déjà eu une relation sexuelle sans en avoir envie ? »

Trésorière de l'Espace Simone-de-Beauvoir, Claire Guillotel cite des résultats d'une enquête menée entre décembre 2020 et mai 2021, auprès de 814 filles âgées de 13 à 20 ans, en Loire-Atlantique et en Vendée. Cette étude de portée par le collectif LadydeNantes a donné lieu à une exposition et à une pièce de théâtre présentées dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, qui se



Un hommage aux femmes tuées par leur compagnon ou leur ex sera rendu place Graslin.

Photo archives Presse Océan-Nathalie Bourreau

déroulent les 25 et 26 novembre à Nantes. Elle démontre l'ampleur du travail qui reste à accomplir pour que les violences faites aux femmes cessent. Sous toutes leurs formes : physiques, psychologiques, économiques, administratives, cyber...

Voilà pourquoi, cette année encore, le collectif « Droits des femmes de Nantes » appelle à « descendre dans la rue » vendredi, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La marche s'élancera du

miroir d'eau à 18 h 30 et rendra hommage, place Graslin, aux femmes tuées sous les coups de leur compagnon ou de leur ex (\*). « Elles sont 122 depuis le début de l'année en France. » Soit une tous les trois jours en moyenne. « Le rythme ne fléchit pas », s'indigne Claire Guillotel. L'égalité femmes-hommes avait pourtant été érigée au rang de grande cause du premier quinquennat Macron. « Une annonce pour capter l'électorat féminin, tacle la féministe. Quand on voit des ministres maintenus à leur poste malgré leurs casseroles en termes de sexisme... »

Claire Guillotel fait le parallèle « entre les combats féministe et écologiste : on a tout pour faire bouger les lignes mais les pouvoirs publics ne font pas le nécessaire ou avancent par

petits pas. On le constate aujourd'hui encore avec les réticences à inscrire le droit à l'avortement dans la constitution. Ce genre de signal négatif n'est plus possible. »

Elles a le travail mené « par la mairie ou le département notamment ». « Nantes se veut ville non-sexiste : c'est très bien, il faut se montrer ambitieux. Plus on le sera et plus on informera, on formera et on sera visibles. C'est possible si la ville de Nantes et nous, citoyennes et citoyens, sommes accompagnés par l'État. S'il n'y a pas de volonté à ce niveau-là, ça n'avancera pas. »

R.C.

(\* ) A St-Nazaire, une marche a lieu samedi à 15h, place des Droits de l'Homme.

## ORVAULT

### Journée de lutte contre les violences faites aux femmes

Ce vendredi 25 novembre, la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes sera l'occasion de nombreuses manifestations et événements. La Ville d'Orvault mettra en berne le drapeau de l'Hôtel de Ville. Un symbole fort et universel pour dire non aux violences faites aux femmes et rendre hommage aux victimes. Chaque année de 2011 à 2018, 213 000 femmes en moyenne ont été victimes de violences conjugales.

#### La Ville d'Orvault engagée contre les violences faites aux femmes

La collectivité participe actuellement à une réflexion afin d'organiser la mise à l'abri de femmes victimes de violences conjugales sur le territoire. Une collaboration avec les Villes de Couëron, La Chapelle-sur-Erdre, Saint-Herblain, Sautron ainsi que plusieurs Espaces Départementaux des Solidarités (EDS, Département Loire-Atlantique) et trois bailleurs sociaux (Atlantique Habitations, Harmonie Habitat et CDC Habitat), doit permettre de proposer des solutions de logement avec un accompagnement social.

Face au nombre croissant des faits de violence contre les femmes, phénomène qui s'est accru depuis le début de la crise sanitaire, la Ville d'Orvault a mené en janvier dernier, une opération de prévention originale, en partenariat avec les boulangeries de la commune. Initiée par le collectif #NousToutes, qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles, cette initiative consistait à diffuser très largement, sur les sacs emballant les baguettes de pain, un violentomètre, outil de prévention contre les violences conjugales. Une opération qui illustre la volonté politique forte de la majorité municipale sur ce sujet.

Comme de nombreuses associations et acteurs locaux, la Ville d'Orvault est mobilisée. Il sera notamment possible de participer à : une exposition «Tu joues pour faire genre», à l'accueil du centre socioculturel de la Bugallière du 16 novembre au 2 décembre. Un espace de jeux dédiés pour se jouer des clichés et lutter contre les discriminations lors de « Samedi de jouer » à La Bugallière – Samedi 26 et dimanche 27 novembre entre 15h et 19h.

Information : 02 40 63 44 45



Réservé  
aux abonnés

## Violences sexistes : « Tout le monde doit agir »

Présidente de l'association Resonantes, Diariata N'Diaye participe aux assises nationales de lutte contre les violences sexistes qui s'ouvrent ce vendredi 25 novembre à Nantes. Interview.

Presse Océan

Rémi Certain

Publié le 24/11/2022 à 19h10

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Diariata N'Diaye a fondé l'application gratuite App-Elles, qui permet de lancer des SOS discrets et efficaces. | PHOTO ARCHIVES PRESSE Océan-NATHALIE BOURREAU

**Presse Océan : Vous ouvrez les assises nationales, à quoi doit-on s'attendre ?**

**Diariata N'Diaye :** « Je serai avec Anne Bouillon. Elle est avocate, je suis artiste engagée. Elle interviendra sous forme de plaidoyer, moi sous forme de slam. Nous avons des parcours et des profils totalement différents et ce qui nous rassemble, c'est notre lutte contre les violences faites aux femmes. Notre présence complémentaire démontre bien que tout le monde a sa place dans cette lutte et doit s'en saisir. [C'est l'idée de cet événement.](#) »

**D'autant que personne n'est à l'abri de ces violences...**

« S'il existe un domaine dans lequel il y a de l'égalité, c'est bien la question des violences : elles font des victimes dans tous les milieux et sur tout le territoire. Un viol ou une tentative a lieu toutes les six minutes en France. Pour faire baisser ce chiffre, il faut du temps et des moyens financiers. À Nantes, on travaille depuis presque un an avec la ville et le CSU (NDLR : centre de supervision urbain) au sujet de la redirection des alertes via notre application App-Elles. Il reste tellement à faire qu'on n'évitera jamais les critiques. »

## Nantes ville non-sexiste d'ici 2030, un vœu pieux ?

« C'est d'abord une direction et il est important de savoir où on veut aller. C'est aussi un vrai positionnement, clair et engageant : quand on veut devenir la première ville non-sexiste de France, cela veut dire qu'on se tient prêt à rendre des comptes et à se bouger. Je suis installée à Nantes depuis 2015 et je suis fière que les premières assises nationales s'y déroulent. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant : on a Citad'elles, née d'une véritable volonté politique.



On a aussi Resonantes, un lieu gratuit de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles, à destination des plus jeunes. Ça n'existe nulle part ailleurs. »

## Quelles sont ses missions ?

« Nous faisons de la prévention auprès des 15-24 ans, notre public cible. Nous intervenons beaucoup en milieu scolaire, au lycée majoritairement. Mais nous mettons également nos supports (spectacles de slam, ateliers d'écriture, projections débats) à destination des profs, des éducateurs sportifs, des assos que l'on forme gratuitement dans nos locaux. Nous assurons également un rôle de première écoute des victimes, que nous accompagnons vers les associations qui peuvent les aider. »

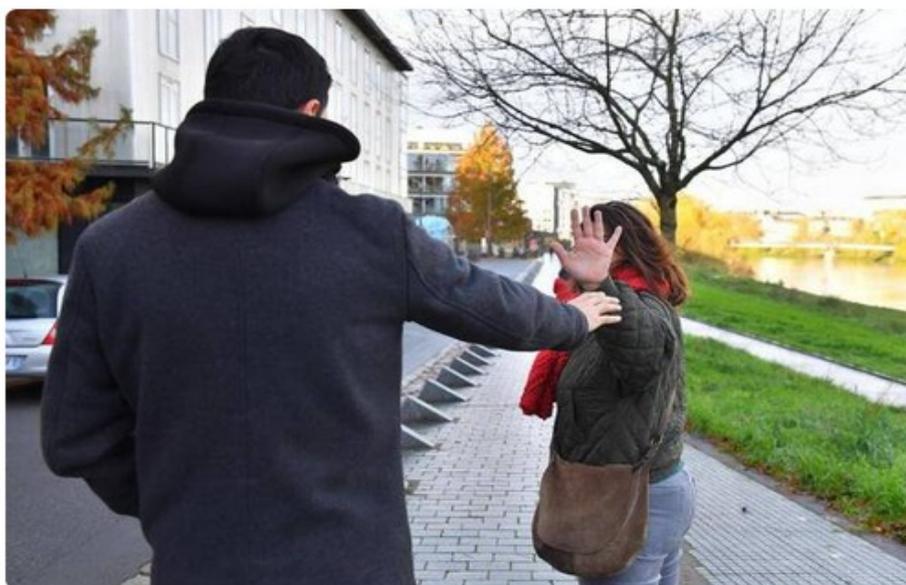
## Un mot sur vos outils numériques.

« Sur notre site internet, une cartographie internationale recense plus de 10 000 structures : commissariats, hôpitaux, maisons des adolescents, assos d'aide aux victimes... Cet outil est également disponible via l'application App-Elles qui permet d'alerter en cas de difficulté ou de façon préventive, dans l'espace public ou privé.



Quand elle est enclenchée, cette alerte permet d'être en contact avec trois personnes de confiance qui entendent en direct ce qui se passe et ont votre position GPS en temps réel. Elles ont ainsi des informations très précises pour organiser les secours si besoin. Enregistrée automatiquement, cette alerte peut constituer un dossier de preuves et peut être redirigée vers les services de sécurité les plus proches. Traduite en six langues, l'appli compte 80 000 utilisateurs. »

## Debout face au harcèlement de rue



Depuis juillet 2018, la loi punit le fait d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui porte atteinte à sa dignité ou l'expose à une situation pénible. | PHOTO PO-NB

Outrage sexiste. Conférences, tables rondes et ateliers se succèdent pendant deux jours à la cité des congrès de Nantes autour d'intervenants de renom : Najat Vallaud-Belkacem, Édouard Durand, Caroline De Haas... L'événement affiche complet. Pour autant, les plénières seront retransmises [sur le site internet des assises](#). Présente parmi une vingtaine d'associations, Resonantes y proposera un programme de formation baptisé Stand Up, développé pour apprendre à réagir et à intervenir, en sécurité, dans les situations de harcèlement dans l'espace public. Depuis juillet 2018, la loi punit le fait d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui porte atteinte à sa dignité ou l'expose à une situation pénible.

## Violences faites aux femmes. Ateliers, conférences, spectacles : les premières Assises nationales contre les violences sexistes se tiennent à Nantes

Publié le 25/11/2022 à 18h54

Écrit par Camille Aguilé



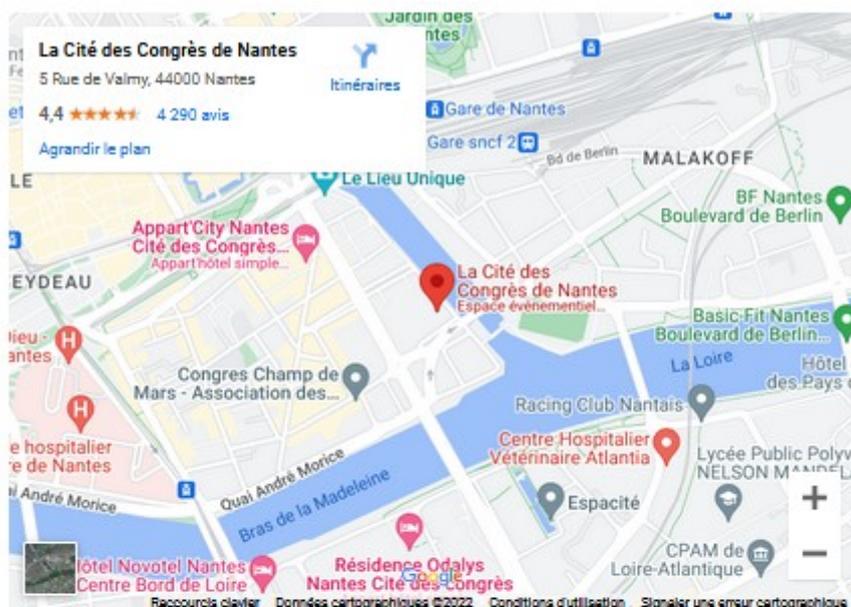
Les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes prennent place à la cité des congrès de Nantes les 25 et 26 novembre 2022. © France Télévisions / Olivier Quentin

## La Cité des Congrès de Nantes accueille les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes les 25 et 26 novembre 2022. Un événement organisé par la ville et Nantes Métropole pour offrir un espace de parole et faire émerger des solutions.

*"Face aux violences sexistes, ouvrons la voix"* : les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes ont commencé ce vendredi 25 novembre à Nantes. Une date qui coïncide avec la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

72 experts, élus, personnalités engagées, et associations participent à cet événement pour *"éveiller les consciences sur la réalité des violences faites aux femmes, et sur le lien entre ces violences et le sexisme"*.

Ces Assises sont organisées pour la toute première fois par la ville de Nantes et Nantes Métropole. Elles se déroulent à la cité des congrès jusqu'au samedi 26 et sont retransmises en direct en ligne sur le site web dédié.



## "S'informer, se mobiliser, se rencontrer"

Conférences, tables rondes, ateliers et stands d'information sont au programme de ces deux jours.

Plusieurs thèmes sont évoqués, de l'éducation sans préjugés sexistes au consentement, en passant par l'égalité professionnelle et la lutte contre le cybersexisme.

Les violences faites aux femmes sont aussi abordées sous différents aspects, notamment celui de la prise en charge des victimes par la police et la justice.



Un spectacle et une séance de cinéma sont également prévus. Au-delà de respirations artistiques, ces animations contribuent à montrer le rôle de la culture dans la déconstruction des stéréotypes de genre qui alimentent les violences sexistes.

Ces différents leviers regroupés au sein d'un même événement visent à sensibiliser le public, à créer des liens entre les acteurs et actrices de la lutte contre le sexisme, et à concevoir collectivement des solutions concrètes pour y remédier sur le long-terme.

## Des intervenants et intervenantes divers et variés

Les 72 personnes invités à prendre la parole lors de l'évènement sont issus de nombreux domaines professionnels et associatifs. Avocate, enseignante-chercheuse, juge pour enfant, art-thérapeute, slameuse, ex-ministre...





Assises de Lutte Contre les Violences Sexistes

@AssisesLcvs · [Follow](#)

« 1 milliard d'euros demandés à l'Etat pour lutter contre les violences sexistes, c'est légitime ! On en a besoin pour les assos, les hébergements d'urgence, le soutien juridique... » [@najatvb](#)



2:37 PM · Nov 25, 2022



3 [Reply](#) [Copy link to Tweet](#)

[Read 1 reply](#)

France 3 Pays de la Loire a reçu Lauren Bastide, journaliste et autrice féministe. Elle intervient le samedi 26 novembre aux Assises dans le cadre d'une conversation collective.

Le sujet : obtenir réparation après un viol. Une idée que l'autrice développe parmi d'autres dans son essai sorti récemment : *Futur-es. Comment le féminisme peut sauver le monde.*

**Je voulais rappeler que le féminisme propose aussi des solutions qui concernent les hommes, les personnes de tous les âges et de toutes les classes, la justice, le travail, la famille,...Tous les pans de la vie.**

***Lauren Bastide***

Journaliste et autrice de *Futures*. Comment le féminisme peut sauver le monde

L'ouvrage guide le lecteur à travers une analyse de la littérature féministe et défend l'intérêt de ce mouvement de pensée pour se défaire des stéréotypes sexistes, tout aussi contraignants pour les femmes que pour les hommes.

*"La masculinité est aussi une construction culturelle et sociale. On a toutes et tous à gagner à réfléchir à la façon dont les hommes sont éduqués et se comportent dans la société", avance Lauren Bastide.*

*"Au fur et à mesure qu'on déconstruira les stéréotypes de genre, on arrivera peu à peu à une société plus égalitaire, où les femmes sont moins victimes de violence et où les hommes sont moins violents", poursuit-elle.*

## **Objectif "première ville non sexiste de France"**

Les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes résonnent avec la promesse de campagne de Johanna Rolland en 2020. Deux ans plus tard, faire de Nantes une ville non sexiste à horizon 2030 reste un pari ambitieux.

Les violences faites aux femmes ont bondi lors de la crise sanitaire. Au niveau national, une femme sur dix déclare avoir été victime de violences conjugales pendant le confinement selon une étude Ifop pour la Fédération nationale Solidarité Femmes. Des violences qui ont commencé à cette période pour 30% d'entre elles.

À l'échelle régionale, environ 27 000 femmes victimes de violences ont été enregistrées en 2021 par l'Observatoire des violences faites aux femmes de l'Union régionale Solidarité Femmes. Un chiffre en constante augmentation depuis 2018.

## **Vers qui se tourner dans la régions en cas de violences subies ?**

En plus du numéro d'écoute national (le 3919) et des services de police et de gendarmerie, il existe de nombreuses associations qui accueillent, écoutent, conseillent et accompagnent les femmes victimes de violences en Pays de la Loire.

En voici quelque unes, par département :

### **Mayenne**

- [La Citad'elle - Revivre 53](#)
- [CIDFF de Mayenne](#)
- [Victimes et prévention pénale 53](#)

## Vendée

- [SOS Femmes Vendée](#)
- [CIDFF 85](#)
- [Planning Familial 85](#)
- [France Victimes 85](#)

## Sarthe

- [Solidarité Femmes 72](#)
- [CIDFF 72](#)
- [Planning Familial 72/53](#)
- [France Victimes 72](#)

## Loire-Atlantique

- [Solidarité Femmes Loire-Atlantique](#)
- [CIDFF 44](#)
- [France Victime 44 Saint-Nazaire](#)
- [Planning Familial 44](#)

## Maine-et-Loire

- [Solidarité Femmes 49](#)
- [CIDFF 49](#)
- [Planning Familial 49](#)
- [France Victimes 49](#)
- [AAVAS \(pour les victimes d'abus sexuels\)](#)

## POINT DE VUE. En finir avec les violences sexuelles et sexistes

Alors que Nantes accueille, les 25 et 26 novembre 2022, les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, sa maire, Johanna Rolland explique ce qui fonde l'engagement de la collectivité locale dans ce domaine.

Ouest-France  
Johanna ROLLAND (\*).  
Publié le 25/11/2022 à 07h14

Journal numérique



ÉCOUTER



LIRE PLUS TARD



PARTAGER



NEWSLETTER LA MATINALE



A Nantes, la structure Citad'Elles, permet l'accueil des femmes victimes de violences. | ARCHIVES OUEST-FRANCE/ FRANCK DUBRAY.

Aujourd'hui, en France, on meurt encore d'être une femme. Tous les deux jours et demi, une femme est tuée par son conjoint ou son ex. Tous les jours, des femmes sont sifflées, insultées, violées. Au travail, elles gagnent 15,8 % de moins que les hommes. Le constat est clair : les femmes sont soumises à des violences et des discriminations parce qu'elles sont des femmes. C'est insupportable.

Cet enjeu est politique. Ces violences ne sont pas uniquement des drames privés mais trouvent leurs racines dans une histoire et une société qui, pendant des siècles, ont invisibilisé et réifié les femmes pour faire d'elles un sexe faible dépourvu de désir, privé de liberté.

Pourtant, depuis toujours, des femmes s'élèvent pour défendre leur cause. Aujourd'hui encore, elles sont fortes, elles sont fières. Celles qui disent #MeToo, celles qui collent des affiches dans la rue, celles qui s'engagent dans des associations, celles aussi qui n'ont pas le temps à cause de la charge mentale qu'elles portent au quotidien. Toutes ces femmes ont besoin que la politique leur donne les moyens de briser les plafonds de verre, de détruire la gangue de sexisme, d'en finir, enfin, vraiment, avec le fléau des violences sexistes et sexuelles.

En 2017, le Président de la République a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause du quinquennat. Cinq ans plus tard, le voilà qui renouvelle cet engagement parce que force est de constater que la situation n'a pas beaucoup évolué. Ces violences sexistes et sexuelles ne sont pourtant pas une fatalité.

Mais pour y mettre fin, il nous faut nous donner les moyens de les combattre. C'est la raison pour laquelle Nantes s'engage avec force et détermination pour réaliser cette ambition d'être la première ville non sexiste de France, d'ici 2030. Cet engagement s'est notamment concrétisé en 2019 avec la création de Citad'elles, centre unique en France de soutien et d'accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants, ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, où les femmes peuvent échanger avec des psychologues, déposer plainte, voir une sage-femme ou simplement se reposer.

## « Nous nous engageons »

Lutter contre ces inégalités, c'est également penser l'ensemble de nos politiques publiques à travers le prisme de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est fini le temps où cette question n'était qu'une simple variable d'ajustement.

Nantes n'est pas seule dans ce combat. Les collectivités sont nombreuses à le partager. Tout comme les associations qui s'engagent au quotidien. Nous avons voulu rassembler ces actrices et ces acteurs et faire de la date symbolique du 25 novembre un rendez-vous destiné à faire changer les choses. C'est pourquoi nous accueillons pendant deux jours les premières assises nationales contre les violences sexistes.

Nous nous engageons, mais nous avons besoin du soutien de l'État et qu'il s'engage lui aussi à la hauteur de l'enjeu pour lutter contre le caractère systémique des violences, notamment grâce à l'éducation des enfants et des jeunes, la formation des professionnels, la sensibilisation, l'accompagnement des femmes victimes, le soutien financier aux structures et aux associations. Pour cela, nous demandons un budget annuel d'un milliard d'euros.

S'engager et en appeler à des engagements de l'État, c'est l'objectif de ces assises et du Manifeste que nous signons avec de nombreuses et nombreux femmes et hommes, élus dans toute la France et de différentes sensibilités politiques. Pour enfin atteindre l'égalité réelle.



Johanna Rolland, maire (PS de Nantes) | NANTES MÉTROPOLE/ BAPTISTE ROMAN.

*(\*) Maire (PS) de Nantes.*



Réservé  
aux abonnés

## Violences faites aux femmes : une marche organisée vendredi dans le centre-ville de Nantes

Le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, est marqué à Nantes par l'ouverture des assises nationales de lutte contre les violences sexistes et une marche dans le centre-ville.

Presse Océan

R.C.

Publié le 25/11/2022 à 07h30

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Le collectif « Droits des femmes de Nantes » appelle à « descendre dans la rue » vendredi, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.. | PHOTO ARCHIVES PRESSE Océan-NATHALIE BOURREAU

**« Comment peut-on se construire une vie pleine, quand 66 % des jeunes filles ne se sentent pas en sécurité dans l'espace public, quand 26 % d'entre elles disent avoir connu des violences dans leur vie amoureuse ou quand 47 % indiquent avoir déjà eu une relation sexuelle sans en avoir envie ? »**

Trésorière de l'Espace Simone-de-Beauvoir, Claire Guillotel cite des résultats d'une enquête menée entre décembre 2020 et mai 2021, auprès de 814 filles âgées de 13 à 20 ans, en Loire-Atlantique et en Vendée. Cette étude portée par la Nantaise Alexandra Benhamou et le collectif LadydeNantes, a donné lieu à une exposition et à une pièce de théâtre présentées dans le cadre des [premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, qui se déroulent les 25 et 26 novembre à la cité des congrès de Nantes.](#)



Elle démontre l'ampleur du travail qui reste à accomplir pour que les violences faites aux femmes cessent. Sous toutes leurs formes : physiques, psychologiques, économiques, administratives, cyber... Voilà pourquoi, cette année encore, le collectif « Droits des femmes de Nantes » appelle à « **descendre dans la rue** » vendredi, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

## Départ du miroir d'eau

La marche s'élancera du miroir d'eau à 18 h 30 et rendra hommage, place Graslin, aux femmes tuées sous les coups de leur compagnon ou de leur ex. « **Elles sont 122 depuis le début de l'année en France.** » Soit une tous les trois jours en moyenne.

« **Le rythme ne fléchit pas** », s'indigne Claire Guillotel. L'égalité femmes-hommes avait pourtant été érigée au rang de grande cause du premier quinquennat Macron. « **Une annonce pour capter l'électorat féminin, tacle la féministe. Quand on voit des ministres maintenus à leur poste malgré leurs casseroles en termes de sexisme...** »

Claire Guillotel fait le parallèle « entre le combat féministe et le combat écologiste : on a tout pour faire bouger les lignes mais les pouvoirs publics ne font pas le nécessaire ou avancent par petits pas. On le constate aujourd'hui encore avec les réticences à inscrire le droit à l'avortement dans la constitution. Ce genre de signal négatif n'est plus possible. »

Elle salue le travail mené localement, « par la mairie ou le département notamment ». « Nantes se veut ville non-sexiste : c'est très bien, il faut se montrer ambitieux. Plus on le sera et plus on informera, on formera et on sera visibles. C'est possible si la ville de Nantes et nous, citoyennes et citoyens, nous sommes accompagnés par l'État. S'il n'y a pas de volonté à ce niveau-là, ça n'avancera pas. »



Réservé  
aux abonnés

## Violences conjugales : « Il faut vingt ans pour qu'un enfant se reconstruise »

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes se tiennent à Nantes, ce vendredi 25 et samedi 26 novembre. Yasmina Cappato, conférencière et autrice, animait jeudi 17 novembre, un atelier sur les effets des violences conjugales sur les enfants.

Ouest-France  
Stéphanie BAZYLAK  
Publié le 25/11/2022 à 07h30

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Yasmina Cappato est conférencière et autrice. Elle animait jeudi 17 novembre, un atelier sur les effets des violences conjugales sur les enfants. | OUEST-FRANCE

Yasmina Cappato, 56 ans, mère de sept enfants âgés de 18 à 34 ans, a été victime de violences conjugales pendant dix-sept ans. Présidente de [l'association Vivre libre 44](#), elle est conférencière et autrice d'un mémoire sur les effets des violences conjugales sur les enfants. Elle sera présente aux premières [assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#), ce vendredi 25 et samedi 26 novembre, à Nantes

### 17 ans de violences conjugales

« J'ai vécu dix-sept ans de violences conjugales, il m'a fallu dix ans pour mettre un mot dessus. La violence commence toujours de façon insidieuse, au début on trouve des excuses, pour avoir mal posé le sel sur la table, mal cuit un plat. Moi en plus, j'avais connu les violences conjugales enfant, j'avais une vision idéalisée de la famille que je voulais construire, je voulais tellement que ça ressemble à cette image. On est dans une telle recherche d'être aimé qu'on commence à accepter des choses. »

## Les étapes de la prise de conscience

« Une fois qu'on s'est faite à l'idée que ce que l'on vit, ce sont peut-être des violences conjugales, il faut ensuite l'accepter. Vient ensuite la phase de déculpabilisation et enfin l'action. Quatre phases incontournables avant de pouvoir commencer à se reconstruire. Et c'est long ! Pour une femme victime de violences conjugales, il faut au minimum trois ans. Pour un enfant, c'est vingt à vingt-cinq ans. »

## Culpabilité partagée

« Quand on subit les violences, on se sent très coupable de ce que ses enfants sont en train de vivre. Le sentiment de culpabilité est aussi très fort chez eux, y compris quand les parents se séparent parce que certains pensent que c'est à cause d'eux si ça arrive. Il y a aussi la culpabilité de ne pas soutenir sa maman ou ses frères et sœurs. Il est important de verbaliser pour les aider à comprendre qu'ils n'y sont pour rien. »

## Mémoire traumatique

« Parmi les enfants touchés par les violences conjugales, 33 % ont moins de six ans. Or, c'est entre zéro et six ans que la mémoire traumatique est la plus importante, cela signifie que les violences sont ancrées. Il faudrait que les enfants aient une prise en charge immédiate et pour toute la vie par rapport au traumatisme qu'ils ont vécu. On a mis très longtemps avant de réaliser les effets des violences conjugales sur les enfants, ils sont pourtant bien des victimes eux aussi <sup>(1)</sup>. Les Canadiens ont été les premiers à sortir des rapports très pointus sur la question, nous avons beaucoup plus de retard. »

## Des conséquences à long terme

« J'ai sept enfants, aujourd'hui âgés de 18 à 34 ans, et je suis inquiète pour chacun d'eux. On passe à côté de plein de choses quand ils sont enfants, c'est adulte qu'on réalise. Mon dernier avait 18 mois quand j'ai réussi à partir. Un autre de mes fils avait 4 ans et je me suis rendu compte après coup que je ne lui ai jamais expliqué, je l'avais zappé. On se dit que les enfants vont s'adapter, c'est faux. »

## Insécurité à la maison

« Un enfant a un besoin très important de se sentir en sécurité dans sa maison. Or, lorsqu'il y a des violences conjugales, c'est l'endroit où il est le moins en sécurité. À 4 ans, la plus jeune de mes filles venait à côté de mon lit la nuit me chuchoter : « **T'inquiète pas maman, je surveille papa.** » Les violences entraînent beaucoup de problèmes de sommeil parce que les enfants sont en vigilance permanente, jour et nuit. »

## S'enfuir

« Un jour, j'ai réussi à aller chez SOS Femmes. On m'a fait comprendre que loger sept enfants allait être compliqué. On m'a alors proposé de placer les trois grands et de garder les quatre petits avec moi. C'était non bien sûr ! Le souci, c'est qu'on est en état de survie. On a le cerveau tellement accaparé à protéger, au quotidien, soi-même et ses enfants, qu'on n'arrive plus à réfléchir pour trouver des aides, un logement, etc. Les femmes qui partent avec leurs enfants sont en grande précarité, ce qui n'aide pas à oser sauter le pas. »

## Proximité

« Pousser la porte de la police, de la gendarmerie ou de Citadelles est souvent effrayant. Il y a toujours la crainte d'être vue dans ces lieux identifiés et que le mari violent ne l'apprenne. C'est plus facile d'aller dans une association de quartier pour tout autre chose et appeler à l'aide plus discrètement. Les relais de proximité sont essentiels. »

(1) Depuis le 24 novembre 2021, les enfants exposés aux violences conjugales ont le statut de victimes devant la justice.

En France, environ 143 000 enfants vivent dans un foyer où une femme a déclaré des formes de violences physiques et/ou sexuelles (90 % des victimes déclarées sont des femmes)

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées par Nantes et Nantes Métropole, se tiennent à la Cité des congrès de Nantes, ce vendredi 25 novembre, pour les professionnels, et samedi 26 novembre, à destination du public.



Réservé  
aux abonnés

## « Les victimes d'agressions sexuelles sont des survivantes » insiste l'ex-patineuse Sarah Abitbol

Elle est devenue, sans le vouloir, le symbole du #MeToo dans le sport. En accusant un entraîneur de l'avoir violée, enfant, à Nantes (Loire-Atlantique), de 1990 à 1992, dans un livre, *Un si long silence*, l'ex-patineuse Sarah Abitbol a brisé l'omerta dans le sport, déclenchant des dizaines de témoignages. Samedi 26 novembre, elle revient à Nantes, pour les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes.

Ouest-France  
Recueilli par Alexandre MAZEL.  
Publié le 25/11/2022 à 08h33

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Du 17 au 19 mars 2023, Sarah Abitbol sera, au Zénith de Nantes, la tête d'affiche de la nouvelle tournée *Holiday on Ice*. Elle y présentera une chorégraphie en forme de « message d'espoir » pour les victimes de violences sexuelles. | ARCHIVES AGLAÉ BORY

Elle est devenue, sans le vouloir, le symbole du #MeToo dans le sport. En accusant un entraîneur de l'avoir violée, enfant, à Nantes (Loire-Atlantique), de 1990 à 1992, dans un livre, « *Un si long silence* », co-écrit avec Emmanuelle Anizon, journaliste à *l'Obs*, l'ex-patineuse Sarah Abitbol a brisé l'omerta dans le sport, déclenchant des dizaines de témoignages, dans de nombreuses disciplines. « Nous avons besoin de cette parole, entendue, connue, forte, pour que la parole d'autres victimes se libère », affirmait Roxana Maracineanu, alors ministre des Sports, dans le documentaire tiré du livre éponyme, diffusé sur *France 2*, le 11 mai 2022.

Sarah Abitbol accuse son ex-entraîneur au club des Français volants, Gilles Beyer, de l'avoir violée à plusieurs reprises, « dans mon lit pendant les stages, dans des parkings, des vestiaires... Dans tous les coins de la patinoire dont je ne soupçonnais pas l'existence », détaille-t-elle dans son livre. Gilles Beyer a été mis en examen pour « agressions sexuelles » et « harcèlement sexuel » et placé sous contrôle judiciaire, le 8 janvier 2021, mais les faits dont l'accuse la Nantaise sont prescrits.

Samedi 26 novembre 2022, elle revient à Nantes, pour les [premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#), à la Cité des congrès. Elle se confie à quelques heures de l'ouverture.

**Sarah Abitbol, cela fait presque trois ans que vous avez brisé le silence en accusant un entraîneur de vous avoir violée, enfant, à Nantes, de 1990 à 1992. Avez-vous le sentiment que les choses ont changé ?**

Oui. Les athlètes osent parler, désormais. On recense 900 cas ou affaires de violences sexuelles, dans plus de cinquante fédérations sportives : 90 % concernent des faits à connotation sexuelle, et des femmes. Une cellule de crise a été mise en place au ministère des Sports. Elle a des appels tous les jours, malheureusement.

Le documentaire, *Un si long silence*, adapté de mon livre, diffusé sur France 2 le 11 mai 2022, a contribué à libérer encore la parole [il a été vu par 2,34 millions de téléspectateurs]. La parole libère la parole, et c'est très important. Ça permet de sauver des vies. Il ne faut pas rester dans le silence, comme je l'ai fait pendant trente ans. J'étais dans l'anti-vie. Je ne veux pas que d'autres victimes vivent ça.

**LIRE AUSSI. [« Un si long silence ». Sarah Abitbol et toutes les autres, de la honte à la parole libérée](#)**

**Certaines athlètes, comme Amélie Quéguiner, ancienne cavalière, disent ne « plus avoir honte », grâce à vous...**

Il y en a beaucoup dans son cas. J'ai reçu des milliers des messages. Cet été, une jeune escrimeuse et patineuse était présente à mon stage (de patinage). Un jour, elle vient me voir et me dit, « Sarah, il faut que je te parle... » J'ai tout de suite compris, évidemment. Elle a suivi mes conseils, a écrit au ministère des Sports. Et hier (mardi 22 novembre), elle m'a prévenue que l'entraîneur a été radié définitivement. Et la fédération française d'escrime se porte partie civile... Tu te dis alors que tu as eu raison d'oser en parler. Beaucoup de langues se délient grâce à ça.

**Avez-vous conscience de l'impact de votre parole ?**

Après la sortie du livre, j'étais tellement prise par le tourbillon médiatique que je ne m'en rendais pas compte. Mais je réalise avec le recul. Lorsqu'on m'arrête dans la rue pour me dire que je suis une héroïne... J'entends beaucoup de monde affirmer, « il y aura un avant Sarah Abitbol, et un après ».

Je pense qu'on a tous une mission sur terre. La mienne, c'était peut-être de sauver des femmes et des hommes victimes de violences. Évidemment, j'aurais préféré ne pas passer par cette période de souffrance. J'essaie de faire de ce malheur une force.

**LIRE AUSSI. ENTRETIEN. La patineuse Sarah Abitbol, qui accuse son entraîneur de viol, veut que « la honte change de camp »**

**La honte a-t-elle vraiment changé de camp ?**

Oui, je le pense sincèrement. Beaucoup de victimes se sont identifiées à moi, en se disant, « si elle a réussi à parler et qu'elle n'a plus honte, je peux y arriver aussi. » On le garde souvent pour soi, longtemps, en se disant, « c'est de ma faute, pourquoi je n'ai pas crié ? Prévenu ? Pourquoi je n'en ai parlé ? »

**Si vous étiez une jeune patineuse aujourd'hui, seriez-vous plus en sécurité qu'à votre époque ?**

C'est toujours difficile de se dire qu'on est à l'abri. Le risque zéro n'existe pas. Mais il y a une vraie prise de conscience générale. C'est devenu plus difficile, aujourd'hui, de faire du mal à un enfant en tant qu'entraîneur, après tout ce qui s'est passé. Il y a beaucoup plus d'outils dans les installations sportives pour que ça n'arrive pas.

Mais il y a encore beaucoup de travail. En tant que victime, je ne pense pas que j'aurais appelé le 119 ou un autre numéro d'appel d'urgence. En revanche, si une athlète était venue dans le club avec un beau message d'espoir, en disant « il m'est arrivé ça, mais on peut s'en sortir », je serais peut-être allée la voir pour lui raconter ce que j'ai subi. Ce sont ces messages d'espoirs que j'essaie justement de véhiculer à la rencontre de jeunes athlètes. Et dans tous les sports, pas seulement dans le patinage.



Sarah Abitbol, lors des championnats d'Europe de patinage artistique, en janvier 2001, à Bratislava. Associée à Stéphane Bernardis, elle avait ramené la médaille de bronze. | AFP/OLIVIER MORIN

**Lorsque votre livre est sorti, vous disiez vouloir guérir. Cela vous a-t-il aidé ?**

Oui (elle insiste). Le fait d'avoir posé le mot viol dans ce livre, d'avoir pu le dire pour la première fois à Emmanuelle (Anizon, journaliste à *l'Obs*, co-auteurice de ce livre), parce qu'il fallait que ça sorte, fait que, petit à petit, je me sens mieux. C'est une renaissance.

Je dévore la vie petit à petit. Il y a encore des choses difficiles pour moi, mais je progresse. Je ne me sens plus dans la honte et la culpabilité.

**Vous avez raconté récemment avoir pris un train seule pour la première fois il y a seulement deux mois...**

C'était à Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie). J'avais mon chien avec moi, ce qui m'a beaucoup rassurée. Je n'en menais pas large, je l'avoue, mais j'ai réussi à le faire, je n'avais pas trop d'angoisses. J'ai encore du mal à voyager seule aujourd'hui. La dernière fois, je me suis fait accompagner pour assister à une conférence à Toulon.

**« Nous, les victimes, on vivra toute notre vie avec ça dans le corps. Et lui, il est encore dehors »**

**Peut-on vraiment guérir un jour d'un tel traumatisme ?**

Je pense qu'on n'oublie jamais. On est des survivantes, on va mieux, mais je ne pense pas qu'on puisse être à 100 %. Il y a toujours quelque chose qui peut nous le rappeler. Une odeur, un endroit, une musique... C'est quelque chose qu'on porte toute notre vie. Le corps a parlé en premier, et c'est ça le plus difficile à guérir.

**Votre ex-entraîneur, Gilles Beyer, n'a toujours pas été jugé, près de deux ans après sa mise en examen. Qu'est-ce que ça vous inspire ?**

C'est... (elle cherche ses mots). C'est beaucoup trop lent. Un juge d'instruction a été nommé, mais il est parti en retraite. Le dossier est donc reparti vers un autre juge. Et on n'a pas de nouvelles. Nous, les victimes (elles sont trois, dont l'ex-patineuse Hélène Godard), on vivra toute notre vie avec ça dans le corps. Et lui, il est encore dehors. Il n'est plus en place dans le patinage artistique, heureusement, il a été radié définitivement.

Je connais une victime dont les faits sont non-prescrits, mais elle n'arrive pas à parler, ce que je peux comprendre. Il m'a fallu trente ans... Si elle y parvenait, la prescription « glissante » passerait, et ça pourrait accélérer le dossier.

**LIRE AUSSI. L'ex-entraîneur de Sarah Abitbol concède avoir eu des relations « intimes inappropriées »**

**Votre ex-entraîneur s'est-il excusé un jour ? A-t-il reconnu les faits ?**

Il s'est excusé la première fois qu'il en a parlé, il y a deux ans. Ce fut la seule fois.

**Vous luttez pour que les crimes sexuels sur mineurs soient imprescriptibles. Pourquoi est-ce si important ?**

On souffre d'amnésie traumatique : le cerveau met ça de côté pour protéger l'enfant de cette chose horrible. Sinon, il peut en mourir <sup>(1)</sup>. Et lorsqu'on se réveille, il est trop tard, à cause de cette prescription. C'est pour ça que je me bats, pour que les agresseurs puissent être punis. Je travaille actuellement avec des sénateurs et des députés pour écrire une proposition de loi, entourée d'avocats. Mais je ne pense pas qu'elle sera rétroactive si elle passe un jour.

**Malgré plusieurs propositions de loi, ce n'est toujours pas en vigueur...**

On est plusieurs associations à se battre pour ça. Moi, je ne vais rien lâcher. Peut-être que ça passera à force de pousser encore et encore. C'est passé dans d'autres pays, en Angleterre ou en Californie (aux États-Unis). Il n'y a pas de raison que ça ne se fasse pas. Rien n'est impossible.

<sup>(1)</sup> Dans un entretien à *Ouest-France*, le 31 janvier 2020, Sarah Abitbol avait expliqué avoir oublié ses agressions sexuelles pendant douze ans.

Les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes s'ouvrent à la Cité des congrès de Nantes (Loire-Atlantique), vendredi 25 novembre 2022, pour deux jours. La première journée sera réservée aux professionnels, le grand public étant convié samedi 26 novembre. Mais l'ensemble des débats pourront être suivis en streaming, gratuitement, sur inscription. Une centaine d'intervenants se succéderont, dont Édouard Durand, juge des enfants et coprésident de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise) et la Nantaise Anne Bouillon, avocate spécialisée en droit des femmes. Programme complet sur [assises-violences-sexistes.fr](https://assises-violences-sexistes.fr). Entrée libre.



Réservé  
aux abonnés

## Violences conjugales : après la plainte, que se passe-t-il ?

À Nantes, police et gendarmerie ont créé des équipes dédiées pour lutter contre les violences conjugales. Avec à chaque fois la même priorité : agir vite pour protéger les victimes.

Ouest-France  
Stéphanie BAZYLAK.  
Publié le 25/11/2022 à 09h01

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



L'adjudant-chef Arnaud Felin qui dirige la Maison de protection des familles en Loire-Atlantique. | OUEST-FRANCE

Le gouvernement a fait des violences conjugales une priorité nationale à l'occasion du [Grenelle qui leur était consacré en 2019](#).

En 2020, une [brigade de lutte contre les violences conjugales](#) a été créée au commissariat central de Nantes. Elle compte aujourd'hui six enquêteurs « **qui traitent les situations les plus urgentes et les plus graves** », rappelle Mathilde Lechaue, commissaire divisionnaire.

En 2021, la gendarmerie nationale a créé en Loire-Atlantique la [Maison de protection des familles](#). Elle compte sept gendarmes, sous la direction de l'adjudant-chef Arnaud Felin, que nous avons interrogé (1).

### Le dépôt de plainte est-il obligatoire pour qu'il y ait une action judiciaire ?

Ce n'est pas la plainte qui conditionne l'ouverture d'une procédure, on peut faire sans. Le parquet est informé dès lors que nous constatons les faits lors d'une intervention au domicile par exemple ou bien après avoir entendu une victime sur ce qu'elle vit, même si elle ne veut pas porter plainte.

## **Le conjoint violent est-il systématiquement convoqué et placé en garde à vue ?**

Lorsque la victime vient spontanément, le conjoint n'est pas systématiquement convoqué immédiatement. On évalue le danger à l'aide d'une grille spécifique, commune à la police et à la gendarmerie. Le conjoint est convoqué après enquête, prioritaire sur toutes les autres. Si les faits sont constatés à l'occasion d'une intervention au domicile, l'action sera immédiate en revanche.

## **À la sortie de garde à vue, le danger est-il plus grand pour les victimes ?**

La réponse pénale s'adapte à chaque situation. Le conjoint peut être placé sous contrôle judiciaire avec interdiction d'entrer en contact avec la victime en attendant le jugement. Il y a aussi le dispositif du « téléphone grave danger » (permettant de joindre un service de téléassistance accessible 7 jours/7 et 24 heures/24). Et on double toujours nos actions avec les associations et les intervenants sociaux qui accompagnent les victimes dans les commissariats et les gendarmeries.

*(1) La police et la gendarmerie partageront un stand d'information à destination du grand public, samedi 26 novembre, à la cité des congrès de Nantes, à l'occasion des assises nationales de lutte contre les violences sexistes .*



## VIDÉO. Johanna Rolland lance un manifeste pour ouvrir des lieux d'accueil des femmes partout en France

Ouest-France

Vanessa RIPOCHE VASSE

Publié le 25/11/2022 à 13h42

À l'occasion des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à Nantes, la mairie a lancé un manifeste signé par vingt-six collectivités. Ce manifeste engage les villes et territoires à ouvrir un lieu d'accueil des femmes comme Citad'elles, à former le personnel de la police municipale, à désigner un élu référent, etc.

### 1 milliard d'euros

Ce manifeste demande un engagement fort de l'Etat avec la somme de 1 milliard d'euros à mettre sur la table. Johanna Rolland l'a annoncé ce vendredi 25 novembre aux côtés de Mathieu Klein, maire de Nancy et de Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Parmi les maires signataires du manifeste, il y a les maires de Paris, Lyon, Reims, Rennes, Angers, Saint-Nazaire, Strasbourg, Poitiers, Rouen etc.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/video-johanna-rolland-lance-un-manifeste-contre-les-violences-sexistes-pour-ouvrir-des-lieux-d-accueil-des-femmes-partout-en-france-c88aada3-6d49-4e3e-bf9e-80df99349cd>



## VIDÉO. Violences faites aux femmes : Nantes demande à l'Etat de faire davantage

 Presse Océan

Rémi CERTAIN

Publié le 25/11/2022 à 14h02

Nantes et sa métropole organisent les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes dont les débats se sont ouverts ce vendredi 25 novembre à la cité des congrès. L'événement rassemble 2500 participants sur deux jours. Il met en lumière les initiatives des territoires, de leurs collectivités et de leurs associations, pour répondre à la question sociétale de l'égalité femmes-hommes. A cette occasion, Nantes s'engage auprès d'une vingtaine d'autres collectivités locales à travers un manifeste détaillant des leviers d'actions à mettre en œuvre ou renforcer au niveau local et demandant à l'Etat d'œuvrer davantage encore à leurs côtés. Les explications de Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole, aux côtés de Mathieu Klein, maire de Nancy, et Stéphane Troussel, président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/video-violences-contre-les-femmes-nantes-demande-a-letat-de-faire-davantage-4ddcf19b-6449-45d2-8798-6ab5f4a7e77d>

## Violences sexistes. Une trentaine de maires signent un manifeste pour accentuer la lutte

Vingt-six élus locaux ont signé, ce vendredi 25 novembre 2022, un manifeste dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes.

Ouest-France  
avec AFP.  
Publié le 25/11/2022 à 15h35

Journal numérique



ÉCOUTER



LIRE PLUS TARD



PARTAGER



NEWSLETTER JUSTICE ET  
FAITS DIVERS



Une personne a inscrit « stop » sur sa main, dans le cadre d'une manifestation contre les inégalités, la violence et le harcèlement sexuel. | BENOIT TESSIER/REUTERS

Une trentaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes, et de présidents de départements ont signé, vendredi 25 novembre 2022, un manifeste appelant à lutter « **contre le caractère systémique** » des violences sexistes et à « protéger les femmes victimes » .

« Aujourd'hui en France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, en moyenne, près de 100 000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol, 12 % d'entre elles qui ont porté plainte seulement, et 1 % des auteurs qui sont condamnés. Donc face à cette réalité, aussi effroyable qu'inacceptable, des maires, des responsables de département agissent », a expliqué Johanna Rolland, la maire PS de Nantes.

## Un engagement pour des actions concrètes

La signature de ce manifeste a eu lieu dans le cadre des [premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#), dont le slogan est « **ouvrons la voix** » et qui réunissent quelque 2 500 participants à Nantes vendredi et samedi.



En signant le manifeste, les élus s'engagent à agir *via* des actions concrètes comme la désignation d'un élu « **délégué à la [lutte contre les violences sexistes](#)** », la mise en place pour les agents des collectivités de « **formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intra-familiales** », ou encore le fait de « **garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes** ».

Le manifeste vise aussi à réclamer à l'État que les « **professionnels au contact d'enfants** » soient formés « **à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l'égalité, au repérage des situations de violences** ».

## Un milliard d'euros réclamé à l'État

Une des demandes principales du manifeste est de réclamer à l'État « **un budget annuel d'un milliard d'euros** » pour financer notamment « **la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes** ».

« **Toutes les actrices, tous les acteurs s'accordent sur ce point : il est urgent que l'État soit enfin au rendez-vous de cette demande** », a insisté Johanna Rolland, qui était accompagnée pour présenter le manifeste du maire PS de Nancy, Mathieu Klein et du président PS du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel.

Parmi les 26 signatures du manifeste, on retrouve la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, ou encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc et le maire de Reims, Arnaud Robinet.

<https://www.ouest-france.fr/faits-divers/violences/violences-sexistes-une-trentaine-de-maires-signent-un-manifeste-pour-accentuer-la-lutte-0a4fa28e-6cc9-11ed-b8cb-853622caf17b>



## antes dit stop aux violences sexistes

**TN** Télénantes  
Télénantes

Publié le 25/11/2022 à 18h33

Journal numérique

Ce vendredi c'est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes c'est aussi à Nantes le jour de l'ouverture des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes. La cité des congrès accueille sur 2 jours les professionnels, associations et le grand public. 2500 personnes sont inscrites. Johanna Rolland en a profité pour présenter un manifeste cosigné par une vingtaine d'élus locaux sur le sujet.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/video-antes-dit-stop-aux-violences-sexistes-f6d33ec3-7faa-4566-bd01-9c3cef53ad02>

# TELENANTES

● L'INFO EN LOIRE-ATLANTIQUE

/ VIOLENCES SEXISTES. SARAH ABITBOL L'INVITÉE DE TÉLÉNANTES Publié Le

25/11/2022 à 19:53



Elle est celle qui a permis de libérer la parole des victimes de violences sexuelles dans le monde du sport : la Nantaise Sarah Abitbol participera demain aux Assises nationales de lutte contre les violences sexistes, elle a accepté notre invitation sur Telenantes.

<https://telenantes.ouest-france.fr/nantes-soir/article/violences-sexistes-sarah-abitbol-linvitee-de-telenantes>

# TELENANTES

● L'INFO EN LOIRE-ATLANTIQUE

/ VIOLENCES SEXISTES. NAJAT VALLAUD-BELKACEM L'INVITÉE DE TÉLÉNANTES Publié Le 25/11/2022 à 18:34



Les Assises Nationales de lutte contre les violences sexistes ont débuté ce matin à Nantes : ce rendez-vous inédit en France réunit une centaine d'experts et de personnalités. Parmi eux, Najat Vallaud-Belkacem, ex-ministre des Droits des Femmes de 2012 à 2014. Elle est l'invitée de Télénantes.

<https://telenantes.ouest-france.fr/nantes-soir/article/violences-sexistes-najat-vallaud-belkacem-linvitee-de-telenantes>

## Violences faites aux femmes : c'est quoi ce manifeste signé à Nantes par une trentaine d'élus ?

Nantes accueille vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022 la première édition des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes.



Ouvert fin 2019 par la Ville de Nantes, Citad'elles a déjà accueilli 12 530 femmes victimes de violences. (©Archives Nantes Métropole)

Par **Rédaction Nantes**

Publié le 25 Nov 22 à 16:00

Pour lutter plus efficacement contre les **violences faites aux femmes**, un collectif d'une trentaine d'élus, dont la maire PS de Nantes **Johanna Rolland**, a présenté vendredi 25 novembre 2022 [un manifeste détaillant les actions qu'ils entendent mener](#), en complémentarité avec l'Etat.



Le document a été dévoilé lors de l'ouverture des [Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#) organisées à la Cité des congrès par la ville de Nantes et Nantes Métropole. L'événement, dont le slogan est « ouvrons la voix », va réunir durant deux jours **experts et personnalités** engagés sur le sujet.

### **L'Etat invité à prendre sa part**

Dans leur manifeste, villes et territoires demandent à l'Etat de consacrer **un budget annuel de 1 milliard d'euros**. Un montant, estimé par le Haut Conseil à l'Égalité et la Fondation des Femmes, en 2018, qui pourrait notamment permettre de dupliquer dans chaque département [Citad'elles](#), un lieu d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences ouvert à Nantes en novembre 2019.

De leur côté, les collectivités s'engagent à proposer, à l'échelle de leurs territoires, « un service dédié à l'accompagnement des femmes victimes de violences et leurs enfants ».

Parmi les 26 signatures du manifeste, **on retrouve aussi la maire de Paris, Anne Hidalgo**, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, ou encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc et le maire de Reims, Arnaud Robinet.

# Assises de lutte contre les violences sexistes à Nantes : des élus signent un manifeste

Une vingtaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes signent un manifeste pour lutter contre les violences sexistes. Il a été présenté ce vendredi lors des Assises nationales qui se tiennent à Nantes.

Nantes

De France Bleu Loire Océan

Vendredi 25 novembre 2022 à 15:56

Par Anne Bertrand



250 personnes ont défilé contre les violences sexistes et sexuelles à Besançon, ce samedi 20 novembre. © Radio France - Lés Girardeau

*"En France, on meurt encore d'être une femme."* Ainsi commence le manifeste, signé par 26 élus locaux de tous bords politiques. Chaque année, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, près de 100.000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol. 12 % d'entre elles portent plainte et seulement 1 % des auteurs de viols sont condamnés. En 2021, en France, **122 femmes ont été tuées par leur compagnon** ou ex-compagnon.

Ces élus rappellent qu'en 2017 Emmanuel Macron s'est engagé à faire de l'égalité entre les femmes et les hommes la **grande cause de son quinquennat** et qu'il a réitéré ce souhait lors de sa réélection en 2022. Ils exigent que ces engagements "*se concrétisent enfin*" face à une situation "*qui n'a que trop duré*". "*Il est urgent que l'Etat soit enfin au rendez-vous de cette demande*", a insisté Johanna Rolland ce vendredi aux assises nationales de lutte contre les violences sexistes.

Les collectivités locales demandent à l'Etat un **budget annuel d'1 milliard d'euros** (montant estimé par le Haut Conseil à l'Égalité et la Fondation des Femmes en 2018). Ce milliard permettrait notamment de financer des places d'hébergement d'urgence et des logements transitoires pour les femmes victimes de violences et de mettre en place des tribunaux et des brigades spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Les collectivités demandent également à l'Etat de faire strictement respecter la **loi du 24 août 2021** et ses dispositions sur l'éducation à la vie affective et sexuelle, qui prévoit trois séances annuelles adaptées à chaque tranche d'âge, de l'école primaire au secondaire. Elles s'engagent quant à elles à désigner **un ou une élu(e) délégué(e) à la lutte contre les violences sexistes**, à former leurs agents à la prévention et à la lutte contre ces violences et à proposer, à l'échelle de leur territoire, un service dédié à l'accompagnement des femmes victimes.

Parmi les 26 signataires du manifeste, on retrouve la maire de Nantes Johanna Rolland, le **maire de Saint-Nazaire** David Samzun, la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc. Les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, dont le slogan est "ouvrons la voix" , réussissent environ 2.500 participants à Nantes jusqu'à samedi.

# Violences sexistes : ce que revendiquent les jeunes filles en Loire-Atlantique et en Vendée

A l'occasion de la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles vendredi 25 novembre, la journaliste Florence Pagneux, autrice du livre "Ce que nos filles ont à nous dire", était l'invitée de France Bleu Loire Océan.

Loire-Atlantique

De France Bleu Loire Océan

Vendredi 25 novembre 2022 à 13:37

Par Leila Mechaouri



Une femme manifeste contre les violences sexistes et sexuelles. (photo d'illustration) © AFP - CLAIRE SERIE / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

Les jeunes filles et les jeunes femmes veulent se faire entendre. Et notamment sur les violences et les inégalités dont elles sont victimes au quotidien. En Loire-Atlantique et en Vendée par exemple, **selon une étude auprès de plus de 800 jeunes filles de 13 à 20 ans**, 80% d'entre elles ont déjà été harcelées dans la rue. Autre chiffre particulièrement éloquent : près de 6 jeunes femmes sur 10 ont déjà eu un rapport sexuel sans en avoir envie.

C'est ce que révèle le livre "Ce que nos filles ont à nous dire" aux éditions La mer salée. A l'occasion de la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles vendredi 25 novembre, son autrice, la **Journaliste nantaise Florence Pagneux**, était l'invitée de **France Bleu Loire Océan**.



**"Cette génération-là est beaucoup plus consciente, plus lucide et plus déterminée à faire changer les choses" - Florence Pagneux**

## La première génération post-Me Too

Ces jeunes femmes étaient enfants ou adolescentes au moment de la déferlante Me Too. **Elle ont grandi sous l'ère de la libération de la parole.**

*"Cette génération-là est beaucoup plus consciente, plus lucide et plus déterminée à faire changer les choses. Et c'est en cela qu'on peut dire qu'elle est plus féministe",* explique Florence Pagneux.

Les revendications de ces jeunes filles ? *"Une plus grande liberté dans la façon de s'habiller"* et *"se sentir sur un même pied d'égalité que les garçons, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui",* entre autres. **"Elles réclament un profond changement des mentalités"**, poursuit la journaliste. D'où le sentiment de bataille à mener quand on est une femme. *"Elles disent que c'est un sport de combat, c'est se battre pour exister, c'est se faire une place".*

Malgré le dur constat que posent toutes les jeunes filles et les jeunes femmes qui témoignent dans son livre, Florence Pagneux veut tout de même y voir de l'espoir *"parce que toutes ces jeunes filles ont une conscience beaucoup plus forte que les générations précédentes de tout ce qu'elles subissent, et elle n'ont plus envie d'être victimes. Et finalement elles interpellent les adultes que nous sommes pour dire 'écoutez-nous et faisons en sorte que ça change'".*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/violences-sexistes-les-jeunes-filles-veulent-un-changement-des-mentalites-en-loire-atlantique-et-1669363866>



Réservé  
aux abonnés

## Sans Citad'elles, «j'aurais pu mourir» : les femmes victimes de violences se reconstruisent à Nantes

C'est un cocon niché au 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble neuf de l'île de Nantes. Citad'elles accueille 24 h/24 h les femmes victimes de violences, depuis 2019, à l'initiative de la Ville de Nantes.

Ouest-France  
Vanessa RIPOCHE.  
Publié le 25/11/2022 à 19h57

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



À Citad'elles, la salle pour se ressourcer. Le lieu accueille les femmes victimes de violences et les accompagne dans leur parcours pour en sortir. | JÉRÔME FOUQUET / OUEST-FRANCE

Ariane <sup>(1)</sup> a vécu l'enfer pendant quinze ans. Son mari la frappait, l'humiliait. En mars 2020, la trentenaire craque et appelle [Citad'elles, ce lieu d'accueil pour les femmes](#) victimes de violences à Nantes, ouvert un an plus tôt. « **J'en avais entendu parler sur les réseaux sociaux** », raconte la Nantaise. Alors que le confinement débute, Ariane trouve une écoute attentive à Citad'elles. Sous l'emprise d'un mari violent avec elle et ses trois enfants âgés de 8 à 14 ans, elle a trop peur de partir. « **Ce qui m'a sauvée, c'est que ma coordinatrice <sup>(2)</sup> très inquiète, a fait un si gnatement au procureur.** »

Le déclic arrive plusieurs mois après. « **J'étais partie faire des courses. Mon ex-mari a frappé les trois enfants avec un bâton. Il les a massacrés. Je suis rentrée en catastrophe.** » C'était un samedi. À la télévision, s'affiche le numéro d'appel pour enfants battus, le 119. « **J'ai dit à mon ex-mari qu'un jour ses enfants appelleraient. Il a menacé de nous tuer. Or, il avait plusieurs armes à feu à la maison. J'étais déjà partie une fois quatre ans auparavant. Il m'a dit que la deuxième fois, il ne me louperait pas.** » Durant le week-end, les enfants supplient alors Ariane de partir. « **Le mardi matin, j'ai dit que j'emmenais les enfants à l'école. Et on a débarqué tous les quatre à Citad'elles.** »

## Des caméras pour sécuriser l'entrée

L'histoire d'Ariane illustre toutes celles qui, de 18 à 80 ans, poussent un jour la porte de Citad'elles. Une forteresse de douceur érigée au cœur de la ville.



Citad'elles à Nantes, lieu d'accueil des femmes victimes de violences. | JÉRÔME FOUQUET/QUEST-FRANCE.

Un havre de paix niché au 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble neuf sur l'île de Nantes. Deux agents de sécurité veillent à l'entrée, sous vidéoprotection. Il faut s'assurer que les femmes ne sont pas suivies. Ascenseur accessible par badge. La porte s'ouvre sur ce vaste appartement lumineux et feutré. Murs clairs, tons pastel et grandes baies vitrées donnent une sensation de réconfort. Canapés et fauteuils moelleux, avec coussins et plaids composent le salon d'accueil. « **Chaque jour, deux à trois femmes poussent la porte pour la première fois** », explique Caroline Godard, directrice. Lampes en rotin et poufs tressés agrémentent l'ensemble. À leur arrivée, les femmes sont immédiatement reçues par un agent d'accueil.

## Enfants accueillis

**« Une concertation pour créer un centre idéal a démarré en 2014, avec les associations, souligne Mahaut Bertu, adjointe au maire. Johanna Rolland a dit oui à l'intégralité des points demandés. »** Y compris une ouverture du lieu 24 h / 24 h, 7 jours sur 7, comme le demandaient les associations. **« Les mères peuvent venir avec leurs enfants »**, insiste l'élue. Tout frein au départ devant être éliminé : **« Ici, c'est sécurisé, gratuit et la confidentialité est garantie. »**

Citad'elles fonctionne en régie municipale. Le budget de fonctionnement est de 2 millions d'euros, financé pour moitié par la Ville, le reste étant Nantes métropole et le département. L'État a versé 200 000 € pour 2021 et 2022.

## « Le besoin de parler et d'être crue »

Elles sonnent parfois à Citad'elles dans l'urgence. Urgence vitale, quand leur intégrité physique est en danger. Urgence de libérer une parole jusque-là étouffée. **« Une femme qui arrive ici a besoin de parler, d'être écoutée et d'être crue, explique la responsable. On doit accueillir sa parole car c'est un moment clé. Elle a vu une porte s'entrouvrir, il ne faut pas la laisser se refermer. »**



Mahaut Bertu, adjointe au maire et Caroline Gobard, responsable de Citad'elles. | JÉRÔME FOUQUET/OUEST-FRANCE.

Le déclic, c'est bien souvent, comme Ariane, lorsque les enfants subissent des violences à leur tour, ou encore l'inquiétude d'un proche, du médecin. Chaque femme est suivie par une coordinatrice (un seul homme dans l'équipe de 11), de son arrivée à sa sortie, **« pour ne pas avoir à raconter leur histoire dix fois »**. Si les violences conjugales sont les plus fréquentes, **« il y a aussi les femmes qui ont vécu l'inceste enfant ou qui ont connu la violence de leurs parents »**, explique Nadège, coordinatrice.

## Une pièce cocooning pour se ressourcer

Les pièces sont distribuées en U. Les murs du couloir sont ornés d'estampes et de photographies réalisées par les femmes en atelier de « reconstruction ». Vue sur les toits de la ville, avec des vitres sans tain. Tout a été pensé. Une pièce cocooning a été aménagée pour se ressourcer. Ariane n'y a jamais mis les pieds : **« Je n'ai pas le temps, je m'occupe de mes enfants, qui souffrent encore beaucoup. »** On se love dans des fauteuils suspendus, sortes de bulles en rotin enveloppantes, on boit un thé en contemplant la ville. **« C'est leur lieu à elles. »**



La pièce pour se ressourcer, à Citad'elles, lieu d'accueil des femmes victimes de violences à Nantes. | JÉRÔME FOUQUET/OUEST-FRANCE.

Citad'elles est à des années-lumière de l'image de locaux froids et impersonnels des services publics. Dans la salle colorée dédiée aux enfants, un atelier cirque occupe les bambins ce mercredi après-midi là, et adoucit leur traumatisme, pendant que les mères déposent leurs fardeaux. Derrière une porte, on découvre une réserve garnie d'aliments de base, pots pour bébé, couches et vêtements. **« Les femmes qui arrivent en urgence n'ont parfois aucune affaire avec elles. »** Il n'y a pas d'hébergement sur place : le centre possède trois logements d'urgence, à l'extérieur, à une adresse tenue secrète.

## « Ne pas avoir honte de parler »

Ici, le bureau de recueil des plaintes (police ou gendarmerie se déplace à Citad'elles pour prendre les plaintes des victimes), là celui d'une association comme France victimes, Solidarité femmes... Démarches juridiques, sociales, soutien psychologique, tout est facilité. Une sage-femme aide à la santé sexuelle. Les femmes sont accompagnées pendant des mois ou des années, Pour Ariane, Citad'elles a été son **« meilleur soutien »**. **« Je conseille aux femmes d'y aller et de ne pas avoir honte de parler. Moi j'aurais pu mourir. »** Elle tient à témoigner dans l'espoir **« que ces drames soient évités »**. Depuis l'ouverture, 3 200 femmes sont passées par Citad'elles. Comment mesurer son efficacité ? **« Elles reviennent en nous disant qu'elles vivent une seconde vie, qu'elles se sont reconstruites »**, constate Nadège.

(1)Prénom d'emprunt.

(2) professionnels qui accompagnent les femmes à Citad'elles.

[Les assises nationales de lutte contre les violences](#) sexistes se poursuivent ce samedi 26 novembre, à Nantes.

## Quatre cents personnes marchent contre les violences faites aux femmes

Environ 400 personnes ont répondu à l'appel du collectif Droits des femmes de Nantes pour manifester en ville ce vendredi 25 novembre, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Presse Océan  
Photo Presse Océan-NB  
Publié le 25/11/2022 à 21h22

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

NEWSLETTER NANTES



Environ 400 personnes ont marché pour dénoncer les violences faites aux femmes, ce vendredi soir à Nantes. | PHOTO PRESSE OCÉAN-NATHALIE BOURREAU

Environ 400 personnes ont répondu à l'appel du collectif Droits des femmes de Nantes pour marcher du miroir d'eau à la place Graslin, ce vendredi 25 novembre à Nantes, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

« » La misogynie tue », « Pénis partout, justice nulle part », « Pas nées pour vous servir » : le cortège a dénoncé la société patriarcale, scandé « le droit fondamental de vivre loin des violences » et chanté sa « solidarité avec les femmes du monde entier ». À commencer par les femmes d'Iran, qui se soulèvent depuis la mort de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée par la police à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » et décédée trois jours plus tard à l'hôpital.



25 novembre. marche contre les violences sexuelles et sexistes dans le centre-ville de Nantes : « Dans tous les pays, dans tous les quartiers, liberté de circuler sans être emmerdées ! », scandent les manifestantes.



7:11 PM · 25 nov. 2022



8



Répondre



Copier le lien du Tweet

[Lire 1 réponse](#)

Place Graslin, les manifestantes ont rendu hommage, en chanson, [aux 122 femmes décédées sous les coups de leur compagnon ou de leur ex.](#)

Une autre manifestation, portée par des organisateurs différents, est prévue samedi après-midi à Nantes.



Réservé  
aux abonnés

## Nantes. La manif contre les violences faites aux femmes résonne intimement pour Édith et Clémence

Les violences contre les femmes ont rassemblé 200 à 300 participants, ce vendredi 25 novembre, au soir, pour une marche dans Nantes. Dans le cortège, Édith, 48 ans, et Clémence, 25 ans, raconte leur vécu de victime.

Ouest-France  
Christophe JAUNET.  
Publié le 25/11/2022 à 21h45

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Entre 200 et 300 personnes ont marché contre les violences faites aux femmes, ce vendredi soir dans Nantes, à l'appel du collectif Droits des femmes Nantes. | JÉRÔME FOUQUET / OUEST-FRANCE

Entre 200 et 300 personnes ont marché dans Nantes, ce vendredi soir 25 novembre, contre les violences faites aux femmes. Un rassemblement organisé par le collectif Droits des femmes de Nantes. Dans le cortège, Édith, 48 ans. Cette manifestation résonne de façon intime chez elle. Elle raconte son vécu personnel. « **J'étais sous l'emprise de mon compagnon, je n'arrivais pas à lui dire non.** » Elle a subi des violences sexuelles. « **Des viols** », ose-t-elle dire maintenant. C'était il y a dix ans. « **Ce que j'ai vécu à l'âge adulte a réveillé des souvenirs d'enfance. J'étais victime de violences sexuelles de ma mère. Mais ces faits sont prescrits.** »

Édith a porté plainte contre son ex-compagnon. « **À l'époque, ce que j'ai subi a été minimisé. La plainte a été classée sans suite.** » Édith n'aura aucune réponse pénale, pour elle, mais elle regarde vers l'avenir, pour les autres femmes. « **J'ai l'impression qu'on va vers du mieux dans la prise de conscience de l'inceste et des violences contre les femmes.** »

## « Avec MeToo, j'ai compris que ces caresses étaient des violences sexuelles »

Clémence participe aussi, discrètement. « Lors de fêtes entre amis, j'ai été agressée sexuellement, quand j'avais entre 17 et 19 ans. » Elle a 25 ans aujourd'hui. « Il s'agissait d'attouchements quand je dormais. » Mais elle ne mesure pas aussitôt la gravité de ces gestes qui n'ont rien d'anodin. « Je me suis rendu compte plus tard, avec la vague MeToo, que ces caresses constituaient des violences sexuelles. J'ai compris alors et j'ai pu mettre des mots. » Clémence explique ne pas se sentir capable de déposer plainte. « Je ne crains pas les auteurs. Je suis sûre qu'ils n'ont même pas réalisé. Je porterai peut-être plainte quand je me sentirai suffisamment en sécurité par rapport aux institutions. » La justice, précise-t-elle. Clémence se plaint aussi de l'insupportable harcèlement de rue. « On te dit que tu es belle, on te demande ton numéro de téléphone. Cela n'a rien à voir avec des compliments, c'est juste lourd et désagréable. Qu'on nous laisse tranquillement marcher dans la rue... »



Sur les marches du théâtre Graslin, les prénoms et âges des victimes de féminicides, depuis janvier, sont cités. | JÉRÔME FOUQUET / OUEST-FRANCE

Marcher librement, comme ce vendredi soir, avec des slogans et des pancartes, « le machisme tue », « pas née pour servir », « je ne veux plus être une proie dans la rue » ou encore « l'amour ne fait pas de bleus ». Place Graslin, les prénoms et âges de plus de 100 victimes de féminicides depuis janvier sont égrenés.

## Trois élus franciliens signent un manifeste pour lutter contre les violences sexistes

Publié le 25/11/2022 à 17h00

Écrit par [Sophie Béchir](#)



Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à Nantes - 25 novembre 2022 • © Philippe Créhange / Maxppp

**Vingt-six élus de toute la France ont signé vendredi un manifeste appelant à lutter "contre le caractère systémique" des violences sexistes et à "protéger les femmes victimes". Parmi eux, Anne Hidalgo, maire de Paris, François de Mazières, maire de Versailles et Stéphane Troussel, président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.**

*"Aujourd'hui en France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, en moyenne, près de 100.000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol, 12% d'entre elles qui ont porté plainte seulement, et 1% des auteurs qui sont condamnés. Donc face à cette réalité, aussi effroyable qu'inacceptable, des maires, des responsables de département agissent", a expliqué Johanna Rolland, la maire PS de Nantes.*

La signature de ce manifeste a eu lieu dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, dont le slogan est *"ouvrons la voix"* et qui réunissent quelque 2.500 participants à Nantes vendredi et samedi.

En signant le manifeste, les élus s'engagent à agir via des actions concrètes comme la désignation d'un élu "délégué à la lutte contre les violences sexistes", la mise en place pour les agents des collectivités de *"formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intra-familiales"*, ou encore le fait de *"garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes"*.

## **Formation à la lutte contre les stéréotypes de genre**

Le manifeste vise aussi à réclamer à l'Etat que les "professionnels au contact d'enfants" soient formés *"à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l'égalité, au repérage des situations de violences."*

Une des demandes principales du manifeste est de réclamer à l'Etat *"un budget annuel d'un milliard d'euros" pour financer notamment "la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes."*

*"Toutes les actrices, tous les acteurs s'accordent sur ce point: il est urgent que l'Etat soit enfin au rendez-vous de cette demande"*, a insisté Johanna Rolland, qui était accompagnée pour présenter le manifeste du maire PS de Nancy, Mathieu Klein et du président PS du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel.

La Seine-Saint-Denis est le premier département de France à avoir créé un Observatoire départemental des violences envers les femmes en 2002. La structure a fêté ses 20ans le 10 novembre dernier.

Source : AFP

## Une trentaine d'élus locaux signent un manifeste pour lutter contre les violences sexistes

Une trentaine de maires de grandes villes, dont Paris, Lyon, Marseille et Nantes, et de présidents de départements ont signé vendredi un manifeste appelant à lutter « contre le caractère systémique » des violences sexistes et à « protéger les femmes victimes ».

Par Ju. M. avec AFP - 25 nov. 2022 à 15:29 - Temps de lecture : 2 min



Photo Sipa/Martin CHANG

À l'occasion de la Journée internationale [des violences faites aux femmes](#) ce vendredi 25 novembre, une trentaine de maires de France ont signé un manifeste [contre les violences sexistes et sexuelles](#). Paris, Lyon, Marseille, Nantes, Villeurbanne, Reims, Strasbourg, Nancy... Les maires appellent à lutter « contre le caractère systémique » des violences sexistes et à « protéger les femmes victimes ».

« Aujourd'hui en France, on meurt encore d'être une femme. Chaque année, en moyenne, près de 100.000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol, 12% d'entre elles qui ont porté plainte seulement, et 1% des auteurs qui sont condamnés. Donc face à cette réalité, aussi effroyable qu'inacceptable, des maires, des responsables de département agissent », a expliqué Johanna Rolland, la maire PS de Nantes.

La signature de ce manifeste a eu lieu dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre

les violences sexistes, dont le slogan est « ouvrons la voix » et qui réussissent quelque 2500 participants à Nantes vendredi et samedi.

## **Un budget annuel d'un milliard d'euros**

En signant le manifeste, les élus s'engagent à agir via des actions concrètes comme la désignation d'un élu « délégué à la lutte contre les violences sexistes », la mise en place pour les agents des collectivités de « formations à la prévention et la lutte contre les violences sexistes et intra-familiales », ou encore le fait de « garantir l'accès aux hébergements d'urgence et transitoires pour les femmes victimes ».

Le manifeste vise aussi à réclamer à l'Etat que les « professionnels au contact d'enfants » soient formés « à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la promotion de l'égalité, au repérage des situations de violences ».

Une des demandes principales du manifeste est de réclamer à l'État « un budget annuel d'un milliard d'euros » pour financer notamment « la création de places d'hébergement d'urgence et de logements transitoires pour les femmes victimes ».

« Toutes les actrices, tous les acteurs s'accordent sur ce point : il est urgent que l'État soit enfin au rendez-vous de cette demande », a insisté Johanna Rolland, qui était accompagnée pour présenter le manifeste du maire PS de Nancy, Mathieu Klein et du président PS du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel.

Parmi les 26 signatures du manifeste, on retrouve la maire de Paris, Anne Hidalgo, le maire de Lyon, Grégory Doucet, le maire de Marseille, Benoît Payan, ou encore le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc et le maire de Reims, Arnaud Robinet.

**France Bleu Loire Océan**  
**Journal de 7h30**  
**26/11/2022**

Les violences sexistes et sexuelles s'achève ce soir, à Nantes. Une vingtaine d'élus dont les maires de Nantes et de Saint-Nazaire ont signé un manifeste demandant un milliard d'euros à l'État, chaque année, pour aider les femmes victimes de ces violences.

**France 3 Pays de la Loire**

**12/13**

**26/11/2022**

Nantes souhaiterait est la première ville non sexiste de France, d'ici 2030.

Duplex en direct de la cité des congrès.

Itw de Mahaut Bertu, adjoint en charge de l'égalité de la ville non sexiste, de la lutte contre les discriminations à la mairie de Nantes.

Retour plateau

Rediffusion du reportage sur Citad'elles est un centre spécifiquement dédié à l'accueil des femmes victimes de violences, notamment, conjugales. Reportage à Nantes.

[https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3\\_pays-de-la-loire\\_jt-12-13-pays-de-la-loire?id=4354384](https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3_pays-de-la-loire_jt-12-13-pays-de-la-loire?id=4354384)

(premier sujet)

**France 3 Pays de la Loire**

**19/20**

**26/11/2022**

La ville de Nantes souhaiterait être la première ville non sexiste de France d'ici 2030. Reportage à Nantes.

Reportage

Interview d'Anne Bouillon

Interview de Diarata N'Diaye, fondatrice de Résonantes

[https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3\\_pays-de-la-loire\\_jt-19-20-pays-de-la-loire?id=4354366](https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/programmes/france-3_pays-de-la-loire_jt-19-20-pays-de-la-loire?id=4354366)

(caler à 00:02:30)

# Le Télégramme

## Lutte contre les violences sexistes : deux jours de libération de la parole à Nantes T



Publié par [Philippe Crehange](#) le 25 novembre 2022 à 06h00



Nantes, ville organisatrice des premières Assises de la lutte contre les violences sexistes, s'est fixé le cap de devenir une « ville non sexiste » à l'horizon 2030. (Photo illustration François Destoc/Le Télégramme)

**Nantes organise vendredi et samedi les premières Assises nationales de la lutte contre les violences sexistes. Plusieurs grands témoins sont attendus. Avec un objectif : offrir un espace de partage et de parole aux victimes.**

Vendredi et samedi, Nantes accueillera les Assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Une première en France, à l'initiative d'une ville déjà engagée sur le sujet, qui verra se succéder, à la Cité des Congrès, des conférences - professionnelles le premier jour, plus grand public le second -, organisées à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Objectifs principaux : libérer la parole des victimes et lancer une nouvelle dynamique autour d'un sujet dont Emmanuel Macron avait fait la grande cause nationale lors de son premier quinquennat. Un manifeste doit notamment être signé ce vendredi par plusieurs collectivités pour accroître le travail collectif alors qu'en 2020, on dénombrait 102 femmes tuées par leur partenaire ou ex-partenaire. Et qu'un an plus tôt, on estimait à 213 000 le nombre de femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur conjoint ou ex-conjoint.

« Si on tolère, par exemple, les petites blagues, est-ce qu'un jour on réagira quand il y aura une main aux fesses ? »

Au programme : des prises de parole de grands témoins, telles que l'ex-ministre Najat Vallaud-Belkacem, l'autrice Caroline De Haas, [l'ex-championne de patinage artistique Sarah Abitbol](#)... De nombreux témoignages qui couvriront un large spectre de violences. « Une blague sexiste n'est évidemment pas un féminicide. Mais il n'y a pas de petites violences », relève Mahaut Bertu, adjointe à la maire de Nantes en charge de l'égalité, de la lutte contre les discriminations et représentante d'une collectivité qui s'est fixé le cap de devenir une « ville non sexiste » à l'horizon 2030. « On veut montrer le continuum des violences. Si on tolère, par exemple, les petites blagues, est-ce qu'un jour on réagira quand il y aura une main aux fesses ? Un collègue qui vous ramène à votre corps, à votre sexualité, ce ne sont pas des petites violences. C'est comme le racisme. Est-ce qu'une petite blague raciste, ça passe ? Eh bien non, ça ne passe pas. Ça reste du racisme. »

### **Nantes en première ligne**

En matière d'accompagnement des femmes, Nantes ne part pas de zéro. En 2019, suite à un engagement de la maire Johanna Rolland, un centre d'accueil des femmes victimes de violences a été ouvert. Son nom : Citad'elles. Et puis d'autres initiatives ont pris racine dans la Cité des ducs de Bretagne, comme Resonantes, une association fondée par l'artiste Diariata N'Diaye, qui sensibilise les 15-24 ans à cette question des violences en milieu scolaire, notamment. Car « on ne peut pas faire reculer les violences si on ne parle pas d'éducation. La plupart des adultes qui font subir des violences en ont eux-mêmes subi quand ils étaient plus jeunes », note la Nantaise, qui est à l'origine de la création d'App-Elles, une application gratuite permettant aux victimes d'accéder à des informations et d'enclencher des alertes en cas de violences.

**À lire** sur le sujet [Violences faites aux femmes : à Nantes, Citad'Elles ne désemplit pas \[En images\]](#)

## Le Télégramme

# #MeToo dans le sport : « Je ne me sens plus coupable », témoigne Sarah Abitbol T

Propos recueillis par Philippe Créhange le 25 novembre 2022 à 06h00



La Nantaise Sarah Abitbol a fait de la prescription des crimes sexuels à l'égard des mineurs un vrai combat. Elle tente de mobiliser sénateurs et députés pour faire bouger la loi. « Plus on sera nombreux, plus on sera fort », confie l'ex-championne de patinage artistique. (PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP)

**Avec la publication, en 2020, de son livre « Un si long silence », où elle accuse son ancien entraîneur de viol, Sarah Abitbol a libéré la parole dans le monde du sport. L'ex-championne de patinage artistique sera à Nantes, samedi, pour livrer son témoignage, lors des Assises nationales de lutte contre les violences sexistes.**

**Vous serez présente, samedi, à Nantes, pour les premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Pourquoi avoir accepté de venir témoigner ?**

Nantes, c'est ma ville. J'y suis née, elle me tient particulièrement à cœur. J'ai appris le patinage à Nantes. Après, dans le cadre des Assises, parler du « #MeToo sport » et de la libération de la parole, ou plutôt de l'écoute, c'est important pour moi. Plus on témoignera, plus on aura de chances de sensibiliser.

**Quel message souhaitez-vous faire passer, ce jour-là, auprès du public ?**

Le mot courage. Parce qu'il en faut pour parler. Il m'en a fallu beaucoup, beaucoup... Dès que j'ai vu le mot « viol » écrit sur mon ordinateur en première page de couv'(quand elle a écrit son livre « Un si long silence », éditions Plon, sur l'histoire de son viol à l'âge de 15 ans, NDLR), j'ai voulu tout arrêter... Ça m'avait déjà pris 30 ans pour le dire, alors l'écrire... Quand on est connue dans son sport, on n'a pas envie d'être étiquetée victime mais plutôt championne et survivante. Et puis,

on s'interroge, on se demande comment les proches vont réagir.

**Au vu de votre histoire personnelle, pensez-vous que la priorité doit être donnée à la sensibilisation du jeune public sur la question des violences sexuelles ?**

Oui, je le pense. C'est très important de sensibiliser dès le plus jeune âge. Même si c'est difficile, en tant que parent, de parler de ce sujet-là. Dans la génération précédente, ce n'était pas dans les habitudes. Ils se disaient que ça ne pouvait pas arriver à leurs enfants. Maintenant, on en parle plus parce qu'on a été plusieurs à témoigner, moi et bien d'autres comme [Camille Kouchner](#) ou [Vanessa Springora](#). Il faut prévenir aussi que cela ne vient pas seulement d'un étranger. Cela peut venir aussi de la famille. J'ai moi-même une fille qui va avoir 12 ans. Quand elle en a eu à peine 10, je lui ai expliqué, avec des mots simples, que son corps, c'est un petit trésor et que personne n'a le droit d'y toucher. En ajoutant : « Maman, c'est ce qu'il lui est arrivé ». C'est pour ça que j'ai monté une association ([La voix de Sarah](#), NDLR) et que je vais dans les écoles pour parler de cela, détecter et prévenir.

Quand j'entends des entraîneurs parler à des élèves en leur disant « t'es grosse, t'es moche », c'est inadmissible

**C'est important, selon vous, qu'au-delà des actions qui sont entreprises par les associations, un temps d'échange comme ces assises soit organisé ?**

Oui, car, encore une fois, quelqu'un dans le public pourra peut-être se retrouver dans l'un des témoignages.

**En observant la liste des grands témoins programmés à Nantes, un élément crève les yeux : une proportion très forte de femmes. Et pourtant, les violences sexistes concernent tout le monde. Vous regrettez que les hommes ne soient pas assez présents dans ce genre d'événements ?**

Oui, bien sûr. On a besoin que les hommes viennent, écoutent ou témoignent aussi.

**Ces Assises sont là pour dénoncer toute forme de violences. Une parole déplacée comme des faits d'agressions sexuelles ou de viols. Pensez-vous qu'il est important de ne pas dissocier ces faits alors que leurs degrés de gravité sont incomparables ?**

Les violences psychologiques sont très fortes et ça peut être aussi choquant qu'une agression sexuelle ou un viol. Toute forme de violence est inadmissible. Quand j'entends des entraîneurs parler à des élèves en leur disant « t'es grosse, t'es moche », c'est inadmissible. Il n'y a pas de petite violence.

**Avec votre livre, vous avez mis au jour un système d'agressions sexuelles dans le patinage artistique. Et, au-delà, c'est tout le monde du sport qui a fait son Me-Too. Comment avez-vous vécu cette période d'après publication ?**

Déjà, la chose positive, c'est que j'ai pu enfin poser ce mot « viol ». Depuis, je me sens de mieux en mieux, même si je reste en thérapie légère. J'en ressors grandie, plus forte. On m'a dit : « Bravo, tu es un exemple pour nous, une héroïne ». Je ne me sens plus coupable. J'ai inversé les rôles.

**Être perçue comme une héroïne par le public, c'est une chose. Mais comment votre histoire a-t-elle été reçue par le monde du sport ?**

Ça a été très bien perçu. La ministre des Sports (au moment de la sortie du livre, NDLR) Roxana Maracineanu m'a remerciée et a pris tout de suite les choses à bras-le-corps. Elle a surtout déclenché une cellule de crise au ministère. Ils ont vraiment pris les choses en main. Depuis, 50

fédérations ont été touchées et 900 cas détectés. J'avais peur évidemment mais il y a eu très peu de réactions négatives.

« Je me sens de mieux en mieux grâce à la libération de la parole »

**Si c'était à refaire, referiez-vous exactement la même chose ?**

Je le referais mais plus tôt si j'avais eu la force et le courage. Je ne regrette rien et bien au contraire. Je ne suis pas rétablie à 100 %, je dirais à 70 %. Mais je me sens de mieux en mieux grâce à la libération de la parole.

**Vous accusez votre ancien entraîneur, Gilles Beyer, de viol, ce qu'il réclame. Les faits sont prescrits mais il a été mis en examen pour des agressions sexuelles et harcèlement sexuel dans d'autres affaires. Savez-vous où en est la justice dans ce dossier ?**

Non. J'ai rappelé mon avocat. Il doit me donner des nouvelles car ça fait plus de deux ans.

**Il y a eu des fuites dans la presse sur la garde à vue de Gilles Beyer, qui vous a accusé d'être une menteuse et une manipulatrice. Quelle a été votre réaction ?**

C'était difficile sur le coup. Mais comme je sais très bien ce qui s'est passé, j'étais au-dessus de ça. Après, je suis tellement bien dans mes baskets aujourd'hui que c'est vite passé.

**Vous avez fait de la prescription des crimes sexuels à l'égard des mineurs un vrai combat. Pensez-vous avoir une chance de faire bouger la loi dans ce domaine ?**

On l'espère. J'ai des réunions avec des sénateurs, pour travailler sur les lois. Et je vais rencontrer des députés à l'Assemblée nationale. Plus on sera nombreux, plus on sera forts. Ça prend énormément de temps. Mais je reste positive, on va se battre.

[Accueil](#) > [Émissions et podcasts](#) > [Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales](#) >

SOCIÉTÉ

Écouter, agir, le rôle de Citad'Elles dans la lutte contre les violences conjugales

## "Toute seule, on n'y arrive pas"

VENDREDI 25 NOVEMBRE 2022 - 19 MINUTES



Écouter



S'abonner



Partager

"Toute seule, on n'y arrive pas"

Dans ce dernier épisode de "Écouter, agir, le rôle de Citad'elles dans la lutte contre les violences conjugales", les femmes qui ont eu le courage de pousser la porte de Citad'elles témoignent de l'impact de ce geste et de ce qu'il leur a permis d'accomplir.

Émission réalisée par Clémence Leveau.

Le site de Citad'Elles juste [ici](#) !

<https://euradio.fr/emission/9NJJ-ecouter-agir-le-role-de-citadelles-dans-la-lutte-contre-les-violences-conjugales/0pPD-toute-seule-on-ny-arrive-pas>



## Manifeste contre les violences sexistes: les collectivités interpellent l'État

25 novembre 2022 Nantes



**Ce vendredi 25 novembre, vingt-six élu.es locaux.ales ont signé à Nantes le Manifeste des Collectivités locales pour la lutte contre les violences sexistes. Dans un contexte particulier: celui de la tenue dans la métropole des premières assises nationales de lutte contre les violences faites aux femmes.**

Un manifeste pour rappeler l'**engagement** des collectivités - des villes, des départements, des régions - dans la mise en œuvre de dispositifs d'aide et d'accompagnement des femmes victimes de violence, l'engagement auprès des associations et des collectifs, piliers de la lutte, mais aussi et surtout un manifeste pour interpellier l'État et le mettre face à ses responsabilités. Johanna Rolland, présidente de Nantes Métropole, rappelle à notre micro:

Ce Manifeste interpelle l'État sur son propre champs de responsabilité, à savoir la nécessité impérative de mettre un milliards d'euros sur la table pour lutter de manière effective.

Interpeller et **réclamer des moyens et des actes concrets en matière de lutte contre les violences faites aux femmes**, c'est la raison d'être de ce manifeste, comme de ces assises nationales. Selon les derniers chiffres de l'Observatoire National des violences faites aux femmes, 159 400 victimes de violence ont été recensées en 2020. Cette année, **122 femmes sont mortes** sous les coups de leurs conjoints ou ex-conjoints selon le collectif Nous Toutes, quand les appels au 3919, le numéro d'urgence, ont bondi de 14% entre 2019 et 2021.

Des constats, avant des actes concrets et forts? C'est ce que réclame les signataires de ce manifeste, présentée ce vendredi à Nantes. Ils demandent donc un budget annuel d'un milliard d'euros, tel qu'estimé par le Haut conseil à l'Égalité pour lutter contre les violences, l'application stricte des législations relatives à l'égalité femmes-hommes et la priorisation de la lutte contre les violences et les féminicides, lutte qui, comme l'a rappelé et martelé l'ensemble des protagonistes réunies à Nantes cette semaine, est la **grande cause des deux quinquennats d'Emmanuel Macron**.

Parmi les premiers signataires du Manifeste, on retrouve Michel Ménard, président du département de Loire-Atlantique, David Samzun, maire de Saint-Nazaire, Jean-Marc Verchère, maire d'Angers ou encore bien sûr Johanna Rolland, maire de Nantes.

*Crédit photo: Ville de Nantes.*



## MeToo : 5 ans après la parole s'est libérée, mais le parcours est encore long

7h35 - Modifié : 7h41 par Dolorès CHARLES



Crédit: Pixabay

**Alors qu'une nouvelle marche contre les violence faites aux femmes aura lieu à Rezé (44) ce samedi 3 décembre, d'autres marches ont réuni plusieurs centaines de personnes le week-end dernier à Nantes et Rennes. La journaliste Florence Pagneux a écrit un livre "Ce que nos filles ont à nous dire" et rencontré cette nouvelle génération de jeunes filles, qui a pleinement pris conscience du combat à mener et des enjeux.**

Les violences sexistes et sexuelles, le harcèlement de rue, les inégalités hommes - femmes sont au cœur du débat depuis plusieurs années, en particulier depuis ce mois d'octobre 2017 et l'apparition des hashtag #MeToo ou #BalanceTonPorc en France, encourageant la parole des femmes, et les victimes à s'exprimer. Focus aujourd'hui sur l'enquête d'une nantaise : Florence Pagneux vient de publier "*Ce que nos filles ont à nous dire*" aux éditions La Mer Salée. Un livre né d'une enquête

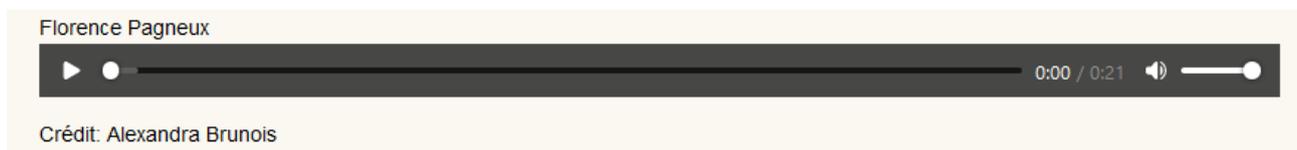
sociologique menée en Loire-Atlantique sur plus de 800 jeunes filles de 13 à 20 ans (\*).

## Une conscience accrue des difficultés

La journaliste a enrichi les résultats de ce questionnaire avec des enquêtes de terrain, lors d'une séance d'éducation à la sexualité dans un lycée, auprès de femmes souffrant d'anorexie ou lors d'un spectacle de cirque féministe. Cinq ans après Me Too, la situation a évolué pour Florence Pagneux, au micro d'Alexandra Brunois :

*"Me Too a permis à ces jeunes filles d'être beaucoup plus lucides et conscientes des inégalités et des difficultés qui pèsent sur la vie des femmes et des jeunes filles en particulier. **Ce que je trouve intéressant dans cette génération, c'est qu'elles ont une prise de conscience beaucoup plus précoce de tous ces enjeux-là. Et du coup, ce qu'elles disent aux générations d'avant, c'est prenez-en compte notre voix. Elle est importante, elle compte et on vous attend au tournant pour être vraiment écoutées cette fois-ci !**"*

(\*) Enquête d'Alexandra Benahmou et des sociologues Anaïs le Thellec et Clara Vince réalisée en 2020-2021.



### Elles sont 84 % à ne pas s'habiller comme elles le souhaitent

La parole s'est libérée, mais la situation ne s'est véritablement améliorée avance Florence Pagneux : *"c'est toute la particularité de cette génération, c'est qu'elle est massivement consciente de tout ça, elle dénonce cette situation, mais elle en est encore massivement victime. **Il y a énormément de jeunes filles dans cette enquête qui disent être victimes de harcèlement de rue, elles sont huit sur dix à le subir... Elles sont quand même 26 % à déclarer avoir vécu des violences amoureuses avec leur petit copain. C'est un chiffre assez inquiétant ! Et elles sont 84 % à ne pas s'habiller comme elles le souhaitent, même en dehors de l'école. Le matin, quand elles s'habillent et qu'elles sont devant leurs armoires, elles se disent "Tiens, si je mets une jupe? Qu'est-ce qui peut m'arriver aujourd'hui? Est-ce que ça va être risqué pour moi de m'habiller de manière féminine ? C'est vraiment des questionnements qui ont toujours existé, mais qu'elles ne veulent plus subir."***



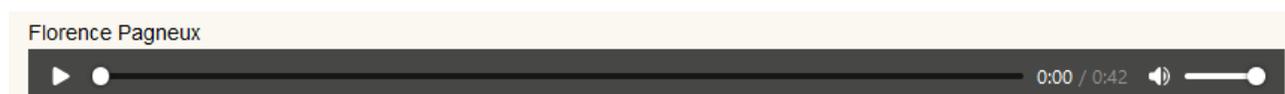


## Elles se disent beaucoup plus féministes

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 80% des jeunes interrogées ont déjà été confrontées au harcèlement de rue et 6 jeunes filles sur 10 disent avoir déjà eu un rapport sexuel sans en avoir envie. Les jeunes filles et femmes n'ont jamais été aussi féministes pour Florence Pagneux interrogée par Alexandra Brunois : *"elles se disent beaucoup plus féministes que les générations d'avant. A partir de 17 ans, elles sont 7 sur 10 à se revendiquer comme telles et donc à avoir vraiment une volonté de changer les choses. J'ai suivi, par exemple des jeunes lycéennes qui ont créé un groupe Les Mains violettes, à Nantes. C'est une association qui se mobilise justement contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, et qui propose de porter régulièrement un tee-shirt violet en soutien à ces victimes. J'ai l'impression que cette question des violences sexistes et sexuelles, c'est vraiment ce qui rassemble les féministes de cette génération, il y a vraiment un point d'ancrage sur ce sujet-là qui est fort, qui les rassemble et qui les mobilise."*

## Du monde dans la rue pour le 25 novembre

*Dans la rue en novembre, il y a une journée contre les violences faites aux femmes et depuis quelques années, ce sont des manifestations qui rassemblent énormément de jeunes femmes. On voit qu'elles sont prêtes à se mobiliser, y compris dans la rue, pour mettre fin à cette situation-là."*





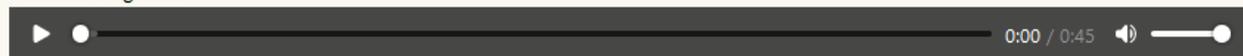
Crédit: Florence Pagneux

En marge de la journée du 25 novembre, dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes, Florence Pagneux participait aux premières Assises nationales de lutte contre les violences sexistes à Nantes, vendredi et samedi dernier (25 et 26 novembre).

## Une génération ouverte à d'autres combats

Désormais, le discours de ces jeunes femmes n'est plus celui du féminisme des années 70. *"Elles ont pleinement conscience des inégalités hommes-femmes... Quand elles définissent ce que c'est d'être une fille aujourd'hui, elles disent souvent que c'est un sport de combat, c'est difficile. En revanche, elles ne sont pas contre les garçons pour autant, c'est ça que je trouve intéressant dans l'enquête. C'est qu'elles compatissent aussi sur les stéréotypes qui peuvent peser sur les hommes. Le côté être fort, être viril ou être puissant, ça ne correspond pas à tous les hommes. Cette génération veut inclure les garçons pour aller vers une société égalitaire qui se montre aussi égalitaire vis à vis des personnes en situation de handicap, d'une autre couleur de peau, il y a une sorte de féminisme très inclusif, qui défend un peu tous les pans de la société."*

Florence Pagneux



<https://hitwest.ouest-france.fr/metoo-5-ans-apres-la-parole-s-est-liberee-mais-quid-des-violences-sexistes>



Réservé  
aux abonnés

## Violences faites aux femmes. La génération post #MeToo plus lucide mais tout aussi victime

La journaliste nantaise Florence Pagneux signe « Ce que nos filles ont à nous dire », un livre-enquête donnant la parole aux jeunes filles qui ont grandi quand la parole des victimes de violences sexistes se libérait.

Presse Océan  
Rémi Certain  
Publié le 26/11/2022 à 07h30

Journal numérique

▶▶ ECOUTER

📖 LIRE PLUS TARD

➦ PARTAGER



Florence Pagneux présente son livre-enquête ce samedi lors des assises nationales de lutte contre les violences sexistes. | PHOTO PRESSE OCÉAN-RC

Elles avaient entre 8 et 15 ans quand le mouvement #MeToo a libéré la parole. Cinq ans plus tard, ces jeunes filles de Loire-Atlantique et de Vendée ont répondu à une étude lancée par la Nantaise Alexandra Benhamou, la fondatrice du collectif LadydeNantes. Leurs 800 témoignages servent de base au livre-enquête publié le 20 octobre aux éditions trentemousines la Mer Salée. Avec *Ce que nos filles ont à nous dire*, la journaliste nantaise Florence Pagneux donne la photographie d'une génération « beaucoup plus lucide, consciente et déterminée » que les précédentes.

## « La parole s'est libérée. Désormais, il faut passer aux actes »

« Ces jeunes filles s'informent massivement via les réseaux sociaux où elles trouvent une forme de culture féministe. Consentement, plaisir féminin, sexisme..., elles évoluent dans un univers qui a permis une acculturation au féminisme beaucoup plus rapide », décrit la plume de *La Croix*, qui a creusé le sillon en donnant la parole à d'autres jeunes femmes mais aussi à des acteurs de terrain et des experts (pédopsychiatre, anthropologue, enseignant, médecin...).

Pour cette génération post #MeToo, le « féminisme n'est pas un gros mot mais juste un mouvement qui réclame plus d'égalité entre les hommes et les femmes. Plus elles grandissent et plus elles sont déterminées à agir et à lutter pour leurs droits ».

Pour autant, les filles d'aujourd'hui sont « tout aussi massivement victimes » que celles d'hier. Les chiffres sont mêmes « effrayants » : huit jeunes filles sur dix ont vécu du harcèlement de rue, 84 % disent ne pas pouvoir s'habiller comme elles le souhaitent. C'est-à-dire que dès 13 ans, « elles s'interrogent : si je mets une jupe un peu courte ou si je dénude mes épaules, est-ce que je ne vais pas subir dans la rue des regards pesants, des invectives, des sifflements, voire plus. » Une charge mentale qui ne pèse pas sur les garçons.

Fatiguées de développer des stratégies d'évitement, beaucoup relèvent désormais la tête et refusent de subir. Et c'est toute la société qui doit les accompagner. « Quatre jeunes filles interrogées sur dix pensent qu'elles ne feront pas le métier de leur rêve. On paye des siècles de domination masculine. Il faut changer les mentalités en profondeur », exhorte Florence Pagneux pour qui familles et écoles doivent prendre le phénomène à bras-le-corps. « 26 % des jeunes filles interrogées ont déjà vécu des violences amoureuses : cela démontre qu'il est nécessaire de mettre le paquet sur la prévention à cet âge. Or très peu d'élèves ont accès au cours sur la sexualité et quand ils sont dispensés, c'est souvent par le prisme médical : on parle de grossesse non désirée, de préservatifs, mais jamais de consentement, de relations filles-garçons. La parole s'est libérée. Désormais, il faut passer aux actes. »



Réservé  
aux abonnés

## Violences conjugales : les professionnels de santé en première ligne pour les repérer

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes se sont ouvertes ce vendredi 25 novembre, à destination des professionnels avant l'ouverture au public, ce samedi 26 novembre. L'association Gynécologie sans frontières oeuvre pour que tous les professionnels de santé soient mobilisés pour un meilleur repérage des victimes de violences conjugales.

Ouest-France  
Stéphanie BAZYLAK.  
Publié le 26/11/2022 à 08h01

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Isabelle Derrendinger, directrice de l'école des sages-femmes du CHU de Nantes et présidente du conseil de l'ordre des sages-femmes, et Richard Matis, gynécologue obstétricien dans le Nord, président de Gynécologie sans frontières. | OUEST-FRANCE

En 2019, la [Haute autorité de santé \(HAS\)](#) a émis une recommandation pour que tous les médecins généralistes interrogent leurs patientes pour savoir si elles vivent ou ont vécu des violences dans leur couple. Trois ans après, lorsqu'on interroge les femmes, trois sur cent seulement se souviennent avoir été questionnées à ce sujet.

Vendredi 25 novembre, lors de la première journée des [assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#), un atelier était consacré au repérage des victimes de violences conjugales par les professionnels de santé. Il était animé par Richard Matis, gynécologue obstétricien, président de [Gynécologie sans frontières](#), et Isabelle Derrendinger, directrice de l'école des sages-femmes du CHU de Nantes et présidente du conseil de l'ordre des sages-femmes. Nous les avons interrogés.

## **Pourquoi la mobilisation des professionnels de santé est-elle importante dans la lutte contre les violences conjugales ?**

Les professionnels de santé sont en première ligne pour détecter des victimes et les prendre en charge. Il est compliqué pour elles de franchir la porte d'un commissariat ou d'une association. Quand elles le font, en général, c'est qu'elles sont déjà avancées dans la prise de conscience. Mais le danger est là bien avant et les professionnels de santé peuvent le voir avant que ça ne dégénère. On ne parle pas que des médecins, mais de tous les professionnels, du kiné au dentiste, en passant par le pharmacien ou l'infirmier, soit 1 365 000 personnes en France.

## **Ils sont aussi les mieux placés pour constater les effets des violences conjugales sur la santé....**

Une étude scientifique menée en 1998 a montré que de nombreuses maladies sont liées au psycho traumatisme créé par la répétition des violences conjugales. C'est le cas notamment du diabète, du cancer ou de l'insuffisance cardiaque. C'est parce que les violences font baisser l'immunité, c'est prouvé, et modifient la génétique. La bonne nouvelle, c'est que c'est réversible : lorsque le psycho traumatisme cesse, que la victime se retrouve dans un environnement bienveillant, les gènes se remodelent.

## **Quel message transmettez-vous aux professionnels de santé ?**

Demander à une patiente si elle vit des violences fait désormais partie des questions que les médecins doivent poser dans le cadre du dossier médical, au même titre qu'on l'interroge pour savoir si elle fume ou si elle a un moyen de contraception. Aujourd'hui, les médecins généralistes ne posent cette question qu'à moins de 8 % de leurs patientes. Cette question, tous les professionnels de santé peuvent la poser. Et ce, sans faire de dépistage ciblé parce que les violences touchent absolument tout le monde et tous les milieux sociaux.

## **Comment poser une question aussi délicate ?**

Il y avait une époque où poser la question du tabac aux femmes enceintes mettait mal à l'aise, tout comme l'alcool ou les problèmes d'incontinence. Ce ne sont plus des questions tabou, il faut faire pareil pour les violences. Il y a plein de façons de poser la question, encore faut-il être prêt à recevoir la réponse, être disposé psychologiquement à le faire.

## **Surtout, que faire de cette parole une fois que la victime s'est confiée ?**

Avant tout, lui dire : « Je vous crois », c'est essentiel. Et lui dire qu'elle n'y est pour rien, le seul responsable est l'agresseur. Ensuite, il faut apprécier le niveau de gravité et l'orienter vers les bons interlocuteurs. L'association Gynécologie sans frontières, qui a élargi son action aux violences conjugales et non plus seulement aux violences sexuelles, a créé en septembre 2022 une plateforme ([violencesantéfemme.fr](https://violencesantéfemme.fr)) qui se veut une aide pour tous les professionnels de santé, réunissant tous les outils nécessaires : protocoles, conduites à tenir, annuaire des acteurs locaux d'aide aux victimes avec une géolocalisation, etc.

À noter : Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes affichent complet pour cette journée ouverte au public, ce samedi 26 novembre. Il est toutefois possible de suivre les [conférences en direct en ligne](#) et plusieurs rendez-vous sont accessibles en dehors de la cité des congrès durant tout le week-end dans la programmation « [hors les murs](#) ».



Réservé  
aux abonnés

## Comment l'Espagne a fait de la lutte contre les féminicides une priorité

En Espagne, les féminicides ont fortement chuté, passant de 71 par an à 48 en 2021. La France affiche le triste chiffre de 122 femmes tuées sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint. Le modèle « inspirant » de nos voisins espagnols a été évoqué aux Assises nationales de lutte contre les violences sexistes.

Ouest-France  
Vanessa RIPOCHE.  
Publié le 26/11/2022 à 10h30

Journal numérique

▶) ECOUTER

📖 LIRE PLUS TARD

➡ PARTAGER



Après de nombreuses manifestations d'Espagnoles (ici en juin 2004), le gouvernement socialiste avait fait adopter une loi pénalisant les violences conjugales. | ARCHIVES

En Espagne, les féminicides ont fortement chuté, passant de 71 en 2020 à 48 en 2021. La France affiche [le triste chiffre de 122 femmes tuées](#) sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint en 2021. Et déjà 102 pour 2022. Le modèle « inspirant » de nos voisins de la péninsule ibérique a été évoqué [aux Assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#) à Nantes ce vendredi 25 novembre.

### 1997

Un événement dramatique secoue l'Espagne, en décembre 1997. Une femme, Ana Orantes Ruiz, est assassinée après avoir témoigné à la télévision, à visage découvert, des violences subies par son ex-compagnon. Brûlée vive treize jours plus tard. Le drame est un détonateur dans la population espagnole. « Ça a été un choc politique et un échec vibrant pour les associations », explique Margaux Collet, autrice, experte des questions d'égalité et [à l'origine d'une étude comparée sur les politiques publiques entre la France et l'Espagne](#). « Elle vivait dans le même logement que son ex-mari alors qu'il avait été condamné. »

2004

En 2004, une loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales » est votée. C'est l'aboutissement d'une mobilisation des associations féministes, de femmes politiques de gauche et de la recherche. En 2004, la gauche a pris le pouvoir en Espagne. « **Cette loi prend acte de ce que les violences procèdent d'un système, issu de la domination masculine**, observe Anne Bouillon, avocate, spécialiste en droits des femmes. **L'Espagne a adopté une vision genrée des choses.** » Des juridictions spécialisées ont été créées. Un même juge peut prendre des sanctions pénales et civiles. Comme condamner un auteur, pour ses actes et lui retirer l'autorité parentale. « **En France, ces compétences sont séparées**, précise Anne Bouillon. **Et les décisions peuvent se contredire. Un juge pénal peut prononcer un retrait de l'autorité parentale, alors que le juge aux affaires familiales refuse de le faire.** »

2017

Avant #MeToo, l'Espagne, décidément en avance, scelle un pacte d'État, en 2017 : 290 mesures contre les violences de genre sont votées et un milliard d'euros sur cinq ans sont débloqués. Une plateforme informatique unique, VloGen, recense toutes les victimes ayant contacté la police et évalue les niveaux de danger estimé et les mesures policières de protection à adopter. Ce risque est réévalué en permanence. 70 000 cas ont été recensés sur cette plateforme. En cas de risque élevé, les victimes sont surveillées par la police en permanence, les déplacements des enfants aussi. « **En Espagne, les femmes sont prévenues si l'auteur des violences est libéré de prison**, ajoute Margaux Collet. **Ce n'est pas le cas en France.** »

48

Le nombre de féminicides a fortement chuté en Espagne, passant de 71 par an à 48 en 2021. En France, 122 femmes ont été tuées en 2022, sous les coups de conjoints ou ex-conjoints. Rapporté à la population, le nombre de féminicides par habitant est deux fois moins élevé dans la péninsule ibérique qu'en France. « **En France, le budget alloué pour lutter contre les violences est de 32 millions. L'Espagne y consacre 260 millions.** »



Réservé  
aux abonnés

## Violences conjugales : un journal de bord numérique pour les victimes

L'association France Victimes gère la plateforme numérique « Mémo de vie » pour aider les victimes de toutes violences, y compris conjugales, à tenir un journal intime sécurisé. Rencontre aux assises nationales de lutte contre les violences sexistes, qui se tiennent à Nantes jusqu'à samedi soir.

Ouest-France  
Stéphanie BAZYLAK.  
Publié le 26/11/2022 à 11h30

Journal numérique

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



Olivia Mons, porte-parole de l'association France Victimes qui gère la plateforme numérique Mémo de vie, à destination des victimes de violences conjugales. | STÉPHANIE BAZYLAK / OUEST-FRANCE

L'association France Victimes a lancé, il y a deux ans et deux jours (en 2020), une plateforme numérique intitulée **« Mémo de vie »**. **« C'est un site internet, aussi simple qu'une application mais accessible via le navigateur, résume Olivia Mons, porte-parole de France Victimes. Mais pas téléchargeable pour ne pas apparaître sur le téléphone. »**

L'outil a été créé après une consultation citoyenne organisée par [Make.org](https://www.make.org) auprès de 10 millions de personnes. L'idée : offrir un outil accessible à toutes les victimes, sur toutes les violences (sexuelles, conjugales, discrimination, etc.) pour mieux les repérer et faciliter les enquêtes.

La plateforme est accessible de deux façons : sans créer de compte, pour accéder à des contacts d'urgence et à une bibliothèque avec des articles simples de vulgarisation sur le droit, la santé, l'aspect social. Ou en créant un compte personnel sécurisé, qui permet aux victimes d'avoir accès à un journal de bord dans lequel elles racontent leur quotidien.

## Un bouton « Vite je quitte »

**« Les victimes peuvent y indiquer des dates ou des périodes, des lieux, le nom de témoins par exemple, en y ajoutant des documents, comme des photos ou des vidéos, explique Olivia Mons. Tout ce qui, lorsqu'elles seront prêtes, pourra servir à l'enquête. »**

Via ce compte sécurisé, les victimes peuvent aussi stocker leurs documents personnels (certificats médicaux, contrats de location ou de mariage, attestation d'employeur, etc.), **« ce qui est utile en cas de départ en urgence dans le cas des violences conjugales ».**

La plateforme compte aujourd'hui 4 500 comptes et 18 000 événements ont été intégrés dans un journal de bord. Comme tous les sites sécurisés de ce type, elle dispose d'un bouton « Vite je quitte » qui permet de fermer la plateforme immédiatement en cas de besoin, renvoyant vers un site internet sans risque que la victime a l'habitude de consulter **« pour ne pas éveiller les soupçons de l'agresseur ».**



## Des centaines de femmes et d'hommes marchent contre les violences sexuelles et sexistes à Nantes

Presse Océan  
Jean-Pascal HAMIDA  
Publié le 26/11/2022 à 15h42

Plusieurs centaines de femmes et d'hommes sont rassemblées dans le centre-ville de Nantes ce samedi 26 novembre 2022. Elles et ils marchent depuis la place Graslin contre les violences sexuelles et sexistes.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/video-chronique-conso-enedis-peut-couper-les-ballons-d-eau-chaude-a-distance-14dbb6a7-863a-4bcd-9ca2-600f4d938715>

## Nantes. Plus de 1 200 personnes à la marche contre les violences sexistes et sexuelles

Au lendemain de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, une marche était organisée, ce samedi 26 novembre, à Nantes, contre les violences sexistes et sexuelles.

Ouest-France

Publié le 26/11/2022 à 19h20

Journal numérique

▶) ECOUTER

📖 LIRE PLUS TARD

➡ PARTAGER

📧 NEWSLETTER NANTES



Les manifestants sont partis de la place Graslin vers le centre-ville de Nantes. | OUEST-FRANCE

Les militants engagés dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ont réuni plus de 1 200 personnes, ce samedi 26 novembre, à l'occasion d'une marche dans les rues de Nantes, partie de la place Graslin.

Un évènement organisé au lendemain de la journée internationale contre les violences faites aux femmes et qui fait écho aux [assises de lutte contre les violences sexistes](#), qui se tenaient à la cité des Congrès de Nantes depuis vendredi matin, jusqu'à ce samedi soir. Les hommes et femmes ont manifesté dans le calme, dénonçant le patriarcat et pointant du doigt les manquements de la justice. Le collectif « Femme vie liberté Nantes », qui soutient les femmes en Iran, était présent.

### 122 femmes ont perdu la vie

Samedi 19 novembre, [des dizaines de milliers de personnes étaient déjà descendues dans la rue partout en France](#) pour dénoncer les dysfonctionnements de la justice en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En 2021, 122 femmes ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint en France.



## Aux assises contre les violences sexistes de Nantes, « les hommes réinventent leur masculinité »

Durant une heure, une quinzaine d'hommes ont participé à un groupe de parole organisé dans le cadre des premières assises contre les violences sexistes, qui avaient lieu à Nantes les 25 et 26 novembre. L'idée ? Laisser tomber le masque de « l'homme parfait » pour réinventer sa masculinité.

Ouest-France  
Marion AUVRAY.  
Publié le 26/11/2022 à 18h57

Journal numérique

▶) ECOUTER

📖 LIRE PLUS TARD

➡ PARTAGER



Didiel Pacary-Charuel animait un groupe de parole ouvert uniquement aux hommes, dans le cadre des premières assises contre les violences sexistes organisées à Nantes, les 25 et 26 novembre. | OUEST-FRANCE

Ils ont vidé leur sac en petit comité. Et en non-mixité. Men only<sup>(1)</sup>. « **Parce que c'est un espace de vraie liberté** », insiste Didiel Pacary-Charuel. Membre de la [Coopération pour l'Abolition du patriarcat](#), il intervenait dans le cadre des [premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes](#), organisées à [Nantes](#) les 25 et 26 novembre.

« Cela fait déjà de nombreuses années que je travaille sur les questions de discriminations au-delà du genre, indique-t-il. L'objectif de ce groupe de parole était d'écouter, de partager et d'échanger tous ensemble sur les masculinités, car il n'y en a pas une, mais plusieurs. »

## Fixer ses propres règles

Pendant une heure, une quinzaine d'hommes ont donc confié, tour à tour, comment **les stéréotypes du genre** impactaient leur boulot, leur vie intime. « **Comment bosser dans le BTP et laisser exprimer sa sensibilité peut être compliqué, par exemple** », raconte l'intervenant.

Les comportements « **attendus par la société** », ces hommes-là n'en veulent plus. « **On nous a laissé croire que c'était un aboutissement, que cette figure de l'homme était idéale en quelque sorte** », confie Patrick, 40 ans, l'un des participants.

Une représentation de la masculinité parfois caricaturale transmise par la société mais aussi, parfois, par les pères. « **On se rend compte qu'on traîne beaucoup d'injonctions et que l'on doit trouver nos propres règles** », souligne Didiel Pacary-Charuel.

## La force du groupe

Pour l'intervenant, les hommes, eux aussi, souffrent au quotidien de « **porter des masques** ». « **Celui du bon fils, du bon amant, du bon père, du plus performant, du plus rapide, du plus productif** », énumère-t-il.

Et les hommes ont peu d'espace de liberté pour être eux-mêmes. « **Ils font tomber le masque quand ils pratiquent un sport, en thérapie ou dans ces groupes de parole, qui existent assez peu** », analyse Didiel Pacary-Charuel. « **Quand on est plusieurs, cela permet de confronter ce que l'on ressent, ce que l'on vit**, confie Patrick. **À un moment, on se regarde vraiment dans un miroir, on parle de soi et on essaie de déconstruire les stéréotypes.** »

<sup>(1)</sup> Réservé aux hommes, en anglais.

Didiel Pacary-Charuel organisera de nouveaux groupes de parole dédiés aux hommes dès janvier, à Nantes. Pour en savoir plus : [allianceadelphe@gmail.com](mailto:allianceadelphe@gmail.com).

## Des filles plus lucides mais massivement victimes

**SOCIÉTÉ.** La journaliste nantaise Florence Pagneux signe « Ce que nos filles ont à nous dire », un livre-enquête donnant la parole aux jeunes filles qui ont grandi quand la parole des victimes de violences sexistes se libérait.

Elles avaient entre 8 et 15 ans quand le mouvement #MeToo a libéré la parole. Cinq ans plus tard, ces jeunes filles de Loire-Atlantique et de Vendée ont répondu à une étude lancée par la Nantaise Alexandra Benhamou, la fondatrice du collectif LadydeNantes. Leurs 800 témoignages servent de base au livre-enquête publié le 20 octobre aux éditions trentemousins la Mer Salée. Avec *Ce que nos filles ont à nous dire*, la journaliste nantaise Florence Pagneux donne la photographie d'une génération « beaucoup plus lucide, consciente et déterminée » que les précédentes.

**« La parole s'est libérée. Désormais, il faut passer aux actes »**

« Ces jeunes filles s'informent massivement via les réseaux sociaux où elles trouvent une forme de culture féministe. Consentement, plaisir féminin, sexisme... elles évoluent dans un univers qui a permis une acculturation au féminisme beaucoup plus rapide », décrit la plume de *La Croix*, qui a creusé le sillon en donnant la parole à d'autres jeu-



Florence Pagneux présente son livre-enquête ce samedi lors des assises nationales de lutte contre les violences sexistes. Photo Presse Océan-RC

nes femmes mais aussi à des acteurs de terrain et des experts (pédopsychiatre, enseignant, médecin...). Pour cette génération post #MeToo, le « féminisme n'est pas un gros mot mais juste un mouvement qui réclame plus d'égalité entre les hommes et les femmes. Plus elles grandissent et plus elles sont déterminées à agir et à lutter pour leurs droits ».

Pour autant, les filles d'aujourd'hui sont « tout aussi massivement victimes » que celles d'hier. Les chiffres sont mêmes « effrayants » : huit jeunes filles sur dix ont vécu du harcèlement de rue, 84 % disent ne pas pouvoir s'habiller comme elles le souhaitent. C'est-à-dire que dès 13 ans, « elles s'interrogent : si je mets une jupe un peu courte ou si je dénude mes

épaules, est-ce que je ne vais pas subir dans la rue des regards pesants, des injectives, des sifflements, voire plus. » Une charge mentale qui ne pèse pas sur les garçons.

Fatiguées de développer des stratégies d'évitement, beaucoup relèvent désormais la tête et refusent de subir. Et c'est toute la société qui doit les accompagner. « Quatre jeunes filles interrogées sur dix pensent qu'elles ne feront pas le métier de leur rêve. On paye des siècles de domination masculine. Il faut changer les mentalités en profondeur », exhorte Florence Pagneux pour qui familles et écoles doivent prendre le phénomène à bras-le-corps. « 26 % des jeunes filles interrogées ont déjà vécu des violences amoureuses : cela démontre qu'il est nécessaire de mettre le paquet sur la prévention à cet âge. Or très peu d'élèves ont accès au cours sur la sexualité et quand ils sont dispensés, c'est souvent par le prisme médical : on parle de grossesse non désirée, de préservatifs, mais jamais de consentement, de relations filles-garçons. La parole s'est libérée. Désormais, il faut passer aux actes. »

Rémi Certain

### LA PHRASE

**« L'amour netue pas, le patriarcat oui »**

Johanna Rolland a ouvert, hier, les premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées par Nantes et la Métropole pendant deux jours à la Cité des congrès. La maire PS de Nantes a répété que les féminicides ne relèvent pas du drame privé, que « ces violences sont ancrées dans un sexisme qui innerve encore profondément la société » et que « chacun et chacune peut et doit agir ». Avec 26 élus, elle lance un manifeste qui engage leurs collectivités à proposer sur leurs territoires un service dédié à l'accompagnement des femmes victimes et leurs enfants. Johanna Rolland interpelle aussi l'Etat pour qu'il « mette enfin 1 milliard d'euros sur la table pour lutter effectivement contre ces violences » et ainsi « passer du discours aux actes ».

### EN IMAGE

#### En marche contre les violences

**Hommage.** Environ 400 personnes ont répondu à l'appel du collectif Droits des femmes de Nantes et marché du miroir d'eau à la place Graslin, hier soir, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elles ont rendu hommage aux 122 femmes décédées sous les coups de leur compagnon ou de leur ex, depuis le début de l'année en France. Une seconde manifestation est prévue aujourd'hui.

Photo PO-Nathalie Bourreau



## Violences : une citad'elles pour les femmes à Nantes

Au 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble neuf à Nantes (Loire-Atlantique) est niché Citad'elles, un lieu d'accueil des femmes victimes de violences. Il est ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

### Reportage

Ariane (1) a vécu l'enfer pendant quinze ans. Son mari la frappait, l'humiliait. En mars 2020, la trentenaire appelle Citad'elles, ce lieu d'accueil pour femmes victimes de violences à Nantes, ouvert un an plus tôt. La Nantaise y trouve une écoute attentive. Sous l'emprise d'un mari violent avec elle et ses trois enfants de 8 à 14 ans, elle a trop peur de partir. « Ma coordinatrice (2), très inquiète, a fait un signalement au procureur. »

Le déclat arrive plusieurs mois après, lorsque la violence de son ex-mari s'abat sur les trois enfants en son absence, un samedi. Elle rentre en catastrophe. « Il a menacé de tous nous tuer. J'étais déjà partie une fois. Il m'a dit : *La deuxième fois, je ne te louperai pas.* » Ses enfants l'ont supplié de partir. « Le mardi, j'ai dit que j'emmenais les enfants à l'école. Et on a débarqué tous les quatre à Citad'elles. »

L'histoire d'Ariane illustre toutes celles qui, de 18 à 80 ans, entrent un jour à Citad'elles. Une forteresse de douceur érigée au cœur de la ville. Un havre de paix niché au 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble neuf sur l'île de Nantes. Deux agents de sécurité veillent à l'entrée, sous vidéo protection. Ascenseur accessible par badge. Dans cet « appartement » de 750 m<sup>2</sup> lumineux et feutré, les murs clairs, les tons pastel donnent une sensation de réconfort. Canapés et fauteuils moelleux composent le salon d'accueil. « Chaque jour, deux à trois femmes poussent la porte pour la première fois », explique Caroline Godard, directrice.

« Le besoin de parler et d'être crue »

Ce lieu est ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. « Les mères peuvent venir avec leurs enfants. C'est sécurisé, gratuit et confidentiel », précise



Citad'elles, à Nantes, est un lieu d'accueil des femmes victimes de violences. En trois ans, 3 200 femmes s'y sont rendues.

(PHOTO : JÉRÔME FOURQUET, OUEST-FRANCE)

Mahaut Bertu, adjointe au maire. Le budget est de 2 millions d'euros, dont la moitié financée par la Ville (le reste par Nantes métropole et le Département, et 200 000 € par l'État en deux ans).

Elles sonnent parfois à Citad'elles dans l'urgence, traquée. Ou pour libérer une parole étouffée. « Une femme qui arrive a besoin de parler, d'être écoutée et d'être crue, explique la responsable. L'accueil de sa parole est un moment clé. Elle a vu une porte s'entrouvrir, il ne faut pas la laisser se refermer. »

Le déclat peut se produire lorsque les enfants subissent des violences, ou encore devant l'inquiétude d'un proche, un médecin. Chaque femme

est suivie par une coordinatrice de son arrivée à sa sortie.

Une pièce cocooning a été aménagée pour se ressourcer. Des fauteuils suspendus, sortes de bulles en rotin enveloppantes constituent « leur lieu à elles ». Dans une salle colorée, un atelier cirque occupe les bambins. Des jeux adoucissent leur traumatisme tandis que les mères déposent leurs fardeaux. Une réserve d'aliments, couches et vêtements est prévue pour les femmes dénuées de tout. Le centre n'héberge pas sur place, mais possède trois logements d'urgence, à l'extérieur.

Ici, le bureau de recueil des plaintes – police ou gendarmerie se déplace –, là celui des associations,

Démarches juridiques, sociales, soutien psychologique, tout est facilité.

Pour Ariane, Citad'elles a été son « meilleur soutien ». « Je conseille aux femmes d'y aller et de ne pas avoir honte de parler. J'aurais pu mourir. » Depuis l'ouverture, 3 200 femmes sont passées par Citad'elles. Comment mesurer son efficacité ? « Elles reviennent en nous disant qu'elles vivent une seconde vie, qu'elles se sont reconstruites », constate Nadège.

Vanessa RIPOCHE.

(1) Prénom d'emprunt.

(2) professionnels qui accompagnent les femmes à Citad'elles.

## Violences conjugales, les métiers de la santé au front

Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes se sont ouvertes hier. La première journée était consacrée aux professionnels, en première ligne pour repérer les violences conjugales.

### Entretien

Richard Malis, gynécologue obstétricien, président de Gynécologie sans frontières, association mobilisée contre les violences sexistes, à Nantes, un atelier sur le nécessaire repérage des victimes de violences conjugales par les professionnels de santé.

### Pourquoi la mobilisation des professionnels de santé est-elle importante dans la lutte contre les violences conjugales ?

Les professionnels de santé sont en première ligne pour détecter des victimes et les prendre en charge. Il est compliqué pour elles de franchir la porte d'un commissariat ou d'une association. Quand elles le font, en général, c'est qu'elles sont déjà avancées dans la prise de conscience. Mais le danger est là bien avant et les professionnels de santé peuvent le voir avant que ça ne dégénère. On ne parle pas de des médecins, mais de tous les professionnels, du kiné au dentiste, en passant par le pharmacien ou l'infirmier, soit 1 365 000 personnes en France.

### Isabelle Derendinger, directrice de l'école des sages-femmes du CHU de Nantes et présidente du conseil de l'ordre des sages-femmes, et Richard Malis, gynécologue obstétricien, président de Gynécologie sans frontières.



Isabelle Derendinger, directrice de l'école des sages-femmes du CHU de Nantes et présidente du conseil de l'ordre des sages-femmes, et Richard Malis, gynécologue obstétricien, président de Gynécologie sans frontières.

des violences fait désormais partie des questions que les médecins doivent poser dans le cadre du dossier médical, au même titre qu'on l'interroge pour savoir si elle fume ou si elle a un moyen de contraception. Aujourd'hui, les médecins généralistes ne posent cette question qu'à moins de 8 % de leurs patientes. Cette question, tous les professionnels de santé peuvent la poser. Et ce, sans faire de déstigmatisation parce que les violences touchent absolument tout le monde et tous les milieux sociaux.

### Comment poser une question aussi délicate ?

Il y avait une époque où poser la question du tabac aux femmes enceintes mettait mal à l'aise, tout comme l'alcool ou les problèmes d'incontinence. Ce ne sont plus des questions tabou, il faut faire pareil

pour les violences. Il y a plein de façons de poser la question, encore faut-il être prêt à recevoir la réponse, être disposé psychologiquement à le faire.

### Surtout, que faire de cette parole aussi délicate ?

Avant tout, lui dire : « Je vous crois », c'est essentiel. Et lui dire qu'elle n'y est pour rien, le seul responsable est l'agresseur. Ensuite, il faut apprécier le niveau de gravité et l'orienter vers

les bons interlocuteurs. L'association Gynécologie sans frontières, qui a été chargée de l'organisation des assises, a créé en septembre 2022 une plateforme (violences-sansfrontieres.fr) qui se veut une aide pour tous les professionnels de santé, réunissant les protocoles, les conseils à tenir, l'annuaire des acteurs locaux d'aide aux victimes avec une géolocalisation, etc.

Recueillis par Stéphanie BAZYLAK.

**Complet** Les assises nationales de lutte contre les violences sexistes affichent complet aujourd'hui pour la journée ouverte au public. Il est toutefois possible de suivre les conférences sur le site internet des assises, où est également disponible le programme « hors les murs ».

### Un journal de bord numérique pour les victimes

L'association France Victimes a lancé, il y a deux ans et deux jours, une plateforme numérique intitulée « Mémor de vie ». C'est un site internet, aussi simple qu'une application mais accessible via le navigateur, résume Olivia Mons, porte-parole de France Victimes. Mais pas téléchargeable pour ne pas apparaître sur le téléphone.

L'outil a été créé après une consultation citoyenne organisée par Make.org auprès de 10 millions de personnes. L'idée : offrir un outil accessible à toutes les victimes, sur toutes les violences (sexuelles, conjugales, discrimination, etc.) pour mieux les repérer et faciliter les enquêtes.

La plateforme est accessible de deux façons : sans créer de compte, pour accéder à des contacts d'urgence et à une bibliothèque avec des articles simples de vulgarisation sur le droit, la santé, l'aspect social. Ou en créant un compte personnel sécurisé, qui permet aux victimes d'avoir accès à un journal de bord dans lequel elles racontent leur quotidien.

### Un bouton « Vite je quitte »

« Les victimes peuvent y indiquer des dates ou des périodes, des lieux, le nom de témoins par exemple, en y ajoutant des documents, comme des photos ou des vidéos, explique Olivia Mons. Tout ce qui, lorsqu'elles seront prêtes, pourra servir à l'enquête. »

Via ce compte sécurisé, les victimes



Olivia Mons, porte-parole de l'association France Victimes qui gère la plateforme numérique Mémor de vie, à destination des victimes de violences conjugales.

peuvent aussi stocker leurs documents personnels (certificats médicaux, contrats de location ou de mariage, attestation d'employeur, etc.), « ce qui est utile en cas de départ en urgence dans le cas des violences conjugales ».

La plateforme compte aujourd'hui 4 500 comptes et 18 000 événements ont été intégrés dans un journal de bord. Comme tous les sites sécurisés de ce type, elle dispose d'un bouton « Vite je quitte » qui permet de fermer la plateforme immédiatement en cas de besoin, renvoyant vers un site internet sans risque que la victime a l'habitude de consulter « pour ne pas éveiller les soupçons de l'agresseur ».

S. B.

### La manif résonne pour Édith et Clémence



Entre 200 et 300 personnes ont marché contre les violences faites aux femmes, hier soir dans Nantes, à l'appel du collectif Droits des femmes Nantes.

Photo: Anne Fouquet/OuestFrance

## L'Espagne a fait de la lutte contre les féminicides une priorité



Margaux Collot, autrice, et spécialiste des violences sexuelles. Elle a étudié les violences conjugales en Espagne, au regard de la France.

### 1997

Un événement dramatique secoue l'Espagne, en décembre 1997. Une femme, Ana Orantes Ruiz, est assassinée après avoir témoigné à la télévision, à visage découvert, des violences qu'elle subit par son ex-compagnon. Brûlée vive treize jours plus tard. Le drame est un détonateur dans la population espagnole. « Ça a été un choc politique et un élan vibrant pour les associations », explique Margaux Collot, autrice, experte des questions d'égalité et à l'origine d'une étude comparée sur les politiques publiques entre la France et l'Espagne. « Elle vivait dans le même logement que son ex-mari alors qu'il avait été condamné. »

### 2004

En 2004, une loi-cadre « Mesure de protection intégrale contre les violences conjugales » est votée. C'est l'aboutissement d'une mobilisation des associations féministes, de femmes politiques de gauche et de la recherche. En 2004, la gauche a pris le pouvoir en Espagne. « Cette loi



Après de nombreuses manifestations d'Espagnoles (ici en juin 2004), le gouvernement socialiste avait fait adopter une loi pénalisant les violences conjugales.

Photo: Annes-OuestFrance

prend acte de ce que les violences procèdent d'un système, issu de la domination masculine, observe Anne Bouillon, avocate, spécialiste en droits des femmes. L'Espagne a adopté une vision genrée des choses. « Des juridictions spécialisées ont été créées. Un même juge peut prendre des sanctions pénales et civiles. Comme condamner un auteur, pour ses actes et lui retirer l'autorité parentale. » En France, ces compétences sont séparées, précise Anne Bouillon. Et les décisions peuvent se contredire. Un juge pénal peut prononcer un retrait de l'autorité parentale, alors que le juge aux affaires familiales refuse de le faire. »

### 2017

Avant #MeToo, l'Espagne, déclinant en avance, scelle un pacte d'État, en 2017 : 290 mesures contre les violences de genre sont votées et un milliard d'euros sur cinq ans sont débloqués. Une plateforme informatique unique, VioGen, recense toutes les victimes ayant contacté la police et évalue les niveaux de danger estimés et les mesures policières de protection à adopter. Ce système est réévalué en permanence. 70 000 cas ont été recensés sur cette plateforme. En cas de risque élevé, les victimes sont surveillées par la police en permanence, les déplacements des enfants aussi. « En Espagne, les femmes sont prévenues si l'auteur des vio-

lences est libéré de prison, ajoute Margaux Collot. Ce n'est pas le cas en France. »

### 48

Le nombre de féminicides a fortement chuté en Espagne, passant de 71 par an à 48 en 2021. En France, 122 femmes ont été tuées en 2022, sous les coups de conjoints ou ex-conjoints. Rapporté à la population, le nombre de féminicides par habitant est deux fois moins élevé dans la péninsule ibérique qu'en France. « En France, le budget alloué pour lutter contre les violences est de 32 millions. L'Espagne y consacre 260 millions. »

Vanessa RIPOCHE.

### Témoignages

Entre 200 et 300 personnes ont marché dans Nantes hier soir contre les violences faites aux femmes. Un rassemblement organisé par le collectif Droits des femmes de Nantes. Dans le cortège, Édith, 48 ans. Cette manifestation résonne de façon intime chez elle. Elle raconte son vécu personnel. « J'étais sous l'emprise de mon compagnon, je n'arrivais pas à lui dire non. » Elle a subi des violences sexuelles. « Des viols », ose-t-elle dire maintenant. C'était il y a dix ans. « Ce que j'ai vécu à l'âge adulte a réveillé des souvenirs d'enfance. J'étais victime de violences sexuelles de ma mère. Mais ces faits sont prescrits. »

Édith a porté plainte contre son ex-compagnon. « À l'époque, ce que j'ai subi a été minimisé. La plainte a été classée sans suite. Édith n'aura aucune réponse pénale, pour elle, mais elle regarde vers l'avenir, pour les autres femmes. « J'ai l'impression qu'on va vers du mieux dans la prise de conscience de l'inceste et des violences contre les femmes. »

### « Avec MeToo, j'ai compris »

Clémence participe aussi, discrètement. « Lors de fêtes entre amis, j'ai été agressée sexuellement, quand j'avais entre 17 et 19 ans. » Elle a

25 ans aujourd'hui. « Il s'agissait d'attouchements quand je dormais. » Mais elle ne mesure pas aussi tôt la gravité de ces gestes qui n'ont rien d'anodin. « Je me suis rendu compte plus tard, avec la vague MeToo, que ces caresses constituaient des violences sexuelles. J'ai compris alors et j'ai pu mettre des mots. » Clémence explique ne pas se sentir capable de déposer plainte. « Je ne craignais pas les auteurs, je suis sûre qu'ils n'ont même pas réalisés. Je porterais peut-être plainte quand je me sentirais suffisamment en sécurité par rapport aux Institutions. » La justice, précise-t-elle. Clémence se plaint aussi de l'insupportable harcèlement de rue. « On te dit que tu es belle, on te demande ton numéro de téléphone. Cela n'a rien à voir avec des compliments, c'est juste lourd et désagréable. Qu'on nous laisse tranquillement marcher dans la rue... »

Marcher librement, comme hier soir, avec des slogans et des pancartes, « le machisme tue », « pas née pour servir », « je ne veux plus être une proie dans la rue », ou encore « l'amour ne fait pas de dieux ». Face Gracien, les prénoms et âges de plus de 100 victimes de féminicides depuis janvier sont égrenés.

Christophe JAUNET.

## Manifeste

Johanna Rolland a lancé un manifeste signé par vingt-six collectifs, dont Rennes, Angers, Saint-Nazaire mais aussi Paris, Lyon, Toulouse... Il engage les villes et territoires à ouvrir un lieu d'accueil des femmes comme Citad'elles, à former le personnel de la police municipale, à designer un élu référent, etc. C'est aussi un appel à ce que l'État mette le main à la poche (un milliard d'euros), forme ses personnels et crée de l'hébergement d'urgence.

## Les hommes veulent réinventer leur masculinité

Une quinzaine d'hommes ont participé à un groupe de parole organisé dans le cadre des premières assises contre les violences sexistes. L'idée ? Laisser tomber le masque de « l'homme parfait ».

Ils ont vidé leur sac en petit comité. Et en non-mixité. Men only <sup>(1)</sup>. « Parce que c'est un espace de vraie liberté », insiste Didier Pacary-Charuel. Membre de la Coopération pour l'Abolition du patriarcat, il intervenait dans le cadre des premières assises nationales de lutte contre les violences sexistes, organisées à Nantes les 25 et 26 novembre.

« Cela fait déjà de nombreuses années que je travaille sur les questions de discriminations au-delà du genre, indique-t-il. L'objectif de ce groupe de parole était d'écouter, de partager et d'échanger tous ensemble sur les masculinités, car il n'y en a pas une, mais plusieurs. »

### Fixer ses propres règles

Pendant une heure, une quinzaine d'hommes ont donc confié, tour à tour, comment les stéréotypes du genre impactaient leur boulot, leur vie intime. « Comment bosser dans le BTP et laisser exprimer sa sensibilité peut être compliqué, par exemple », raconte l'intervenant.

Les comportements « attendus par la société », ces hommes-là n'en veulent plus. « On nous a laissé croire

que c'était un aboutissement, que cette figure de l'homme était idéale en quelque sorte », confie Patrick, 40 ans, l'un des participants.

Une représentation de la masculinité parfois caricaturale transmise par la société mais aussi, parfois, par les pères. « On se rend compte qu'on traine beaucoup d'injonctions et que l'on doit trouver nos propres règles », souligne Didier Pacary-Charuel.

### La force du groupe

Pour l'intervenant, les hommes, eux aussi, souffrent au quotidien de « porter des masques ». « Celui du bon fils, du bon amant, du bon père, du plus performant, du plus rapide, du plus productif », énumère-t-il.

Et les hommes ont peu d'espace de liberté pour être eux-mêmes. « Ils font tomber le masque quand ils pratiquent un sport, en thérapie ou dans ces groupes de parole, qui existent assez peu », analyse Didier Pacary-Charuel. « Quand on est plusieurs, cela permet de confronter ce que l'on ressent, ce que l'on vit, confie Patrick. A un moment, on se regarde vraiment dans un miroir, on parle de



Didier Pacary-Charuel anime un groupe de parole ouvert uniquement aux hommes, dans le cadre des premières assises contre les violences sexistes organisées à Nantes, les 25 et 26 novembre.

Photo: Ouest-France

soi et on essaie de déconstruire les stéréotypes. »

Marion AUVRAY.

aux hommes dès janvier, à Nantes. Pour en savoir plus : allianceadel-  
phe@gmail.com.

Didier Pacary-Charuel organisera de nouveaux groupes de parole dédiés

<sup>(1)</sup> Réservé aux hommes, en anglais.

## À Saint-Nazaire, un « monument aux mortes »



Le « monument », présenté à Saint-Nazaire.

Photo: Ouest-France

« Il y a eu des faits criminels qui ont donné lieu à un monument ou une plaque. Pour les féminicides, ça n'existe pas. » C'est de ce constat, posé par l'inter collectif féministe de Saint-Nazaire qu'a germé l'idée d'un « monument aux mortes et aux vivantes ».

Ce nouveau symbole de la lutte contre les violences faites aux femmes a été inauguré, hier, dans le cadre d'une manifestation contre les violences patriarcales, sexuelles et sexistes devant plus d'une centaine de personnes, de tous âges, rassemblées place des Droits-de-l'Homme. Une inauguration avant une marche pour clamer des slogans de lutte alors que ces violences ont coûté la vie à 123 femmes depuis début 2022. Le monument, mobile, trônait en tête de cortège.

Pour ces balliseurs, l'idée est de transposer le sujet des féminicides dans l'espace public pour ne pas qu'il soit banalisé. « Ce n'est pas seulement un article dans la presse, où

une mort en chasse une autre », justifie Christel de l'inter collectif. Capucine abonde : « Pour nous, c'est aussi un outil pour parler de ce fait de société, là, auprès de toute la population, pour ne pas qu'elle ferme les yeux dessus. »

Le monument inauguré est pour l'heure un prototype. « Il a vocation à trouver sa place en dur dans la ville », annoncent les porte-parole du mouvement. En attendant d'en discuter avec la mairie, l'inter collectif compte le déplacer dans différents lieux de la ville pour le présenter aux habitants. « Il est porteur de messages écrits. Ils pourront aider des femmes, vivantes, qui se battent en silence contre ses violences au quotidien. »

Maxime HUTEAU.

Les femmes victimes de violences peuvent contacter le 39 19. Gratuit et anonyme, accessible 24 h/24 et 7 jours sur 7.

## 1 200 personnes contre les violences sexistes



Les manifestants sont partis de la place Graslin vers le centre ville de Nantes.

Photo: Ouest-France

Les militants engagés dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ont réuni plus de 1 200 personnes, hier, à l'occasion d'une marche dans les rues de Nantes, partie de la place Graslin.

Un événement organisé au lendemain de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes et qui fait écho aux assises de lutte contre les violences sexistes, qui se tenaient à la cité des Congrès de Nantes depuis vendredi matin, jusqu'à ce samedi soir. Les hommes et femmes ont manifesté dans le calme, dénonçant le patriarcat et pointant du doigt les manquements de la justice.

Le collectif « Femme vie liberté Nantes », qui soutient les femmes en Iran, était présent.

### En 2021, 122 femmes ont perdu la vie

Samedi 19 novembre, des dizaines de milliers de personnes étaient déjà descendues dans la rue partout en France pour dénoncer les dysfonctionnements de la justice en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En 2021, 122 femmes ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint ou ex conjoint en France.

## 4,2 millions dans les Pays de la Loire en 2070 ?

page 17

## 1 700 femmes contre les violences sexistes

**MANIFESTATION.** 1 700 femmes (1 200 selon la police) ont défilé dans les rues de Nantes hier dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

À un kilomètre à vol d'oiseau de la cité des congrès de Nantes où se déroule les assises nationales de lutte contre les violences sexistes, un peu plus de 1 700 manifestants marchent, chantent et crient dans les rues du centre-ville ce samedi. Principalement des femmes. « Mon corps, mon choix, et ferme la gu... ! ». C'est clair.

**« Chaque prénom est celui d'une femme tuée parce que femme »**

Le ton est donné. Il y en a pour tout le monde. Pour le patriarcat en général : « Il faut le détruire », crie Pauline le poing levé. « Police complice, Justice complice », scande un groupe de femmes vêtues de noir.

La marche a débuté au pied de l'escalier du théâtre Graslin. Accroché aux colonnes de l'édifice, plusieurs dizai-



Entre 1 500 et 2 000 personnes ont marché contre les violences sexuelles et sexistes hier à Nantes.

Photo Presse Océan - Jean-Pascal Hamida

nes de feuilles de papier blanc reliées par une ficelle. Elles flottent dans le vent et chacune porte un nom, un âge, une date : « Éléonore, 27 ans, 1<sup>er</sup> janvier », « Muriel, 56 ans, 1<sup>er</sup> janvier » ; plus loin :

« Farida, 50 ans, 28 mars », « Marie-Lise, 64 ans, 3 août », « Clothilde, 31 ans, 3 août » ; plus loin encore : « Asia, 30 ans, 17 septembre », « Véronique, 59 ans, 10 novembre... » Et au milieu

un petit écriteau : « Chaque prénom est celui d'une femme tuée parce que femme ».

**« Ça dépend ! »**

Des femmes tuées et des femmes harcelées comme Justi-

ne, 42 ans, qui a fini par démissionner de l'entreprise qui l'employait depuis 22 ans. Un petit chef la harcelait dès qu'il en avait la possibilité. « Je demandais un changement d'horaire pour m'occuper d'un enfant, il n'en tenait pas compte sur le planning, raconte-t-elle. Alors j'allais le voir pour demander si c'était possible de changer d'horaire, sa réponse était toujours la même : « Ça dépend ! » Lui et moi savions ce que ça voulait dire... ».

La situation était d'autant plus traumatisante pour Justine que les pratiques de l'auteur de cette violence sexiste étaient soupçonnées dans l'entreprise.

Ce samedi après-midi, Justine est dans la rue, à Nantes. De loin en loin, elle scande « Mort au patriarcat ». Et c'est sincère.

Jean-Pascal Hamida

\* Prénom modifié

### ► EN IMAGE

#### Des assos militantes

Planning familial. Vendredi et hier, les assises nationales de lutte contre les violences sexistes, à Nantes, ont été l'occasion de rencontrer des organisations qui font face aux violences sexistes et sexuelles, et en accueillent les victimes : France Victimes 44, Reso Nantes, Maison de protection des familles (gendarmerie...). Et le Planning familial : le mouvement féministe créé en 1960 avec pour objectif l'éducation sexuelle et le contrôle des naissances, reste, en 2022, un lieu d'information, d'écoute, de conseil. « Plus que jamais, insistent Margot, Lomée et Élixa, bénévoles à Nantes, on accueille des ados qui se questionnent sur leur genre par exemple... Et nous travaillons beaucoup sur la notion de consentement ». TÉL. : 02 40 20 41 51.

Photo Presse Océan - J.-P.H.

